



*STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT
NATIONALES*

NOTES D'ORIENTATION

POLITIQUE SOCIALE

Isabel Ortiz

Conseiller Principal Interrégional
Département des Affaires Economiques et Sociales
Nations Unies

NATIONS UNIES

**DEPARTMENT DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES
(DAES/ UNDESA)**

-2007-

Remerciements

Remerciements a Jomo Kwame Sundaram (Secrétaire général adjoint pour le Développement économique, Nations unies), Joseph Stiglitz (Professeur d'Economie a la University of Columbia, USA), Jose Antonio Ocampo (Sous Secrétaire général pour les Affaires Economiques et Sociales, Nations unies), Dorothy Rosenberg et Darryl McLeod (Bureau pour la Politique de Développement, PNUD), Bob Huber, Sergei Zelenev, et Thomas Schindlmayr (Division pour la Politique sociale et Développement, UNDESA), Bob Deacon (Directeur Globalisme et Programme de Politique sociale, UK), Katja Hujo, Yusuf Bangura, Terence Gomez, Shahr Razavi et Peter Utting (UNRISD), Harry Shutt (UK), Sylvie Cohen, Anna Falth, Sibel Selcuk et Wenyan Yang (Division pour l'avancement de la femme, UNDESA), Gabriele Kohler et Enrique Delamonica (UNICEF) pour leur commentaires et suggestions utiles. Appréciation spéciale à Khoo Khay Jin, qui a édité les Notes d'Orientation de la UNDESA .

New York, juin 2007

Copyright © Nations Unies DESA

Cette Note concernant la Politique vise à promouvoir la considération et discussion des options des politiques dans la préparation des stratégies de développement national. L'analyse, les estimations et les données ont été préparés par les auteurs et révisés en réponse à l'information en retour des différents réviseurs. Ils ne représentent pas nécessairement les points de vue de UN DESA et les remerciements appropriés sont dus à l'auteur pour objet de citation et remarques.

Préface

Le document final du Sommet Mondial des Nations Unies de 2005 a fait appel au pays à préparer des stratégies de développement national, en prenant en compte des objectifs du développement international convenus dans les différents Sommets et Conférences des Nations Unies durant les deux dernières décades. Afin d'assister des pays dans cette tâche, le Département des Affaires Economiques et Sociales (DESA) a commandité une série de notes pour les responsables politiques et dirigeants au gouvernement et dans la société civile, dans des domaines principaux et interconnectés appropriés à la formulation des stratégies de développement nationales: politique macroéconomique et de croissance, politique commerciale, investissement et politique de technologie, politique financière, politique sociale et réforme d'entreprise publique. La préparation des notes a reçu des fonds généreux en partie du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Des collègues du PNUD ont également fait des suggestions et commentaires utiles sur les notes.

Les notes d'orientation, autorisés par des experts dans le domaine, se basent sur l'expérience et dialogues des Nations unies dans les domaines économique et social, complétées par la connaissance extérieure. Les notes font des suggestions concrètes sur les moyens d'atteindre le niveau national, les objectifs internationalement consentis synthétisés dans l'agenda de développement des Nations unies. Les notes d'orientation sont sensés donner ceux au niveau national qui forment et établissent des politiques, un grand choix d'alternatives possibles aux solutions des normes de la politique qui ont prévalu durant les deux dernières décades, plutôt que de prescrire n'importe quel mode d'action. Les notes servent à aider des pays à profiter de leur politique et élargir son espace. – leur possibilité de manœuvre efficace à formuler et intégrer les politiques économiques, sociales et environnementales.

J'encourage les lecteurs à voir ces notes comme des contributions complémentaires au débat au niveau national sur les défis du développement et les politiques nécessaires pour les affronter. Les questions choisies sont une part vitale de la mosaïque de la politique qui souligne les stratégies du développement national, qui sont en fin de compte orientées à atteindre une croissance de développement durable avec inclusion sociale et protection environnementale.



José Antonio Ocampo

Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales

Nations Unies

New York, juin 2007

Table des matières

	Page
I. Politique sociale	6
Politique sociale dans la stratégie du développement national	11
Diagnostic social.....	14
Rédaction des stratégies de développement et plans d'action	21
Financement et mise en oeuvre des politiques sociales	25
S'assurer de la participation et de la viabilité politique.....	30
III. Prise en compte des questions d'équité à travers les secteurs.....	33
IV. Politiques universelles or cibles?	37
V. La rapidité est importante: Politiques a long terme et initiatives a impact fort a court terme	40
VI. Instruments choisis pour promouvoir lessociés inclusives.....	42
Emploi et travail.....	43
<i>Questions de politique critique:</i>	46
(1) Démarrer le programme de travail décent: Pactes sociaux pour des politiques génératrices d'emploi.....	46
(2) Norme du travail et revenu juste	47
(3) Compétences de développement pour productivité Augmentée	52
(4) Emploi productif et choisi librement	52
(5) Protection sociale pour tous.....	53
Etudes.....	54
<i>Questions de politique critiques:</i>	54
(1) Eliminer les frais et promouvoir l'enseignement primaire libre et universel.....	54
(2) L'importance de l'Enseignement Secondaire, VTET et tertiaire	56
(3) La qualité et la pertinence de l'enseignement.....	57
(4) D'autres programmes pour l'enseignement pour tous.....	57
Santé.....	60
<i>Questions de politique critique</i>	59
(1) Prolonger la couverture des soins médicaux	59
(2) Santé maternelle et reproductive.....	62
(3) Combattre le VIH/sida et la malaria	62
(4) D'autres programmes pour promouvoir la santé pour tous.....	62
Protection sociale	63
<i>Questions de politique critique</i>	64
(1) Elargir la couverture de la pension.....	64
(2) Répondre aux besoins urgents de la communauté.....	66
(4) Protection de l'enfance.....	69
<i>Prévention des conflits</i>	72
VII. Redistribution internationale et justice sociale	74

Politiques sociales globales et régionales	74
Nouveaux instruments de l'aide au développement.....	75
VIII. Conclusion	76
IX. Sources.....	Error! Bookmark not defined.

Catégories

Catégorie 1	La croissance seule ne suffit pas
Catégorie 2 ..	La redistribution est critique pour réduire la pauvreté et faire durer le développement.....
10	
Catégorie 3 ...	Les problèmes communs des stratégies du développement national ...
14	
Catégorie ...	Eviter les Généralisations a propos des Pauvres
19	
Catégorie 5 ...	Questions de données: La politique de l'information
20	
Catégorie 6..	Objectifs sociaux typiques de la stratégie du développement national..
21	
Catégorie 7 ...	Evaluer la politique sociale et les programmes.....
24	
Catégorie 8 ...	Prévisions budgétaires participatives au Brésil
30	
Catégorie 9 ...	Degrés de participation.....
31	
Catégorie 10 ...	Le Conseil Economique et Social Irlandais
32	
Catégorie 11 ...	Prise en compte de s questions d'équité à travers les secteurs.....
35	
Catégorie 12 ...	Modèles d'allocations
38	
Catégorie 13 ...	Cibler des méthodes
39	
Catégorie 14 ...	Le Brésil et l'Argentine: Initiatives à impact élevé à court terme
41	
Catégorie 15 ...	Comment générer de l'emploi Décent
45	
Catégorie 16 ...	Espagne: Les pactes sociaux de Moncloa
47	
Catégorie 17 ...	Arguments pour le programme du travail décent.....
49	
Catégorie 18 ...	L'Action affirmative de la Malaisie.....
50	
Catégorie 19 ...	L'Acte de garantie sur l'emploi rural Indien.....
54	
Catégorie 20	Le Progreso de Mexico/Le Programme Oportunidades
56	
Catégorie 21	Le plan de la microassurance de Sewa, Inde.....
61	
Catégorie 22	Les pensions sociales de la Namibie
66	
Catégorie 23	Transferts sociaux – Comment fonctionnent-Ils?.....
67	
Catégorie 24 ...	"Un pays nouveau, une vie nouvelle" de l'Afghanistan – Transmettre des Valeurs à travers les médias.....
71	
Catégorie 25	Burundi: Stratégie de prévention de conflit
73	

Liste d'Acronymes

BONOSOL	Bono Solidario (la pension sociale de la Bolivie)
DFID	Département pour le développement International UK
ECD	Développement tôt de l'enfant
CES	Conseils économiques et sociaux
UE	Union européenne
FDI	Programme d'investissement direct a l'étranger
GBS	Soutien budgétaire général
SIDA	Syndrome immunodéficientaire acquis
IDPs	Les Personnes déplacées dans leur propre pays
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
CDMT	Cadre de dépenses à moyen terme
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
PAYGO	Les pensions de paiement à l'usage
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
SRAS	Syndrome Respiratoire Aigu Sévère
SWAps	Approches sectorielles
DEAS	Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNRISD	Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social
ETFP	Enseignement technique et de la formation professionnelle
OMS	Organisation Mondiale de la Santé

NOTE D'ORIENTATION CONCERNANT LA POLITIQUE SOCIALE*

Le gouvernement moderne est fondé sur un contrat social entre les citoyens et l'état dans lequel les droits et fonctions sont convenus par tous pour promouvoir l'intérêt commun. Les Citoyens appuient un gouvernement à travers des taxes et des efforts pour le bien d'un pays; en échange, les gouvernements acquièrent une légitimité en protégeant les droits des peuples à travers des politiques qui pour le bien de tous. Toutefois, les décisions sont souvent capturés par des groupes puissants et par des élites, et rendent les politiques du gouvernement biaisées et irresponsables vis-à-vis de la majorité des citoyens. Avec la moitié de la population mondiale qui vit en dessous du seuil de pauvreté de deux dollars par jour, des politiques sociales inefficaces peuvent être le déclenchement de l'effondrement de l'état. Le manque d'opportunité, le gouvernement autoritaire, l'iniquité grossière, l'exclusion et la privation – tous augmentent la probabilité de la dé légitimation de l'état et de la sécession de l'appui de ses citoyens, menant à la désintégration sociale, conflit, et à la violence.

La politique sociale est un instrument appliqué par des gouvernements pour réglementer et supplémer des institutions de marché et des structures sociales. La politique sociale est souvent définie comme des services sociaux comme l'instruction, la santé, l'emploi, la sécurité sociale. Toutefois, la politique sociale concerne également la redistribution, la protection et la justice sociale. La politique sociale est concertiste par le placement du peuple au centre de la décision, non pas en fournissant des allocations résiduelles, mais en prenant en compte de ses besoins et sa voix à travers les secteurs, générant la stabilité et la cohésion sociales. La politique sociale est également utile quand les gouvernements l'utilisent pragmatiquement pour assurer l'appui politique de ses citoyens, et de promouvoir un résultat économique positif en élargissant le capital humain et l'emploi productif. Les politiques sociales peuvent également créer un cercle vertueux an reliant les développements humain et économique qui, à la longue, seront bénéfiques à tout le monde en augmentant la demande intérieure et en créant des sociétés stables et cohésives.

Cette Note concernant la Politique cherche à promouvoir les politiques sociales inclusives. Elle met l'accent sur les opportunités pour accroître l'équité, et se concentre sur des politiques sociales sélectionnées essentielles à la préparation des stratégies de développement nationales inclusives. La première section donne une perspective historique sur l'application de la politique sociale et les arguments pour investir dans le développement social inclusif. Les sections suivantes se concentrent sur la façon de rédiger les stratégies de développement sociales nationales. La dernière partie débat des priorités sélectionnées de la politique sociale sur l'emploi, l'instruction, la santé, la protection sociale, la culture et la prévention des conflits. Des références et documents d'appui sont fournis dans la section des sources à la fin.

* Cette Note concernant la Politique a été préparée par Isabel Ortiz, Conseiller Principal Interrégional, Département des Affaires Economiques et Sociales, Nations Unies (UNDESA). Les commentaires peuvent être adressés à esa@un.org

I. POLITIQUE SOCIALE

Contexte : Pendant les années 80 et 90, le cadre de la politique sociale, concentré sur la provision des services et allocations limités, était insuffisant pour atteindre un développement social et économique équilibré. La politique sociale était considérée résiduaire, secondaire à la concentration sur la croissance comme la théorie du développement principal se concentrait sur "la croissance économique avant tout" (Catégorie 1). Comme tel, la politique sociale était moins importante et moins financée, et souvent centrée sur la réduction des conséquences involontaires des variations économiques. Cette approche résiduaire était dominante pendant deux décades, et a conduit à une hausse des tensions sociales et au malaise.

Cette vision minimaliste du développement social n'était pas populaire aux temps reculés au 20^{ème} siècle. Au contraire, les économies à revenus élevés d'aujourd'hui ont investi grandement dans le développement social, et les populations d'Europe, du Japon, de l'Amérique du Nord, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande ont expérimenté un niveau de prospérité inédit dans l'histoire. En suivant leur exemple, beaucoup de pays en développement ont également vu le besoin d'appliquer les politiques sociales comme un instrument pour la construction de la nation. Les politiques sociales de l'Asie de l'Est, ou bien les systèmes de sécurité sociale complets dans quelques pays latino-américains sont des exemples de ces initiatives. Ces gouvernements ont vu que les investissements sociaux étaient essentiels non seulement pour moderniser et développer un pays, mais aussi pour atteindre la cohésion sociale et la stabilité politique.

Beaucoup de ces initiatives sociales avant les années 80 ont été affaiblis pendant que les politiques re-distributives ont été marginalisées par les réformes orientées vers le marché et les attaques critiques sur l'interventionnisme de l'état. Les programmes d'ajustement structurel lancés après la crise de dette de 1982 ont sévèrement restreint les dépenses sociales, jusqu'au point où l'UNICEF a fait appel pour un "ajustement à visage humain". [1] Après avoir été réduites au minimum, les politiques sociales ont été reconsidérées pendant les années 90 avec l'attention renouvelée des politiques de développement à la réduction de la pauvreté. Même alors, les politiques sociales ont été traitées comme marginales, réduites à un peu plus que l'idée des filets de sécurité sociale en temps de crise économique comme dans la crise financière asiatique et l'extension de l'éducation de base ailleurs, souvent laissées aux programmes d'investissement social financés par les donateurs. Ceux-ci étaient des initiatives bien intentionnées par des professionnels engagés mais non adéquates comme solutions durables. Ces interventions n'ont pas lutté contre les causes structurelles des tensions sociales ou construit des institutions pour s'assurer d'un développement durable, un travail décent et une cohésion sociale.

Au début du 21^{ème} siècle, un consensus s'est dégagé que la politique sociale fait partie de la fonction principale de l'état, et que la politique sociale est plus qu'un groupe de filets de sécurité et de services pour couvrir l'échec du marché. Les politiques sociales bien conçues et mises en œuvre peuvent puissamment former les pays, promouvoir l'emploi et le développement, éradiquer la marginalisation et vaincre les conflits. Ils sont une partie essentielle de toute stratégie de développement pour atteindre la croissance et des résultats sociaux équitables.

Catégorie 1 *La Croissance seule ne suffit pas*

Quelques-uns débattent que les politiques sociales ne devraient pas être un objectif de politique principale pour les pays en développement. On dit plutôt que la croissance économique devrait être la première priorité, puisque les bénéfices de la croissance vont finalement atteindre les pauvres. La logique est que :

- La croissance est un préalable pour la réduction de la pauvreté. Les bénéfices de la croissance vont finalement atteindre le reste de la société
- Les riches économisent davantage; une plus grande inégalité, implique des taux d'économies, d'investissement et de croissance futures plus élevés.
- La pauvreté maintient la main d'oeuvre sous-payée et encourage donc l'investissement.
- Les politiques sociales et règlements minimaux rendent les marchés de l'emploi plus flexibles, et l'emploi plus prometteur.
- Les impôts sur les groupes dont les revenus sont élevés devraient être limités pour maximiser les revenus retenus disponibles pour l'investissement.
- Plus tard, pendant que le pays devient plus riche, les défenseurs de cette opinion débattent, que des gouvernements pourraient investir dans le développement social.

De telles opinions sur des débats sur le développement sont toujours influentes, et qui font partie le plus souvent d'une vague d'approche "dégouliner plus": La croissance comme première priorité, avec un peu d'éducation de base, la santé et d'autres interventions dans le développement social limité. De tels arguments servent à retarder le développement social et d'autres politiques équitables.

Toutefois, une quantité de recherche considérable montre que la croissance économique et sociale des politiques de développement doivent être poursuivies simultanément, plutôt que consécutivement, comme:

- La pauvreté et l'inégalité empêchent la croissance, font baisser la demande intérieure, et retardent le développement économique national. Les pays en développement à forte inégalité ont une tendance à croître plus lentement.
- Une politique à bas salaire a des conséquences nuisibles à la productivité, et encourage des pays à concurrencer sur base de main-d'oeuvre bon marché, dans un nivellement par le bas, faisant baisser plus loin les niveaux des salaires réels.
- Bien que la forte croissance rapide et soutenue pourrait retirer le peuple de la pauvreté, l'inégalité croissante pourrait affaiblir son impact sur la réduction de la pauvreté, comme en Chine récemment. Pour la majorité démesurée des pays en développement, plus de croissance modeste et inégalité croissante ont limite, même de nos jours, l'impact de la réduction de la pauvreté
- Plus l'inégalité est plus grande, moins forte seront les conséquences du "dégouliner".
- Seulement 4.2% de la croissance mondiale atteint la moitié plus pauvre de la population mondiale.
- La pauvreté et l'inégalité sont un obstacle au progrès social, et peuvent conduire au conflit social et à l'instabilité politique.
- Historiquement, le développement social a accompagné l'industrialisation et le développement économique dans la plupart des pays. Dans une grande partie de l'Europe et ailleurs, les épreuves populaires ont conduit au développement social. Au pays industrialisants en retard de l'Asie de l'Est, l'investissement social était parti intégrante des processus de modernisation, construction de la nation et développement productif.

Il y a actuellement un consensus sur l'urgence de promouvoir **des politiques sociales et économiques fortes en parallèle**, d'une façon complémentaire et mutuellement renforçantes. La croissance économique permet des investissements soutenus dans le développement social; et le développement humain augmente les capacités des peuples à contribuer à la croissance. La croissance durable et la réduction de la pauvreté ont besoin de stratégies de développement national inclusives.

Sources: Birdsall (2005): Pourquoi l'inégalité importe dans un monde en globalisation; Ocampo (2006): Le marche, la cohésion sociale et la démocratie; Ranis et Stewart (2005): Liens dynamiques entre l'économie et le développement humain; UNDESA (2005): La situation délicate de l'inégalité; UNRISD (2005): La politique sociale dans un contexte de développement; Woodward et Simms (2006): La croissance néglige les pauvres; Banque Mondiale (2005): Rapport sur le développement dans le monde 2006.

La politique sociale est également nécessaire à l'heure de la mondialisation. L'inégalité extrême dans la distribution mondiale des revenus et actifs affaiblissent l'efficacité de la croissance globale dans la réduction de la pauvreté. L'ampleur des asymétries de la distribution est significative: En 2000, les 1 pour cent plus riches des adultes seuls possédaient 40 pour cent des biens, et les 10 pour cent plus riches des adultes représentent 85 pour cent des biens mondiaux totaux; en contraste, la moitié du bas de la population adulte du monde possédait à peine 1 pour cent de la richesse mondiale [2]. Ce besoin urgent de réduire la pauvreté, l'exclusion et les conflits ont amené la politique sociale à l'avant du programme de développement.

Justification: Les politiques sociales sont nécessaires par ce que les bénéfices de la croissance économique ne parviennent pas à tous automatiquement. Les politiques sociales inadéquates en fin de compte limitent la croissance au moyen et à long terme. Les politiques sociales sont justifiées non seulement d'un point de vue humanitaire; ils sont un besoin économique et politique pour la croissance future et la stabilité politique, minimalement pour maintenir l'appui des citoyens à leurs gouvernements. Spécifiquement, les arguments pour les politiques de développement équitables sont:

- Investir dans le capital humain accroît la qualité et la productivité de la main-d'œuvre, améliorant ainsi le climat d'investissement et donc la croissance.
- La revalorisation des revenus des pauvres augmente la demande intérieure et, à tour de rôle, encourage la croissance; des taux de consommation plus grand parmi des groupes à faible revenu contribuent à développer le marché intérieur.
- Les sociétés fortement inégales sont associées à des croissances à taux inférieures.
- Parmi les enfants, la pauvreté et la malnutrition endommagent la santé, réduisent le poids du corps et l'intelligence, résultant en une productivité inférieure de l'âge adulte, des impôts élevés pour un pays.
- Investir dans les jeunes filles et les femmes a de nombreux effets multiplicateurs positifs pour le développement social et économique.
- Les sociétés inégales ne sont pas seulement injustes mais aussi ne peuvent pas garantir la stabilité sociale et politique à long terme, ce qui est une barrière à la croissance économique.
- Les iniquités grossières et leurs tensions sociales intenses associées conduisent plus probablement à des violents conflits, qui déstabilisent en fin de compte les gouvernements et les régions, et peuvent rendre les gens plus prédisposés à des tentations et actes terroristes.
- Pas le moins du monde, l'inégalité est incohérente avec la charte des Nations Unies, la Déclaration du Millénaire et la Déclaration universelle des droits de l'homme selon laquelle tout le monde a droit à un niveau de vie minimal (nourriture, vêtements, logement, études, soins médicaux, sécurité sociale et autres).

Catégorie 2

La redistribution est cruciale pour réduire la pauvreté et soutenir la croissance

La réduction soutenue de la pauvreté est une fonction jumelle du taux d'accroissement des changements dans la répartition du revenu. La redistribution a des impacts plus rapides sur la réduction de la pauvreté que la croissance, mais la croissance économique est nécessaire pour soutenir le processus **avec le temps**. Une concentration exclusive sur la distribution conduite à une inflation et une stagnation, laissant les populations dans une situation pire – le destin de quelques gouvernements “populistes”. Une concentration exclusive sur la croissance conduite à de grandes inégalités, comme l'ont expérimenté de nombreux pays pendant les années 80 et 90. La redistribution n'est pas antagoniste à la croissance; elle stimule la consommation, rehausse la productivité et est importante pour soutenir la croissance elle-même. Ce dont on a besoin est de trouver des combinaisons d'instruments et de politiques qui vont apporter la croissance ainsi que l'équité (Kanbur et Lustig, 2000).

Un économiste en chef de la Banque Mondiale, F. Bourguignon, souligne que la répartition du revenu importe autant que la croissance pour la réduction de la pauvreté. La redistribution est un objectif légitime de la politique publique, pour tenir en équilibre la tendance du marché à regrouper les ressources. La redistribution peut être réussie à travers les impôts intérieurs, une augmentation de l'aide au développement et des sources internationales nouvellement proposées comme les impôts sur les transactions financières spéculatives à court terme, sur le commerce des armes, la pollution et autres. Jeffrey Sachs, Directeur du Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies, note que la pauvreté peut être éliminée avec seulement un pour cent du PIB des pays de l'OCDE réunis. Sans politiques équitables, la pauvreté ne sera pas éliminée.

Source: Bourguignon (2004): Le triangle pauvreté-croissance-inegalité; Daddeviern, Van der Hoeven et Weeks (2001): La redistribution importe: La croissance pour la réduction de la pauvreté; Kanbur et Lustig (1999): Pourquoi l'inégalité est de retour sur l'ordre du jour? Sachs/ Projet Objectifs du Millénaire de l'ONU (2005): Investir dans le Développement: Un Plan Pratique pour Réussir les OMD.

Pour ces raisons, les politiques économiques et sociales devraient être promues en parallèle, d'une façon mutuellement renforçante, d'une étape de développement de bonne heure, dans le cadre de la stratégie de développement national et le contrat social entre le gouvernement et les citoyens.

L'importance de l'engagement politique: Au Sommet mondial pour le développement social (1995), les dirigeants mondiaux ont débattu comment l'approche résiduelle aux politiques sociales avaient conduit à des conséquences néfastes, et ont mis l'accent sur le besoin de politiques sociales universelles complètes pour s'assurer d'une “société pour tous”, dans laquelle les développements économique et social sont mutuellement renforçant. Leurs soucis et recommandations ont été intégrés dans la Déclaration du Millénaire, qui réitèrent les engagements internationaux pour les valeurs principales de la liberté, l'égalité, la solidarité et la paix. Adoptée en 2000 par un vote de 189 nations membres de l'ONU, elle sert comme base pour les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), un groupe d'objectifs assortis de délais quantifiables qui estime le progrès dans la réussite des biens publics qui sont essentiels au bien-être et la cohésion de la société. Ceux-la ont été réaffirmés au Sommet mondial 2005, avec les engagements des gouvernements pour des Stratégies de Développement Nationales plus ambitieuses, soutenus par un appui international accru.

Pour réussir les OMD, l'engagement politique est nécessaire, particulièrement en un temps où les gouvernements ont un espace réduit pour la politique (un étouffement de la capacité de décision de la politique intérieure dans une économie), moins d'autonomie dans les interventions du secteur public et une capacité fiscale réduite.

- Pour être durables, les politiques sociales ont besoin de la création d'alliances politiques de soutien, et d'être conçues en vue d'établir de telles alliances, tout en résistant la capture de la politique par l'élite ou des droits acquis.
- A une époque d'options de politique comprimées pour les administrations nationales, la créativité est nécessaire pour accroître la capacité pour le développement; les gouvernements et les agences de développement repensent les relations état marché, abandonnant les approches minimalistes des gouvernements, et proposant de façons d'augmenter l'espace de la politique d'un pays à travers des différentes politiques macro-économiques et sectorielles.
- Les politiques sociales réussies ont besoin de l'engagement politique du leadership d'un pays, et ne peuvent pas être imposées par des conditions des donateurs. Il n'y a pas de politique toute faite. Les choix en fin de compte dépendent des circonstances du pays, besoins intérieurs, accords/alliances politiques intérieurs, espace fiscal, et motivation gouvernementale. Les motifs sous-jacents d'un état pour la politique sociale peuvent inclure la construction de la nation, la promotion du développement intérieur, la cohésion sociale et la stabilité politique.

Liens:

- UNRISD: *Politique sociale dans un contexte de développement*
[http://www.unrisd.org/80256B3C005BB128/\(httpProgrammeAreasForResearchHome\)/61EF570799AA5AC780256B480035B31C?OpenDocument](http://www.unrisd.org/80256B3C005BB128/(httpProgrammeAreasForResearchHome)/61EF570799AA5AC780256B480035B31C?OpenDocument)
- UNDESA: <http://www.un.org/esa/>
- Banque Mondiale :
<http://econ.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTDEC/0,,contentMDK:20273940~menuPK:477175~pagePK:64165401~piPK:64165026~theSitePK:469372,00.html>
- PNUD OMD: <http://www.undp.org/mdg/>

II. LA POLITIQUE SOCIALE DANS LES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT NATIONAL

Les gouvernements lancent les stratégies de développement national pour construire les pays qui sont socialement inclusifs, générateurs d'emploi, économiquement forts et politiquement stables. Tableau 1 présente un organigramme du processus; les détails sont fournis dans des sections ci-dessous. Les stratégies de développement national sont une opportunité pour repenser le contrat social d'un pays. Les approches sectorielles technocratiques seules sont insuffisantes. Pour être efficace, les stratégies nationales doivent être articulées d'une façon intégrée et appuyée par une alliance de forces sociales et politiques, ou pactes sociaux, impliquant l'état, les affaires, et la société civile organisée (voir Catégorie 16). Cette vision partagée est le facteur critique pour soutenir des processus de développement. En fin de compte, c'est le consentement de différents groupes sociaux à poursuivre un intérêt commun qui permet au développement de réussir.

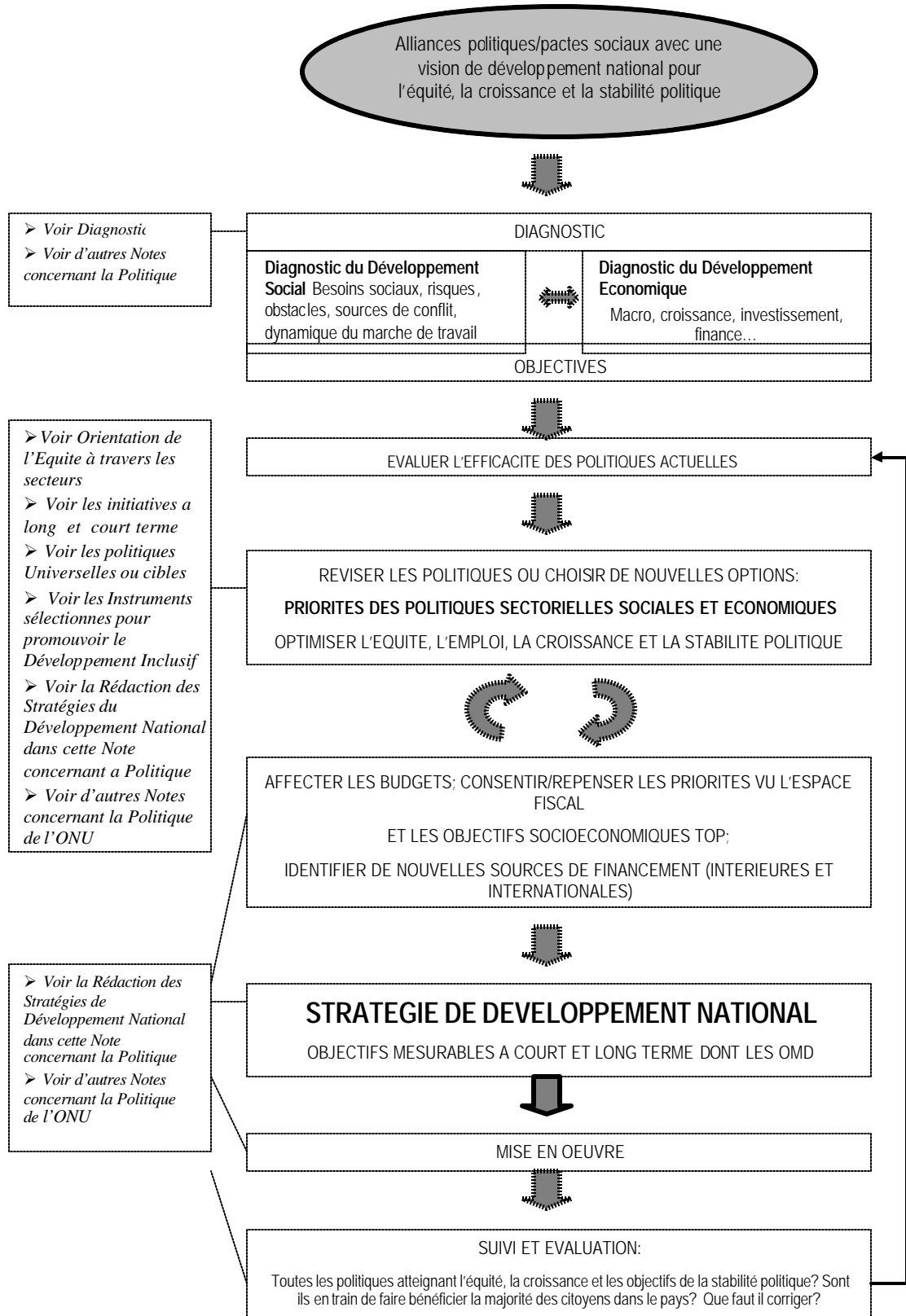
Les stratégies de développement national comportent:

1. Un diagnostic de questions sociales et économiques, identifiant les objectifs nationaux socio-économiques pour promouvoir l'équité, la croissance et la stabilité politique;
2. Un examen de l'efficacité des politiques actuelles pour les aborder;
3. Une série de politiques à court, moyen et long terme pour optimiser les impacts de développement;
4. Choisir des options vu l'espace fiscal d'un pays et les priorités socio-économiques nationales;
5. Rédiger une stratégie de développement national et un plan d'action, avec les politiques de priorité convenues à court, moyen et long terme pour atteindre les objectifs de développement national, dont les OMD;
6. Les attributions budgétaires adéquates pour soutenir les politiques de priorité, de préférence dans un CDMT (cadre de dépenses à moyen terme) liant les programmes à un budget multi annuel;
7. Arrangement de mise en oeuvre efficace, et
8. Mécanisme de surveillance et d'évaluation, pour évaluer l'efficacité et pour permettre les ajustements et améliorations quand la stratégie de développement national sera révisée (normalement tous les 3 à 5 années).

Une approche recommandée aux stratégies de développement national comprend:

- Optimiser les interactions entre les développements économique et social, mettant au point les politiques sociales qui améliorent le bien-être et promouvaient la croissance, et les politiques économiques qui conduisent simultanément à la croissance et le progrès social; par exemple, la série de politiques macroéconomiques sensible à la distribution présentée dans la Note concernant la Politique Macroéconomique et la Croissance de l'ONU.
- Concernant la politique sociale, abandonner les approches résiduelles et investir fermement dans les deux aspects principaux de la politique sociale, redistribution/protection (soutenir les besoins des gens et risques tampon) et production (construire le capital humain et promouvoir l'emploi);
- Combiner les analyses quantitatives et qualitatives pour comprendre la dynamique sociale, économique et politique;

TABLEAU I: DEVELOPPEMENT NATIONAL



- Utilisant les institutions et processus participatifs (voir la section pour s'assurer de la participation et la durabilité politique);
- Impliquant des partenaires de développement (des agences de financement bilatéral et international et des ONG internationales) pour s'avancer grâce à leur compétences et pour s'assurer de l'alignement avec les priorités nationales et l'harmonisation parmi les interventions des donateurs.

Catégorie 3

Problèmes fréquents des Stratégies de Développement National

Manque d'information:

- ✓ Le diagnostic est fait sans information et analyse statistique adéquate par exemple, les généralisations à propos des "pauvres", ou bien ne pas prendre en considération un certain groupe social dans un pays, ou bien ignorer les sources du conflit.

Manque de cohérence entre le diagnostic, les priorités et les budgets:

- ✓ Le diagnostic est incorrect, mais les stratégies et plans d'actions ne découlent pas de lui; les priorités nationales ne sont pas basées sur le diagnostic.
- ✓ Les stratégies et plans d'action indiquent les choses correctes mais n'ont pas d'objectifs ou d'échéances.
- ✓ Le diagnostic, les stratégies et les plans d'action sont bons, mais les priorités ne sont pas soutenues par des allocations budgétaires adéquates, qui ont une tendance à perpétuer des schémas de dépenses antérieurs. De nombreuses stratégies et plans, y compris quelques documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté ne sont pas correctement traduits en filières d'investissements publics.

Manque de participation :

- ✓ Le diagnostic, les stratégies, les plans et/ou budgets fait avec une consultation publique très limitée ou non-représentative, résultant en une conception de politique concernant les pauvres ou un rejet postérieur.
- ✓ Les plans sectoriels sont techniquement bons mais perdent la perspective sur la réalité exposée aux gens; il est nécessaire de développer des Plans d'Action Nationaux participatifs pour les plus âgés, la jeunesse, ou les populations indigènes, pour s'assurer qu'ils sont servis adéquatement par tous les secteurs.

Manque de compréhension de l'interaction entre les politiques économique et sociale:

- ✓ Les liens entre les politiques économique et sociale ne sont pas clairs pour beaucoup de gens, par exemple, les études ne conduisent pas à l'emploi; les études accroissent la productivité, mais l'emploi est quasiment un résultat de politiques macroéconomiques adéquates.
- ✓ La réduction de la pauvreté ne se produit pas seulement à cause des micro-interventions ciblées au niveau local, mais principalement à cause des politiques équitables aux niveaux macro et sectoriel.

Diagnostic Social

Concevoir de bonnes politiques sociales exige une compréhension des besoins de la population d'un pays de différentes perspectives. Les objectifs de la politique sociale

sont d'accroître le bien être de tous les citoyens, construire le capital humain, soutenir l'emploi et accroître la cohésion sociale. Par conséquent, les besoins et risques des populations, aussi bien que la dynamique du marché du travail et les sources de conflit, doivent être identifiées afin de déterminer les objectifs de priorité de développement social.

Identifier les besoins: Comme convenu par les déclarations internationales, les conventions et législation nationale et simplement par le contrat social entre l'état et les citoyens, tous les groupes de la population d'un pays ont droit à une vie décente (nourriture, vêtements, études, services de santé, normes d'emploi, sécurité sociale, logement accessible, etc.). Qu'on commence par les droits des gens ou par une approche de besoins basiques, le vide entre la réalité des citoyens et leur bien être potentiel a besoin d'être schématisé avec une volonté à trouver des solutions.

- Quels sont les trous? Qui sont exclus d'une vie décente et des besoins basiques, et pourquoi? Pourquoi les groupes sociaux devraient être cibles avec la plus grande priorité? Quels politiques sociales sont nécessaires?
- Fournir des données quantitatives et qualitatives en vue d'établir les priorités des besoins des différents groupes sociaux dans le pays:
- *Le cycle de la vie et les différentiels du genre:*
 - ✓ Enfants (garçons et filles)
 - ✓ Jeunes (masculins et féminins)
 - ✓ Adultes masculins et féminins à l'âge du travail
 - ✓ Vieux masculins et féminins
- Groupes à revenu:
 - ✓ Groupes de gens au-dessus et au-dessous du seuil de pauvreté.
 - ✓ Taux de comptage: utilise toujours le seuil de pauvreté, les \$2/jour (le seuil de pauvreté international) aussi bien que le \$1/par jour (seuil de pauvreté extrême).
 - ✓ Les classes moyennes sont importantes pour le développement (souvent un petit groupe dans des pays à faible revenu) et devraient être distingués.
 - ✓ A chaque fois que c'est possible, ventiler les conclusions par région, âge, ethnicité, genre et statut minoritaire.
- Les gens dans le secteur formel/informel:
 - ✓ Hommes et femmes travaillant dans les secteurs formel et informel
 - ✓ Les catégories d'emploi principal/la subsistance des gens devraient être considérés, aussi bien que les différences entre les populations urbaines et rurales
- Groupes de population spéciale :
 - ✓ Groupes discriminés (à cause de la classe, sexe, origine ethnique, etc.)
 - ✓ Hommes et femmes avec des handicapés
 - ✓ Peuples indigènes

- ✓ Hommes et femmes émigrés
- ✓ Réfugiés, personnes déplacées (IDPs).

Identifier les obstacles: Afin de construire une bonne stratégie, il est essentiel d'identifier les barrières et raisons structurelles qui gênent le développement social. Quelles sont les raisons pour le manque d'opportunité et d'accès?

- *Politique:* Les obstacles les plus fréquents sont généralement reliés aux élites et intérêts particuliers insistant à s'accrocher à leurs privilèges. Il n'y a pas de solutions faciles à ce problème. Elles doivent être entreprises dans le contexte des politiques publiques qui promeuvent l'information publique, la transparence, l'engagement de la société civile et d'autres activités qui renforcent le contrat social. Les examens des dépenses publiques sont des instruments utiles pour les discussions publiques. Les politiques universelles bien conçues pourraient aider à sortir de l'impasse.
- *Economique:* La plupart des pays en développement manquent des investissements économiques suffisants et d'activité pour employer entièrement la main-d'œuvre et financer le développement social (les priorités de la politique se trouvent dans la section sur l'Emploi); parfois les ressources existantes (par exemple, terre, eau) sont difficiles à obtenir même quand ils sont également distribués.
- *Social:* Les normes sociales traditionnelles peuvent perpétuer l'inégalité et établir une discrimination contre les exclus, par exemple en les empêchant d'entrer dans certaines professions, ou d'utiliser les services publics, etc. Il peut y avoir des exclusions raciales, de classe et religieuses; choix à maintenir les traditions ethniques; ou enfermer les femmes à la maison, et les priver d'accès à certains métiers, de sources autonomes de revenu, d'aide juridique et les moyens réparation dans des cas de discrimination et d'exploitation. Ceux-ci devraient être entreprise dans le contexte des politiques sectorielles.
- *Institutionnel:* Nécessites et procédures qui entravent les exclus de bénéficier des services; ces barrières à l'accès ont tendance à être difficile à corriger.
- *Environnemental et géographique:* Le manque d'infrastructure accessible est un obstacle pour les personnes avec handicaps; isolation géographique et certains environnements physiques (par exemple désert) sont des obstacles pour beaucoup de communautés pour bénéficier des processus de développement.
- *Psychologique:* Les préjugés et attitudes négatives envers certains groupes. La méfiance et l'apathie travaillent contre le développement inclusif. Les préjugés, les valeurs et le comportement peuvent être changés par des politiques sociales adéquates, comme illustres dans la section Entreprise des Préjugés.

Identifier les risques: La pauvreté et la privation ne sont pas des conditions fixes. Les populations, les familles et les individus peuvent avoir une bonne situation à un moment donné, mais peuvent faire face à des risques variés qui peuvent les plonger dans la pauvreté avec le temps. Les sociétés devraient entreprendre des démarches pour réduire leur vulnérabilité et pour surmonter les chocs quand ils se produisent. La vulnérabilité et les profils à risque sont de bons instruments pour cette approche dynamique.

- La vulnérabilité indique l'exposition à des risques et la probabilité que le bien-être d'un individu ou d'une famille chute plus bas que les niveaux de consommation minimum.
- Les Risques peuvent inclure les catastrophes naturelles, les crises financières, l'échec de la récolte, la guerre, et maladies graves, entre autres.
- Les communautés ont des mécanismes traditionnels pour surmonter les risques, qui ne devraient pas être dérégulés à moins qu'ils ne soient remplacés par des options plus efficaces. Toutefois, les dispositions de la communauté et de la famille ne devraient pas être le centre des politiques sociales, alors qu'ils échouent à fournir une des fonctions les plus importantes de la politique sociale : s'assurer de la distribution équitable des bénéfices de la croissance à l'échelle nationale.

Identifier la dynamique du marché du travail: Le travail est la source principale de revenu pour la majorité des citoyens et en particulier pour les pauvres. Une stratégie de la marche du travail est cruciale pour réduire la pauvreté, développer le capital humain, aborder la discrimination sexiste, et accroître le bien-être et la productivité. Les évaluations du marché du travail exigent un effort coordonné parmi les différents ministères et une bonne compréhension des liens entre les politiques économique et sociale. L'évaluation du schéma de développement du pays qui absorbe du travail est basée sur une analyse de la composition de la croissance économique et les intensités relatives du travail, les secteurs et sous-secteurs de l'économie, la force du secteur informel, les perspectives d'investissements intérieur et étranger, et la croissance et les prévisions de la population à moyen et à long terme. Les liens avec les politiques macroéconomiques sont cruciaux. Ceci fournit la base pour évaluer les options pour surmonter la disparité entre l'offre et la demande pour le travail, et pour déterminer quels politiques de croissance, d'investissement et de travail pourront promouvoir le mieux l'emploi avec de bonnes conditions de travail.

- Quelles sont les caractéristiques de la croissance, l'emploi et la pauvreté ? Est-ce que le taux de la pauvreté a été réduit à la même vitesse que le taux de croissance ? Est-ce que la croissance a été favorable aux pauvres, ou dégoûtée ? Est-ce que la croissance a générée de l'emploi suffisant et rémunérateur ?
- Quels sont les secteurs de l'économie les plus dynamiques ? Est-ce qu'ils sont à forte intensité de travail ? Quelle est leur contribution aux recettes publiques (par exemple les taxes) ? Que peut-on faire pour les promouvoir et générer plus de revenus qui peuvent être dirigés vers le développement social ?
- Quel est le pourcentage de la population au-dessous de 18 ans d'âge ? Est-ce que l'économie sera capable d'absorber tous les nouveaux entrants au marché du travail ? Quel établissement de priorités pour quels politiques pour s'assurer de l'emploi des jeunes ? Quelles politiques peuvent s'assurer de l'égalité des opportunités pour la femme ou les gens des groupes ethniques exclus ?
- Que peut-on faire pour accélérer la croissance génératrice d'emploi ? Quelles politiques macroéconomiques et interventions sectorielles devraient être promues à court/moyen terme pour assurer l'emploi et la prospérité pour tous les citoyens ? Quel établissement de priorités pour quelles interventions spécifiques du marché du travail actives et passives pour promouvoir la

demande du travail et de bonnes conditions de travail ? Les options sont fournies dans la section sur l'Emploi.

Identifier les sources de conflit: Les conflits d'intérêt parmi les différents groupes d'intérêt sont intrinsèque aux sociétés, mais les problèmes principaux émergent quand il n'y a pas de mécanismes pour s'en occuper ou quand ceux-ci sont inefficaces. Les conflits non surveillés conduisant à la violence, que ce soit au niveau micro ou macro (guerre), ont un coût humain et économique élevé. Les économistes et les spécialistes des questions de développement ont tendance à concevoir les stratégies nationales présomptueuses de la paix et la stabilité, sans prendre compte des conflits en cours et potentielles. En ignorant les tensions internes (par exemple ethnique), les conflits souvent s'intensifient.

- *L'alerte rapide est essentielle:* La plupart des conflits sont enflammés par des doléances en matière de disparités (distribution inégales des ressources, chômage), différences culturelles (ethnique, religieuse), militarisation et abus de droits de l'homme. Ecouter les plaintes des gens et identifier des solutions efficaces, y compris les mécanismes pour s'en occuper de la dissidence, sont essentiels pour la prévention des conflits. Les stratégies du développement national peuvent être des mécanismes pour démarrer un dialogue, construire la confiance et réussir la cohésion sociale.
- *L'analyse de la prévention des conflits* est un instrument utile pour identifier les sources des conflits et les priorités pour s'en occuper; ceci est expliqué plus tard dans cette Note concernant la Politique (voir la section Au-delà de la Politique Sociale Traditionnelle).

Questions d'inégalité du genre: Il ne faut jamais supposer que les politiques bénéficient les hommes et les femmes de la même manière. Les femmes constituent plus de 50 pour cent de la population et sont parmi les groupes les plus exclus dans trop de sociétés, particulièrement quand elles sont pauvres, informelles, handicapées, indigènes, etc. Le statut du genre est généralement un indice d'exclusion relative (discrimination, violation de l'égalité des droits, accès inférieur aux études et à l'emploi rémunéré, et manque d'action). Toutefois, les femmes se trouvent à nombres égaux dans chaque statistique de revenus, riches et pauvres. La combinaison des données sur le genre avec l'âge, la classe sociale, l'ethnicité, la religion, la langue, ou l'emplacement géographique, produit un indice de vulnérabilité beaucoup plus fort. De plus, le rôle crucial des femmes comme fournisseuses de protection sociale est souvent invisible et non rémunéré: elles sont impliquées dans des soins non rémunérés et sollicitées comme fournisseuses de soins en temps de crise économique.

Ecouter les gens: "Rien à propos de nous sans nous" est un le slogan principal des organisations de gens handicapés. Les stratégies de développement national sont souvent conçues par des économistes et spécialistes avec une attention inadéquate aux perceptions et revendications des gens. Ecouter la voix des gens n'est pas seulement essentiel pour la bonne gouvernance, mais aussi pour comprendre les plaintes des gens et empêcher les conflits.

La quantification ventilée est essentielle: Il est important d'identifier les indicateurs qui distinguent les conditions et les résultats pour les différentes catégories des gens.

Catégorie 4
Eviter les généralisations
a propos des pauvres

Il y a de nombreuses différences parmi les pauvres, particulièrement dans les pays en développement ou les pauvres représentent un grand pourcentage de la population. Les différences devraient être établies pour s'assurer des choix des politiques adéquates:

- Les différentes causes de vulnérabilité/risque et les besoins des populations vivant en dessous du seuil de pauvreté sont des points de départ cruciaux: certains peuvent être des pasteurs nomades, d'autres peuvent être laboureurs; il se peut que certains vivent dans des zones prostrées par des catastrophes, que d'autres vivent dans des bidonvilles urbaines; que certains soient des réfugiés et que d'autres personnes soient handicapées. Ces différentes catégories ont besoin de différentes politiques.
- Les modérément pauvres, les extrêmement pauvres et les démunis ont besoin de différentes stratégies, à commencer par une action urgente pour vaincre l'insécurité alimentaire.
- La pauvreté et l'exclusion sociale sont des conceptions différentes, par exemple au Kirghizistan, la majorité de la population est pauvre mais pas exclue; en Bolivie, la majorité peut être catégorisée comme étant pauvre et exclue.
- La politique sociale n'est pas seulement a propos de la réduction de la pauvreté; identifier l'exclusion a facteurs multiples (l'age, le sexe, l'ethnicité, la religion, l'emplacement géographique) sont utiles pour mettre au point un diagnostic social.

Ceci comprend la ventilation autant que possible par revenu, sexe, age, et autres catégories sociales (par exemple les personnes handicapées, les réfugiés, la classe sociale ou origine ethnique), le secteur formel/informel, les zones rurales et urbaines, et zones géographiques. Identifier les différents groupes sociaux pourrait paraître évident mais, malheureusement, de nombreuses politiques sociales négligent les différences parmi les groupes de population ou l'intensité/la profondeur de leurs problèmes. Peu importe combien les stratégies de développement peuvent paraître solides, les priorités du développement social sont souvent inappropriées ou mal orientées par ce qu'elles sont basées sur des informations insuffisantes ou excessivement ventilées (Catégorie 4). Les indicateurs de ligne de base devraient être établi pour chaque groupe de population, permettant la surveillance d'une amélioration mesurable.

Catégorie 5

Questions de données: La politique de l'information

- La définition et la mesure de la pauvreté et de l'inégalité sont hautement politisées. La pauvreté a tendance d'être sous-estimée puisqu'elle implique les échecs de la politique sociale. Les mesures de la pauvreté sont les plus précises dans les pays de l'OCDE et de l'Amérique Latine.
- Les seuils de la pauvreté nationale utilisent des différentes méthodologies et ne sont souvent pas comparables. Normalement base sur les dépenses par habitant nécessaire pour atteindre 2000-2500 calories par jour, plus un petit argent de poche pour la consommation des non vivres, souvent inadéquat pour couvrir les besoins basiques – vêtements, eau potable, logement, accès à l'éducation de base et à la santé, entre autres. Si ces besoins élémentaires étaient complètement expliqués, le nombre de gens vivant dans la pauvreté pourrait exploser.
- C'est pourquoi les organisations internationales ont commencé à utiliser les un et deux dollars par jour des seuils de pauvreté; mais ceci également a des failles évidentes. Il y a des critiques sur la façon par laquelle a été développés ces seuils de pauvreté **argent métrique**, particulièrement sur le sens limite des ajustements PPP pour les pauvres
- Dans des pays où les pauvres représentent un grand pourcentage de la population, les seuils de la pauvreté (les taux de comptage des personnes) ont tendance à être très. Quelques centimes de plus ou de moins par jour font une grande différence dans les millions de personnes qui sont considérées pauvres, comme présenté dans l'exemple suivant.

INDONESIE 1996: SENSIBILITE DU SEUIL DE PAUVRETE

SEUIL DE PAUVRETE			Comptage de personnes pauvres (% population en dessous du seuil de pauvreté)	Millions de personnes En dessous du seuil de pauvreté
US\$ par personne/jour, PPP ajusté	Equivalent PPP US\$ par personne/mois	Equivalent Rupiah par personne /mois		
0.56	16.91	28,516	9.75	19.2
0.59	17.76	29,942	12.01	23.7
0.62	18.60	31,358	14.39	28.3
0.65	19.45	32,793	16.93	33.4
0.70	21.14	35,645	22.06	43.5

Source: SMERU et Banque Mondiale (2000) basée sur les données de 1996 SUSENAS. Pour référence, l'équivalent du dollar a été ajouté, ajustant le taux de change officiel (2,342 Rupiah par dollar) par un facteur de conversion PPP (0.3889 par dollar).

- Les estimations de l'inégalité montrent la distribution de revenus, la consommation ou tout autre indicateur. L'analyse d'incidence des avantages est un instrument pour montrer la distribution des dépenses/avantages par (i) groupes de revenus du plus riche au plus pauvre, (ii) groupes sociaux et (iii) zone/région géographique. Ces analyses ne sont pas systématiquement développées dans tous les pays.
- La Banque Mondiale a dirigée des études de la mesure des niveaux de vie dans de nombreux pays. Elles sont une bonne source de données, puisqu'elles fournissent des données ventilées sur des variables sociales. Toutefois, les groupes les plus vulnérables ne sont pas exclus comme les sans abri ou or les gens dans les soins institutionnalisés ne sont pas dans des familles. Les disparités intra famille peuvent aussi ne pas être reflétés.
- Le PNUD a intégré de s différents indicateurs sociaux au niveau national et souvent au niveau régional, et a créé l'indicateur du développement humain (HDI), un préposé utile sur la pauvreté
- Les chercheurs sont en train d'explorer des mesures de bien être en termes de "capacités" couvrant des domaines comme les revenus, la santé les études, l'autonomisation, et les droits de l'homme Les scientifiques sociaux, par exemple Bennett au Népal, sont aussi en train de développer d'autres indices pour mesurer l'autonomisation et l'inclusion.
- Comprendre les limitations des données est très important; les données existantes doivent être évaluées d'une façon critique et complétées par des études pour remplir les vides par de la connaissance et des interprétations. Les sujets pour lesquelles il n y a pas de documentation doivent être identifiés pour de la recherche future.
- Il y a un besoin urgent d'harmoniser et renforcer les statistiques sociales a travers le monde.

Source: Bennett (2005): "Népal: Le genre et l'évaluation de l'exclusion sociale"; Pogge et Ready (2005): Comment ne pas compter les pauvres; Ravallion (2003): Les lignes de la pauvreté en théorie et en pratique, PNUD: *Rapport mondial sur le développement humain*

Rédiger les stratégies de développement et plans d'action

Afin de s'assurer de sociétés plus équitables et inclusives, les gouvernements développent des stratégies nationales et sectorielles accompagnées par des plans d'action avec des objectifs spécifiques et des échéances, normalement dans un cadre de temps de trois à cinq ans. Les stratégies et plans d'action commencent d'un diagnostic de problèmes impartial, conduisant à déterminer les priorités nationales. Le processus d'évaluer les options est discuté dans le contexte de l'espace fiscal disponible. Dans des sections ultérieures, les questions de financement, de mise en œuvre, de surveillance et de participation sont présentées. Le reste de cette note concernant la politique débat des questions sélectionnées (politiques universelles vs. politiques ciblées, les questions de distribution et d'équité à travers les secteurs, les initiatives à court terme, les priorités pour générer de l'emploi décent, l'éducation, la santé, la protection sociale et cohésion sociale).

Déterminer les Objectifs Nationaux: Le diagnostic aura du établir les priorités sociales principales en matière de besoins des groupes de la population, les risques auxquels ils font face, les obstacles pour le développement social aussi bien que les sources de conflits. Il est probable que ceci soit une liste longue et détaillée, et il est important de le garder à l'esprit quand on élabore la stratégie de développement national. Les objectifs devraient résumer les buts pour répondre à ces priorités sociales pressantes. Déterminer les objectifs est important par ce que ceci donne la

Catégorie 6		
Objectifs sociaux typiques des stratégies du développement national		
OBJECTIFS	POLITIQUES PRINCIPALES	Section
1. Générer de l'emploi décent pour tous pour réduire la pauvreté et rehausser les niveaux de vie	Une combinaison de politiques macroéconomiques et un programme de travail décent	VI
2. Répondre aux besoins sociaux urgents	Initiatives multisectorielles à fort impact à court terme	V
3. Réduire la vulnérabilité et promouvoir l'équité	Politiques concernant la protection sociale adéquate; recentrer l'équité à travers les secteurs	III, VI
4. Améliorer le statut de la santé de la population	Étendre la couverture médicale et les programmes	VI
5. Rehausser le niveau de l'éducation de la population	Augmenter les effectifs, la rétention, et investir dans tous les niveaux de l'éducation	VI
6. Réduire les conflits intérieurs	Les interventions cibles aux sources des conflits	VI
7. Promouvoir la cohésion sociale parmi les groupes sociaux	Promouvoir les sociétés multiculturelles et lutter contre les préjugés sur les groupes exclus	VI
	Répondre au manque d'opportunité et d'accès à travers les interventions sectorielles	VI
	Plans d'action nationaux pour les plus âgés, les jeunes, etc.	III

priorité relative des politiques sectorielles. Par exemple, un premier objectif typique est de générer de l'emploi décent, étant donné que ceci est l'instrument le plus efficace pour réduire la pauvreté et rehausser les niveaux de vie dans un pays.

Réexaminer l'efficacité des politiques actuelles: Le classement des objectifs nationaux devrait donner une direction aux priorités nationales. La prochaine étape consiste de:

- Enumérer les programmes sociaux existants dans un pays.
- Évaluer les vides: Est-ce que les politiques sociales répondent aux priorités identifiées dans le diagnostic? Qui bénéficie? Quels groupes/zones ne sont pas couverts?
- Si les programmes existants ont été augmentés, est-ce qu'ils répareraient les problèmes sociaux? Est-ce que ces programmes sont ce qu'il faut? Quelle est l'efficacité de leur contribution pour la réalisation des OMD et les objectifs du développement national?
- Y a-t-il des options plus économiques pour s'occuper des besoins sociaux identifiés dans le diagnostic?

En général, tous les pays ont certaines politiques sociales sur place. Toutefois, peut-être à l'exception de l'éducation basique, l'efficacité de certains programmes existants est souvent limitée à cause de :

- *Couverture limitée:* La plupart des programmes sociaux ont tendance à servir seulement une partie du secteur formel, les segments plus riches de la société, plutôt que les plus nécessiteux qui restent dans le secteur informel dans des zones rurales et non couverts par les services sociaux.
- *La conception de la politique inadéquate:* Souvent les programmes ont été conçus il y a longtemps et ont besoin d'améliorations importantes de l'équité et l'efficacité (par exemple éviter les impacts régressifs, les chevauchements avec d'autres programmes, les économies). De nombreuses politiques sectorielles conçues pendant les années 80 et 90 sont inadéquates pour générer de l'emploi décent, l'équité et la cohésion sociale, ou pour maximiser les synergies avec le développement économique (par exemple les politiques sociales résiduelles, la flexibilisation du marché de travail, le remboursement des prestations); ils ont besoin d'être réexaminés. Une discussion par secteur et par options est présentée dans des sections ultérieures de cette note concernant la politique.
- *Fonds insuffisants:* Les gouvernements des pays en développement ont traditionnellement peu investi dans les secteurs sociaux, spécialement pendant les années 80 et 90.
- *Les dépenses récurrentes sous-financées:* Malgré que les dépenses récurrentes comme les salaires absorbent la plupart du budget social dans les pays en développement, elles restent sous-financées. Les salaires des employés qualifiés devraient être une priorité; le développement social se produit à cause des soins humains (un professeur n'a pas besoin d'une école pour enseigner, et de nombreux pays ont justement commencé à augmenter le personnel médical économique, par exemple les "médecins aux pieds nus" de la Chine). Si les ressources sont augmentées, ils ont

besoin de couvrir les dépenses récurrentes, comme des fournitures médicales ou des manuels scolaires, **meilleurs**, puisqu'ils sont cruciaux pour la réussite du programme.

- *Investissements en capital limités*: Les dépenses d'équipement (et même les dépenses pour la réhabilitation des facilités existantes) ont tendance à être limitées dans les pays en développement, souvent financées par des donateurs. Les investissements en capital sont nécessaires, particulièrement dans les zones rurales; mais la nouvelle construction devrait être évaluée prudemment pour estimer le coût avantage social, dans le contexte du budget global, puisque l'infrastructure est cher et crée de nouveaux frais récurrents.
- *Les fonds incorrectement distribués parmi les programmes*: Souvent, la plupart des fonds vont à des programmes à coûts élevés et à faible impact qui bénéficient par exemple quelques hôpitaux hautement spécialisés dans la capitale, plutôt que d'être investis dans des programmes à fort impact qui bénéficient la majorité, tels que des programmes de santé dans des villages davantage et mieux financés.
- *Manque de liens intersectoriels*, gaspillant le potentiel de développement. Par exemple, la fourniture de chaises roulantes pour les gens qui en ont besoin peut aider à promouvoir la mobilité, mais si moins que l'infrastructure urbaine et le transport accessibles existent, les personnes dans des chaises roulantes ne peuvent pas avoir une vie indépendante. Pareillement, dépenser grandement dans l'éducation sans politiques macroéconomiques parallèles qui génèrent de l'emploi.

Les options de l'établissement des priorités: Les besoins sociaux sont nombreux, mais les ressources sont limitées. Souvent, les pays ont un espace fiscal limité, insuffisant pour couvrir tous les investissements nécessaires. La clé pour n'importe quelle stratégie c'est l'établissement des priorités, les ressources limitées sont donc dirigées vers les interventions qui ont des impacts plus grands et qui sont économiques.

Faire des choix de politiques est difficile. Ceci exige une évaluation des concessions réciproques à l'intérieur et à travers les secteurs, ayant une vision claire des contributions des différents programmes au développement, et leur coût efficacité, gouvernance, et la durabilité (Catégorie 7).

Étant donné que la plupart des pays en développement ont un espace fiscal et une capacité de mise en œuvre limités, le moment et l'étape choisis des politiques est important. La plupart des pays ont augmenté leur couverture des programmes sociaux progressivement (voir les sections sur les politiques universelles, et les options pour l'augmentation de la couverture); étant donné l'impératif urgent pour réduire la pauvreté, s'engager à un choix de moment ambitieux est essentiel pour une stratégie de développement nationale équitable.

S'assurer des attributions budgétaires: À l'exception de l'éducation (et les pensions dans quelques pays), les politiques de développement social souffrent d'une stigmatisation de "deuxième classe" et peu de fonds sont alloués, particulièrement au Ministère de la Santé, Travail, Culture et Affaires Sociales. Il est normalement nécessaire de négocier avec le Ministère des Finances, organisme de planification, et les autorités

Catégorie 7
Evaluer les politiques et programmes sociaux

Les impacts sociaux:

- La population couverte par un programme/politique, y inclus les impacts distributionnels sur les différents groupes de population d'un pays.
- L'adéquation des bénéfices pour servir les besoins/risques identifiés des gens.
- Conseils – il est généralement recommande de:
 - ✓ choisir des programmes qui servent les besoins cruciaux de la majorité des citoyens (par exemple générant de l'emploi, services universels).
 - ✓ Choisir des programmes qui luttent contre l'intensité et la profondeur des problèmes urgents (par exemple la famine) et les obstacles pour le développement, y inclus la prévention des conflits.

Rentabilité: Evaluer la rentabilité d'un programme/politique a besoin d'une estimation impartielle de ce qui suit:

- Couverture du programme (bénéficiaires et bénéfices)
- Le coût du programme/de la politique (comme pourcentage du produit intérieur brut et les dépenses publiques totales), y inclus les dettes éventuelles, comme résultat des garanties gouvernementales possibles pour les programmes (par exemple les pensions), comparées a d'autres programmes.
- Les coûts administratifs, comme pourcentage des coûts totaux, et comment les coûts se comparent a d'autres programmes (par exemple l'orientation de l'enquête sur les ressources a tendance d'être cher);
- Les bénéfices sociaux a long terme et les externalités positives sur le développement.
- Le coût d'opportunité de la politique/du programme et ses alternatives.
- ✓ Conseils: Les résultats variant dépendamment de la conception du programme et de la mise en oeuvre, mais quelques interventions génériques peu coûteuses a fort impact (par exemple les programmes de nutrition) sont présentés ultérieurement dans cette note.

Questions de Gouvernance:

- La capacité de mise en oeuvre pour rendre des programmes (par exemple les programmes complexes cibles devraient être évités la ou la capacité du gouvernement local est au niveau le plus bas).
- Les préoccupations de la gouvernance: l'absentéisme du personnel; l'évidence que des ressources peuvent être détournées.
- La participation et la réactivité aux citoyens.
 - ✓Conseils: Résister aux pressions des droits acquis pour rendre des services (par exemple des compagnies d'eau et d'assurances, des ministères voulant une part plus grande du budget) ou des pressions pour établir des priorités pour des programmes a retours sociaux bas (par exemple servir seulement l'élite).
 - ✓Etre inclusif des le départ, donnant de l'attention a tous les groupes, non seulement ceux a voix forte – parfois, un groupe peut bien être organise et monopoliser le débat du développement; les dirigeants ont besoin de prendre des décisions justes basées sur la magnitude des problèmes identifiées dans le diagnostic, et aussi soutenir des programmes pour ceux qui peuvent être sans voix ou qui ont peu d'opportunités.

Durabilité et niveaux de dépenses acceptables: Y a-t-il un espace fiscal pour maintenir le programme avec le temps? Ceci exige:

- Une estimation des coûts projetés et les revenus d'un pays;
- Les plans sectoriels a moyen terme et les changements attendus en allocations comme résultat des priorités de développement. L'existence d'un cadre de dépenses à moyen terme

(MTEF) est très utile la.

- S'il y a un vide de financement, évaluer les sources de financements internes possibles à commercer par l'utilisation des dépenses non productives (par exemple militaires, représentationnelles) ou dépenses à retours sociaux bas (par exemple bénéficiant seulement les groupes à revenu supérieur).
- Le rôle des transferts internationaux à travers la stratégie de biodiversité mondiale (GBS) et les Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies (SWAps) est de plus en plus important pour le financement du développement social et est débattu à la fin de cette note d'orientation.

appropriées pour une part plus grande du budget, fournissant les arguments économiques et politiques. Une stratégie supplémentaire est d'identifier quelque investissement à coût élevé et faible impact (à l'intérieur ou à l'extérieur des secteurs sociaux, par exemple des dames, achats militaires, etc.) et débattre des coûts d'occasions de tels investissements comparés à d'autres initiatives sociales à bas coût et fort impact proposées. Engager les organisations de société civile, les donateurs et les médias dans un débat public sur les allocations budgétaires pour les dépenses sociales est souvent bénéfique.

Les administrations nationales ne sont pas normalement opposées au développement social de leurs citoyens, mais se trouvent dans des situations dans lesquelles des Ministères puissants ou des groupes se battent pour une part importante du budget, effondrant les dépenses pour le développement social. La résistance pourrait venir des organisations internationales, dont les experts pourraient insister sur les approches sectorielles ne tenant pas compte des grands besoins sociaux. Très souvent, à la fois dans les pays développés et les pays en développement, le débat est manipulé par des droits acquis et/ou attitude idéologique – par exemple débattre des dépenses sociales provoquent des déficits ingérables sans faire allusion aux dépenses militaires et d'autres dépenses non productives qui sont beaucoup plus grandes. Dans ce cas, les examens des dépenses publiques et, si disponibles, les Budgets Thématiques (budgets montrant les impacts distributionnels sur le genre ou d'autres groupes sociaux), sont des instruments utiles pour amener la transparence et la rationalité à la prise de décision.

Financer et mettre en oeuvre les politiques sociales

La conception de tout programme social est directement liée à l'analyse du comment elle peut être financée et remise le mieux.

Financement: La variété des politiques sociales peut être financée à travers:

- *Le soutien budgétaire public* est la méthode de financement la plus courante, normalement à travers les recettes fiscales générales. Parfois une taxe spécifique peut être récoltée pour des objectifs sociaux, par exemple, une taxe de santé sur l'alcool et le tabac, pour assurer des fonds pour des services médicaux.
- *Les frais et les cotisations liés aux revenus* ont été augmentés pendant les années 80 et 90. Toutefois, la plupart des programmes, particulièrement ceux qui ciblent les pauvres, ont besoin ou bien du soutien public ou bien du financement croisé des groupes à revenu élevé aux groupes à faible revenu. A

moins d'être nominaux, les redevances pour service rendu souvent résultent en des réductions brusques dans l'utilisation des services parmi les groupes à faible revenu et qui ne sont pas recommandés pour des services basiques.

- *Donations charitables*: Le financement des donations a tendance à être discontinu et ne permet donc pas des programmes sociaux durables. Un tel financement ne peut qu'aider à remplir les vides sur une base temporaire.

Les engagements financiers sous un programme, y inclus celles d'un contingent futur, devraient être évalués pour être sûres qu'elles peuvent être satisfaites. De nombreux programmes de politique sociale ont échoué dans le passé par ce que les gouvernements les ont initiés sans un financement fiscalement responsable. Les résultats sociaux réussis ont tendance à résulter des régimes de taxes progressifs; les gouvernements affaiblissent la capacité pour le développement en réduisant les taxes aux riches. Si les revenus existants sont inadéquats pour satisfaire les engagements et la politique est jugée suffisamment importante, alors les moyens de rehaussement des revenus doivent être considérés, y inclus de nouvelles taxes progressives; sinon, des réductions doivent être faites dans d'autres domaines sociaux importants, par exemple les dépenses militaires.

Le financement extérieur est une option, à condition que la dette ne menace pas la stabilité macroéconomique. Pour les pays les plus pauvres, les subventions, l'aide concessionnelle et l'allègement de la dette sont des options préférées, particulièrement s'ils viennent comme soutien au budget général et approches sectorielles (SWAps), présentés dans la section finale de cette note concernant la politique. Une discussion sur les impacts du financement extérieur sur le taux de change est présente dans la note concernant la macroéconomie et la politique de croissance.

Abordabilité: De nombreuses personnes débattent que les politiques sociales ne sont pas abordables dans les pays en développement à cause de (i) perte d'investissement potentiel/PIB résultant de concessions mutuelles supposées sur l'équité /l'efficacité, et (ii) grands besoins sociaux probablement créeront des déficits fiscaux ingérables. Comme débattu dès le départ dans cette note concernant la politique :

- Le développement social est également un investissement important. Investir dans les personnes accroît leur productivité et par conséquent la croissance; les économies mondiales les plus productives engagées aux dépenses sociales au commencement de leur développement, pendant que dans les nations de l'OCDE, la productivité est beaucoup plus élevée dans ces pays à dépenses sociales par habitant plus élevées¹.
- Rehausser les revenus des pauvres encourage la demande intérieure, et par conséquent la croissance.
- Une proportion importante des budgets nationaux est dépensée pour des activités non productives, tels que militaires, ou activités à reprise basse; les investissements sociaux n'ont pas besoin de déclasser des investissements économiques hautement productifs.

¹ Cichon, M. et al. (2006), base sur les données de l'OCDE.

- Dans des pays en développement, les politiques sociales doivent croître avec l'espace fiscal rendu disponible en accroissant le PIB ou l'aide.

En fin de compte, l'abordabilité dépend de la volonté d'une société à financer les politiques sociales par les taxes et les contributions. L'abordabilité est au Coeur du contrat social entre les gouvernements et les citoyens: a quel point une société est disposée a redistribuer, et comment. Les pays au même niveau de développement économique diffèrent de façon significative dans leurs dépenses sociales – les pays de l'OCDE dépensent entre 15 et 35 pour cent de leur PIB.

TABLEAU 2: DEPENSES PUBLIQUES EN EDUCATION ET SANTE PAR REGION (% du PIB)

Région	Education	Santé
Pays de l'OCDE	5.6	6.7
Asie de l'Est et le Pacifique	3.2	1.9
Europe de l'Est et Asie Centrale	4.1	4.5
Amérique Latine	4.3	3.3
Moyen Orient et Afrique du Nord	n.a	2.7
Asie du Sud	2.4	1.1
Afrique subsaharienne	n.a	2.4

Source: Banque Mondiale indicateur du développement dans le monde 2006; Legend: n.a. = non disponible.

Il n y a pas d'évaluations mondiales comparables pour les dépenses de la protection du travail et la protection sociale. Toutefois, les organismes d'aide estiment que même les politiques sociales les plus redistributives, tels que les transferts monétaires inconditionnels (ou pensions sociales), peuvent être abordables:

- L'OIT estime qu'un ensemble de pensions universelles publiques non contributives (vieillesse et handicap) et bénéfiques d'enfants est abordable dans la majorité des pays, à a peu près 1-2 pour cent du PIB; ces plans peuvent réduire la pauvreté par 35 a 40 pour cent.
- Le coût de la fourniture d'un transfert social cible plus équivalent a \$0.50 par jour aux plus pauvres 10 pour cent varie de 0.1 a 0.7 pour cent du PIB des pays plus pauvres d'Afrique; la proportion est grandement réduite pour les pays a PIB plus élevé.
- Ceci doit être compare aux coûts d'autres programmes du secteur social a reprises sociales plus basses, par exemple plans de pension contributif privés, atteignant autant que 7.3 pour cent du PIB du Brésil.

Redistribution: La redistribution est un objectif légitime principal des politiques sociales. Les politiques accroissant l'équité sont nécessaires pour tenir en équilibre la distribution inégale des bénéfices de la croissance économique résultant de forces du marché non réglementée. Les politiques publiques peuvent amortir ou exacerber les différences sociales; la conception de toute politique sociale doit évaluer prudemment ses impacts distributifs pour (i) s'assurer de la couverture aux groupes exclus tels que les pauvres, et (ii) surtout, éviter la redistribution régressive, par exemple construire

des systèmes avec des ressources publiques qui bénéficient pour la plupart les groupes à revenu supérieur. Le financement des politiques sociales implique quelques transferts de ressources, ou bien des citoyens taxes pour ceux en dehors du secteur formel, ou bien, comme dans le cas de l'assurance sociale, de la population active aux chômeurs et les personnes âgées.

Arrangements de mise en oeuvre: Quand on pense à de programmes sociaux nouveaux ou développer ceux qui sont existants, il est important de préciser qui va les mettre en œuvre et fournir des ressources humaines suffisantes pour s'assurer du succès. Souvent, les politiques sociales ont échouées par ce qu'elles existent seulement nominale (par exemple les ministères du travail avec un petit groupe d'inspecteurs du travail pour surveiller les normes nationales).

- Est-ce que le ministère approprié est capable (en matière de nombre du personnel, compétences/capacités du personnel, équipement, transport, procédures) pour mettre en œuvre le programme adéquatement? De quoi a-t-on besoin? Est-ce que les besoins sont adéquatement budgétés?
- Existe il des institutions pour soutenir l'opération d'un nouveau programme? Sinon, peuvent elles être fondées rapidement? Quel type de mécanisme de distribution institutionnel alternatif peut être utilisé?
- Est-ce que les citoyens, particulièrement les groupes des pauvres et des exclus, font face à des contraintes à accéder aux bénéfices des programmes (coûts élevés de transport, barrières de langue, stigmatisation sociale, manque de documentation et d'information)?
- Est-ce que les systèmes sont adéquats pour la participation, pour écouter la voix des gens? Est-ce que les bénéficiaires ont participé à la conception? Y a-t-il des bureaux de plaintes d'ombudsmen et/ou citoyens? Sont ils efficaces et facilement accessibles?

Il y a quatre mécanismes de distribution de services sociaux principaux:

- *Basé sur le secteur public*, à travers des ministères de lignes centrales et administration locale, normalement les meilleurs pour réussir l'expansion de la couverture et réduire la pauvreté et l'exclusion sociale au niveau national.
- *Basé sur le marché*, normalement bon pour rendre des services à des groupes à revenus plus élevés;
- *Les ONG et les institutions charitables*, normalement bon pour le travail avec les communautés; et
- *Un mélange du ci-dessus*: Étant donné la rareté des ressources pour les politiques sociales dans les pays en développement, une meilleure solution peut être celle d'un système de distribution mélange.

Chaque mécanisme a ses limites. Malgré le besoin de l'efficacité, les gains dans la distribution du service public et les échecs dans la provision privée des services publics pendant les années 80 et 90 devaient être notés. Dans certains domaines, les institutions publiques ont été privatisées seulement pour autre utilisation, représentant une perte nette en capital social. Les histoires abondent sur les compagnies entrant dans des contrats monopolistiques pour distribution de service et puis détiennent en "otage" les administrations locales (et centrales) avec des demandes pour des

augmentations des frais d'utilisateurs et des subventions. De plus, la commercialisation des services sociaux a renforcée les inégalités sociales, augmentant les charges de travail des femmes, comme elles ont du assumer plus de responsabilités pour leur familles quand les services sont devenus inabordables. Ceci signifie que si les partenariats publics privés doivent être établis, ils doivent être prudemment conçus et réglementés, et les échecs de marché potentiels identifiés.

L'intervention gouvernementale est spécialement nécessaire là où les monopoles naturels ou quasi-naturels existent (par exemple l'eau, l'électricité), ou la provision privée est insuffisante ou non disponible (par exemple les services de transport à des coins perdus et guère peuplés) là où de grands besoins capitaux peuvent créer une barrière d'entrée à de nouvelles compagnies. Les programmes basés sur le marché ont souvent constatés que s'occuper des communautés à faible revenu est peu alléchant, compare à des plus grands retours de s'occuper de groupes à revenus plus élevés. Le secteur privé n'est souvent pas intéressé par des groupes à revenu plus faible et/ou coins perdus parce que les coûts de transactions associés sont élevés et les retours bas. Dans des pays où les pauvres représentent une importante proportion de la population, la provision universelle publique est généralement conseillée pour l'éducation primaire/secondaire et la santé et la protection sociale basique.

Les ONG ont une tendance à travailler d'une façon flexible avec les groupes exclus, et peuvent mieux s'occuper des aspects de développement difficiles – changer le comportement et autonomiser les gens. Dans des pays en développement, les ONG locales sont également souvent fournisseurs de programmes sociaux, en dépit de ne pas être des fournisseurs de services idéaux: les ONG locales ont tendance à être non coordonnées nationalement avec une présence inégale, normalement pas assez grandes pour s'assurer d'un élargissement équitable de la couverture dans un pays, leur financement a tendance d'être sporadique et discontinu, et elles ont généralement une évaluation incohérente, surveillance, audits ou systèmes de responsabilité. Les ONG locales peuvent être encouragées à continuer à travailler sur les aspects d'autorisations, mais il se peut que les gouvernements veuillent s'emparer des services sociaux, développer des systèmes universels.

Surveillance: La surveillance permet les gouvernements d'évaluer le progrès de la mise en œuvre des stratégies de développement national, et ont une indication de résultats d'avance.

- Un groupe d'indicateurs de surveillance – évoque la mise en œuvre de programme (activités, dépenses, etc.)
- La surveillance de résultats est tout aussi importante, l'impact d'une stratégie de développement national sur:
 - ✓ Réaliser les OMD.
 - ✓ Groupes de population: Une "vérification de réalité": Quels programmes atteignent quels groupes sociaux? A quel point leur qualité de vie s'est améliorée?
 - ✓ L'identification en avance des goulets d'étranglement permet une action corrective et la révision d'une stratégie de développement national pour s'assurer qu'elle atteint les objectifs proposés.

La surveillance de la situation des groupes de population est facilitée par l'élaboration de plans d'action qui évaluent le statut des personnes, par exemple, les plans d'actions nationaux pour les jeunes, les personnes âgées ou communautés indigènes, avec des points de repère et cadre de temps. Ceux-la agissent comme "watchdogs" sur les différents ministères dans un pays, pour s'assurer que les besoins de chaque groupe de population sont intégrés à travers les secteurs. Normalement, un département ou service de gouvernement est responsable de l'établissement des rapports et de la surveillance, assurer des contacts avec des ministères sectoriels. Les techniques participatives adéquates pour écouter les perceptions et réclamations des bénéficiaires sont cruciaux pour surveiller et avoir une bonne compréhension de ce qui se passe d'une perspective des citoyens. L'engagement avec des services du gouvernement doit être de bonne heure autant que possible, et l'établissement des succès devrait être tangible et mesurable.

S'assurer de la participation et la durabilité politique

Toutes les étapes de la prise de décision sont accommodantes d'être participatives :

- Identifier les questions et les priorités
- Rédiger des plans
- Elaborer des budgets
- Exécuter des programmes
- Surveillance et évaluation, y inclus le suivi des dépenses et évaluations des bénéficiaires.

Apporter la participation à ces différentes étapes est une bonne pratique qui aide à améliorer la responsabilité et la transparence dans l'administration publique. C'est un mécanisme qui implique tous les joueurs appropriés dans la prise de décision, pour les engager dans un processus de développement, pour résoudre les sources de conflit et de s'assurer d'une distribution de ressources plus équitable. La participation est essentielle pour la construction des alliances politiques pour le développement national et pour faire durer les engagements re-distributifs avec le temps.

La participation varie du superficiel au "bien construit", de l'échange d'information passif à l'engagement complet (Catégorie 9). La transparence et la validation des propositions par consultation sont très important, mais pas avant que les gens sentent qu'ils ont de l'influence sur les décisions et les ressources qui affectent

Catégorie 8
Prévisions budgétaires participatives au Brésil

Porto Alegre était une ville endettée, de industrialisée. En 1989, le *parti des travailleurs* a gagné les élections nationales et a décidé de mettre fin à la tradition d'élaborer les budgets municipaux à huis clos, en consultant les citoyens sur la façon de dépenser des ressources municipales insuffisantes. Les consultations publiques ont conduit à un développement local spectaculaire. De 1989 à 1996, parmi d'autres réussites :

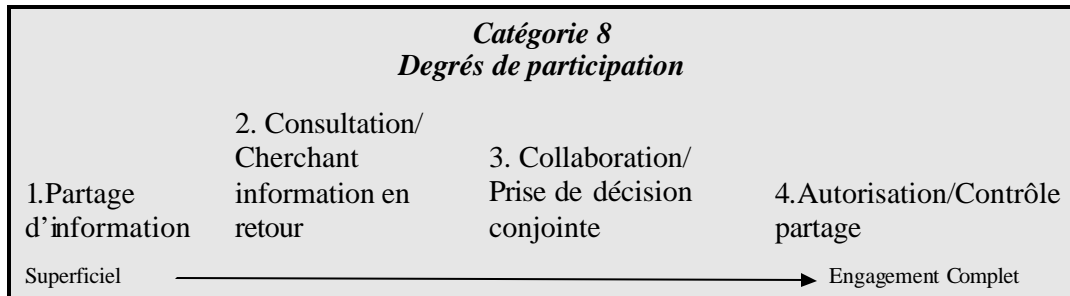
- Les ménages qui ont accès à l'eau ont augmentés de 80% à 98%
- Les ménages qui ont accès à une canalisation d'égout ont augmentés de 46% à 85%
- Les inscriptions scolaires ont doublé.
- La collection de l'impôt local a augmenté de 50%, révélant la satisfaction des citoyens des services publics.

Les instruments des prévisions budgétaires participatives ont été largement appliqués par des gouvernements gauchistes de l'Amérique Latine et de l'Europe *et gagnent actuellement l'Asie et l'Afrique.*

Voir: Wagle et Shah, 2003: Porto Alegre – Approches participatives dans les prévisions budgétaires et la gestion des dépenses publiques, La Banque Mondiale.

leurs vies, jusqu'à ce que les mécanismes de responsabilité s'étendent à eux, que les citoyens développent un sens de possession et une confiance en leur gouvernements. La question cruciale est qui doit être consulté, et à quel point.

La participation normalement commence avec une alliance de groupes sociaux et politiques, ou de pactes sociaux, impliquant l'état, les affaires, et la société civile organisée, et avec des institutions démocratiques légitimes dans un pays (parlements, partis politiques); mais il faut faire des efforts pour avancer au-delà de cela à une série plus large d'intervenants, qui peuvent bien être les intervenants clés. Trop souvent, les intervenants clés ne sont pas consultés, ou insuffisamment consultés, en ce qui concerne les politiques publiques, résultant en une disparité de politique, les tensions et conflits évitables, la perte de confiance dans le gouvernement et, en fin de compte, l'échec de la politique. Les gagnants et perdants du changement de la politique doivent être pris en compte. Les politiques qui peuvent rencontrer une plus grande résistance ont besoin d'approches participatives plus intenses et de consultations plus étendues avec les intervenants clés appropriés.



La participation est réussie quand les gens sont autorisés à prendre des décisions informées: Les processus participatifs ont besoin d'adhérer aux principes de transparence et d'impartialité. Si la participation est manipulée – présentant une information très partielle, ne permettant pas les intervenants principaux d'opportunités suffisantes pour parler, etc. – le résultat sera des décisions non informées et des résultats de développement non désirables. La réussite des budgets participatifs apparaît être du au fait que les gouvernements ont clairement montrés les conséquences sociales des investissements publics au public.

La participation est coûteuse en matière de temps et ressources. De nombreuses initiatives de développement ont beaucoup investi sur des consultations spéciales – parfois résultant en de résultats très médiocres du à des procédures inadéquates. Une bonne façon de s'assurer d'une participation adéquate d'une manière économique est d'institutionnaliser des mécanismes consultatifs permanents qui sont capables de suivre des questions, comme les Conseils Economiques et Sociaux nationaux.

Catégorie 10

Le Conseil Economique et Social Irlandais

Fondé en 1973, Le Conseil Economique et Social Irlandais est un corps indépendant formé par un partenariat entre :

- Les grands partis politiques.
- Les associations d'employeurs.
- Les syndicats.
- Les organisations d'agriculteurs.
- Le secteur communautaire et le troisième secteur (groupes de femmes, groupes de personnes âgées, personnes handicapées, conseils de la jeunesse, réseaux de lutte contre la pauvreté)
- Le gouvernement central et local.

La fonction du Conseil est d'analyser et d'établir des rapports au premier ministre sur des questions stratégiques concernant la prise de décision économique et sociale, et de fournir des alternatives pour des résultats sociaux améliorés. Le CES Irlandais a très bien réussi dans la promotion de la cohésion sociale. En 1986, le Conseil a émis une stratégie convenue pour sortir du cercle vicieux de la stagnation et du chômage de l'Irlande, ce qui a conduit au programme de relance nationale accompagné par des approches basées sur des compétences pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Depuis lors, le CES Irlandais a été cité comme un exemple hautement réussi.

Voir : <http://www.nesc.ie/>; Wagle et Shah, 2003: *Irlande, Participation dans la prise de décision et réforme Macroéconomique*.

Les Conseils Economiques et Sociaux nationaux (CES) sont un bon exemple de participation institutionnalisée d'intervenants représentatifs dans une société. Etablir des rapports aux plus hautes autorités d'un pays (Parlement, Présidence, etc.), les CES sont des corps consultatifs qui évaluent systématiquement les impacts sociaux des politiques publiques et fournissent des propositions alternatives à la croissance économique générant de l'emploi et la justice sociale. Les CES sont une "voix de société civile" respectée avec un impact dans la prise de décision dans plusieurs pays de l'Union européenne et de l'Amérique Latine. Les CES fonctionnent sous le principe du partenariat social pour développer un consensus social pour des conseils concernant la politique, et sont formés par des

représentants élus de groupes socio-économiques importants, comme des associations d'affaires, des syndicats de travail, des mouvements sociaux et ONG. En Espagne et au Nicaragua, les associations des consommateurs sont aussi incluses; aux Pays Bas et au Mexique, les professeurs d'université et cellules de réflexion; au Costa Rica, les représentants indigènes font partie aussi des CES nationaux.

Pour des questions spécifiques ou locales, le mécanisme le plus standard est de consulter directement les personnes affectées pour identifier les meilleures solutions.

Le développement social n'aurait pas eu lieu dans l'histoire sans la lutte de la société civile. Organiser la société civile, forger un consensus et unir les voix est essentiel. Les syndicats sont le meilleur exemple de la société civile organisée; depuis le 19^{ème} siècle, les syndicats ont réussi à élire des leaders démocratiquement, pour encaisser les contributions, pour mobiliser les membres pour des causes communes et pour unir en des fédérations nationale et internationales. Parfois, les alliances stratégiques avec des groupes différents devraient être forgés pour faire passer des messages, peu importe s'ils ne sont pas exactement les mêmes. Souvent à la fin du 20^{ème} siècle, la société civile a perdu du terrain en étant trop fragmentée.

Liens :

- PNUD *Pauvreté*: <http://www.undp.org/poverty/>
- Banque Mondiale: *Analyse Sociale*
<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALDEVELOPMENT/EXTSOCIALANALYSIS/0,,menuPK:281319~pagePK:149018~piPK:149093~theSitePK:281314,00.html>
- UNDESA *Politique sociale et Développement*: <http://www.un.org/esa/socdev/>

III. INTEGRER L'EQUITE A TRAVERS LES SECTEURS

Les politiques sociales comptent traditionnellement sur l'éducation, la santé, la sécurité sociale/la protection sociale et les projets de loi de travail, expliqués dans des sections ultérieures. S'ils sont adéquatement conçus et financés, ils peuvent être des instruments majeurs pour promouvoir l'équité. Construire des sociétés équitables, toutefois, exige plus. Ça exige de s'assurer de l'équité dans tous les domaines, de la finance au transport. Ça exige rendre des services publics redevables à tous les citoyens, particulièrement à ceux qui peuvent être exclus. Ceci implique re-concevoir les administrations publiques et leurs ministères sectoriels pour qu'ils s'en occupent des besoins des pauvres, les femmes, les travailleurs du secteur informel, les personnes handicapées et d'autres groupes socialement exclus, marginalisés ou défavorisés.

Intégrer l'équité à travers les secteurs, si logement ou énergie, a besoin de stratégies sectorielles qui:

- Identifier les besoins liés aux secteurs des différents groupes de la population. Est-ce qu'on s'occupe des besoins? A quel point?
- Evaluer les déficiences distributives dans la politique sectorielle actuelle.
- Evaluer les faiblesses/obstacles institutionnels et envisager des mesures pour les vaincre.
- Etablir les priorités des interventions sectorielles qui bénéficient à la majorité des citoyens et des groupes de population spécifiques à court terme.
- Evaluer l'adéquation des allocations budgétaires et calculer les dépenses nécessaires pour les interventions à priorités établies.
- Consulter les bénéficiaires dans le cadre de la responsabilité sociale. Y a-t-il de la transparence dans l'organisation, la prise de décision et l'élaboration du budget? Est-ce que les agences du gouvernement facilitent l'accès à l'information? Est-ce que les communautés prennent des décisions informées concernant l'investissement? Sont-ils complètement conscients des implications de leurs options et choix?
- Surveillance conceptuelle et systèmes d'évaluation pour s'assurer que les objectifs de l'équité sont atteints.

Une faute professionnelle à être évitée à tout prix conçoit les politiques/programmes basés sur des questions sectorielles spécifiques, et puis indique qu'ils sont équitables

par ce que finalement, a long terme, ils ont certains impacts bénéfiques sur les groupes pauvres/exclus – quand les bénéficiaires à court terme vont aux riches. Ceci a été particulièrement courant dans de grands projets d'infrastructure et des programmes de restructuration financière/d'entreprise. En examinant les questions de distribution, il est important de distinguer entre:

- Court et long terme
- L'intensité des impacts distributionnels.

Quand on aborde des questions d'équité dans une intervention sectorielle, des références vagues aux bénéficiaires sociaux doivent être évitées. L'analyse/évaluation devrait considérer les besoins et le rôle de développement potentiel de différents groupes de la population, et essayer de concilier les interventions à fort impact et à faible coût qui seront les plus bénéfiques pour eux.

Ceci exige gérer un "a priori", c'est-à-dire, pré-intervention, analyse pour évaluer les impacts distributionnels dès le départ et, si nécessaire, corriger la conception de la politique. Des exemples d'analyse distributionnel "a priori" peuvent être trouvés dans l'Analyse de la Pauvreté et de l'Impact Social (APIS) faite par des agences de développement, comme les banques de développement et DFID. Ils se concentrent sur les impacts sur les pauvres, mais peuvent être développés pour s'intéresser les impacts sur d'autres groupes de revenu, tels que les classes moyennes, pour mieux comprendre les impacts distributionnels en général d'une politique. Avec le temps, ceci devrait être complété par une analyse ex-post, c'est-à-dire, une évaluation des impacts distributionnels après que l'intervention a été mise en œuvre.

Liens:

- Banque Mondiale: livre source *PRSP*
<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTPOVERTY/EXTPRS/0,,contentMDK:20175742~pagePK:210058~piPK:210062~theSitePK:384201,00.html>
- Banque Mondiale: Analyse de la Pauvreté et de l'Impact Social (PSIA)
<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALDEVELOPMENT/EXTSOCIALANALYSIS/0,,contentMDK:20504399~hlPK:1233434~menuPK:1230633~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:281314,00.html?>
- OIT: *Travail Dégagé et Stratégie de Réduction de la Pauvreté*, OIT Genève
<http://www.ilo.org/public/english/bureau/integration/departme/national/prsp/index.htm>
- *Manuel du Développement Millénaire de l'ONU*
<http://www.unmillenniumproject.org/policy/handbook.htm>

Catégorie 1 Intégrer l'équité à travers les secteurs				
Domaine	Interventions typiques avec des résultats équitables / progressifs	Interventions typiques avec des résultats inéquitables / régressifs	Source de bons conseils	Commentaires
Commerce	Lier les compagnies locales générant de l'emploi aux marchés d'exportation	La plupart des accords de libre échange bilatéraux	Notes d'Orientation de l'UNDESA	
Culture	Campagnes publiques sur l'antidiscrimination, événements multiculturels qui promeuvent la cohésion sociale	Subventions à des événements élitistes / art exclusif	UNESCO, FNUAP, Notes d'Orientation de la UNDESA	La Culture a été en dehors du domaine des donateurs et a besoin d'être renforcée
Dépenses Publiques	dépenses favorables aux pauvres	Dépenses militaires	Recueil d'informations du Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté PRSP de la Banque Mondiale	
Développement rural	Accès fiable à la terre, l'eau, les marchés, bétail, crédits pour petit exploitant agricole	Grands investissements tels que les systèmes d'irrigation qui bénéficient les propriétaires, plutôt que les pauvres travailleurs	Recueil d'informations du Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté PRSP de la Banque Mondiale	Questions telles que la réforme agraire devrait être expansée
Développement urbain	Amélioration de bidonville, conception universelle accessible	Grands projets d'infrastructure urbaine dans des zones riches	Recueil d'informations du Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté PRSP de la Banque, DFID	
Eau et assainissement	Approvisionnement en eau et de mise en place de structures d'assainissement au niveau des zones rurales	Les privatisations médiocrement négociées	Recueil d'informations du Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté PRSP de la Banque	
Education	Enseignement universel primaire et secondaire; Programmes pour s'assurer de l'accès et rétention des étudiants	Frais d'utilisateurs dans l'enseignement primaire et secondaire	Recueil d'informations du Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté PRSP de la Banque Mondiale, UNICEF, UNESCO	

Catégorie 1 Intégrer l'équité à travers les secteurs				
Domaine	Interventions typiques avec des résultats équitables / progressifs	Interventions typiques avec des résultats inéquitables / régressifs	Source de bons conseils	Commentaires
Energie et Minage	électrification rurale; tarifs des lignes de sauvetage (consommation basique subventionnée pour des ménages a faible revenu)	Grandes centrales électriques, extraction pétrolière/minérale non taxée	Recueil d'informations du Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté PRSP de la Banque Mondiale, DFID	Questions tels que (re)négocier les contrats avec des compagnies étrangères sont absentes
Finance	Banques rurales régionale, micro finance; gérer le financement (comptes courants, fuite de capitaux...)	Reform e/sauver le système bancaire (transfert a de grandes banques); subventions a des grandes entreprises privées	Notes d'Orientation de la UNDESA, Groupe consultatif pour l'aide aux plus pauvres CGAP	
Industrie	Politique concernant la technologie pour soutenir les industries intérieures compétitives, générant de l'emploi, PME	Dérégulation	Notes d'Orientation de l'UNDESA	
Logement	Financement de logement subventionne, amélioration du logement insuffisant	Financement de logement pour les groupes a revenu supérieur	Stratégie internationale du développement IDS, UN Habitat	Le secteur a besoin d'approches d'équité plus fortes
Macroéconomie	Politiques monétaires et fiscales sensibles a l'emploi, politiques anticycliques, impôt direct	Politiques cycliques, impôt direct (TVA)	Notes d'Orientation de l'UNDESA, UNRISD	
Protection sociale	Retraite non contributive, transferts monétaires, services sociaux, etc.; Presque tous les SPs visent la redistribution	Systèmes de pension a financement prive	OIT, DFID, Recueil d'informations du Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté PRSP de la Banque, UNRISD, Notes d'Orientation de l'UNDESA	Exclusion d'adresse, et équité, particulièrement dans la reforme de la pension de WB

Catégorie 1 Intégrer l'équité à travers les secteurs				
Domaine	Interventions typiques avec des résultats équitables / progressifs	Interventions typiques avec des résultats inéquitables / régressifs	Source de bons conseils	Commentaires
Santé	Services de santé primaires et secondaires universels, programmes de nutrition	Frais d'utilisateurs, commercialisation de la santé, cliniques tertiaires hautement spécialisées (par exemple centres de cardiologie)	OMS Recueil d'informations du Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté PRSP de la Banque Mondiale, UNRISD, Notes d'Orientation de l'UNDESA	Questions de financement de la santé exigent de l'attention du point de vue de l'équité
Tourisme	Petites compagnies intérieures	Petitement taxe pour les chaînes d'hôtels de luxe	DFID, Overseas Development Institute	Le tourisme est un sujet tout a fait nouveau et a besoin d'être renforcé
Transport et infrastructure	Routes rurales, transport public abordable, transport non motorisé pour les ménages (bicyclettes, bisons...)	Aéroports, autoroute.	Recueil d'informations du Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté PRSP de la Banque, DFID	
Travail	Programmes de travail actifs et passifs	Flexibilisation de travail	OIT, Notes d'Orientation de l'UNDESA,	

IV. POLITIQUES UNIVERSELLES OU CIBLEES?

Le débat sur les politiques universelles versus ciblées n'est pas nouveau. La plupart des pays en développement ont initiés des politiques universelles dès le départ. Les 'industrialisants récents', dans leur objectif de promouvoir le développement intérieur, l'édification d'une nation et les normes sociales, se sont rendu compte que cibler n'était pas nécessaire et administrativement coûteux: les politiques universelles ont atteint les objectifs sociaux plus rapidement, et ont fourni une adhésion et de l'appui politique pour les politiques du gouvernement (Catégorie 12).

Toutefois, l'expérience n'était pas aussi positive dans la plupart des pays en développement, là où les services universels n'ont pas atteint leur objectif: la couverture était basse, souvent servant une portion du secteur formel et les parties les plus riches de la société qui a s'est emparé des bénéfices, pendant que les pauvres et les groupes exclus sont restés non servis.

Pendant les années 90, avec l'attention renouvelée pour la réduction de la pauvreté, la plupart des agences de développement ont fortement recommandé cibler les services pour les pauvres. Depuis que ceci a eu lieu après les années 80, le changement

idéologique dans lequel l'Etat providence a été attaqué et la commercialisation et les frais d'utilisateurs pour les services sociaux ont été introduits, de nombreux pays en développement ont été abandonnés avec un système segmenté, un système public pour les pauvres, et un système privé pour la haute société et les classes moyennes. Ceci a généré une dissidence de ce dernier et a sévèrement infirmé les coalitions politiques et les pactes sociaux légitimant les gouvernements derrière des politiques universalistes. De plus, "les programmes des ajustements structurels et les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (PRSPs), conduit par une logique "ciblée", commence par démanteler les droits exclusifs du travail formel sur base que ceci conduira à une flexibilité de marche plus grande et des "politiques en faveur des pauvres" (Mkandawire, 2005:5). Ce mélange de politique n'a pas bien fonctionné et paraît être un choix de politique incorrecte. Ce mélange de cibler les pauvres et la commercialisation des services pour les classes moyennes/la haute société, plus la flexibilisation des marchés de travail, n'a pas encouragé les alliances politiques nécessaires pour le développement économique et l'édification d'une nation, l'affaiblissement des gouvernements, les processus de développement et la cohésion sociale. L'universalisme, tel qu'utilisé par les "industrialisants récents", apparaît être un bien meilleur choix d'économie politique.

Catégorie 12
Modèles de Protection

Il y a trois types principaux de régimes de protection:

- Les régimes libéraux ont tendance à avoir une protection résiduelle, filets de sécurité ciblés aux individus en besoin désespéré; ceci est le modèle dominant dans les pays anglophones. Il peut être tracé jusqu'à la loi anglaise concernant les pauvres (1598) et il reste hautement influent à l'intérieur des institutions financières internationales.
- Les régimes démocratiques sociaux ont tendance à favoriser l'universalisme, basé sur le principe de solidarité, dans lequel les bénéficiaires/services atteignent chacun en termes égaux, comme dans la Suède et la Hollande contemporaines.
- Les régimes corporatistes ont une tendance à l'universalisme, liant en premier lieu les bénéficiaires aux contributions des personnes au développement national, et les élargir avec le temps à travers les subventions. Dans la plupart des "industrialisants récents" tels que l'Allemagne et le Japon, les droits aux allocations ont été en premier lieu orientés aux groupes dont la coopération dans la modernisation économique et l'édification de la nation ont été considérées indispensables par le gouvernement, la classe ouvrière et la classe moyenne "productives"; l'universalisme a pris place graduellement, avec le temps de nouveaux bénéficiaires ont été rajoutés par spécification de nouveaux critères d'éligibilité.

Source: Esping Andersen (1990): *Trois monde du capitalisme de protection*; Mkandawire (2005): *Ciblage et Universalisme dans la Réduction de la Pauvreté*

Il y a des problèmes majeurs associés au ciblage:

- C'est coûteux; c'est-à-dire l'examen absorbe une moyenne de 15 pour cent des coûts totaux du programme.
- Ceci est administrativement complexe, et a besoin d'une capacité de service civil importante, et conduisant à une grande sous couverture (personnes non servi) rendant les programmes ciblés inefficaces; les programmes ciblés

mondiaux les plus réussis ont un grand taux de sous couverture (par exemple la *Bolsa Escola* du Brésil, 73 pour cent des pauvres ne sont pas atteints; timbres de nourriture des US, 50 pour cent des pauvres ne sont pas atteints)

- Ca génère des distorsions des avantages et un danger moral.
- Ca crée des doubles services, l'un pour les groupes à revenus élevés et l'autre pour les groupes à faible revenu ? les services pour les pauvres ont tendance à être des services médiocres.
- Dans quelques pays, le ciblage a démantelé l'allocation pour les classes moyennes et a affaibli la politique de solidarité, contribuant à une approche de

Catégorie 13 ***Cibler les Méthodes***

- *Catégorique ou Ciblage de Groupe*: Les bénéfices sont fournis à un groupe spécifique, comme les mères, les personnes handicapées, les enfants, les personnes âgées ou les communautés dans une zone géographique spécifique. Ceci est la méthode de ciblage la plus facile et la moins cher. Malgré que les disparitions incontrôlées en faveur des personnes non pauvres sont normalement importantes, le ciblage catégorique/groupe augmente le soutien politique et la durabilité du programme.
- *Examen des moyens*: Les programmes cibles dont les moyens ont été examinés fournissent des bénéfices à des individus ou ménages sous certains critères (par exemple mères célibataires, ménages au-dessous du seuil de la pauvreté). L'examen des moyens est plus précis en ciblant la pauvreté, mais il a des coûts de transaction élevés, il a tendance à créer une stigmatisation sociale, et normalement exclu de grand nombre de bénéficiaires qualifiés à cause des procédures administratives complexes.
- *Examen des moyens mandataires*: Ceci est une partie des moyens d'examen, dans laquelle le ciblage est fait à travers d'autres (facile à récupérer) indicateurs ou mandataires du niveau de revenu/pauvreté des bénéficiaires, par exemple donner de la discrétion aux gouvernements locaux ou des groupes de communautés puisqu'ils savent qui est dans le besoin. Le mandataire veut dire que l'examen est moins cher mais moins précis que l'examen des moyens. Il a été utilisé pour autoriser des communautés, mais on a besoin de la prudence parce que les valeurs populaires souvent établissent une discrimination contre les membres de la société les plus exclus, par exemple les mères célibataires pour être "impures" ou "sales", contrecarrant l'objectif de nombreux politiques sociales. De plus, ça crée un stigmatisation, et peut être facilement capturé par les politiciens locaux pour récompenser les supporters.
- *Auto Sélection*: L'auto sélection évite le danger moral en imposant des encouragements pour les participants des programmes, ou bien parce que les bénéfices sont trop bas, ou bien parce qu'il y a une certaine stigmatisation sociale associée à eux, par exemple les travaux publics, puisque normalement seulement ceux qui sont réellement dans le besoin les acceptent.

protection résiduelle. Le ciblage peut se retourner politiquement contre soi pendant que les groupes à revenus moyens peuvent ne pas souhaiter de voir leurs taxes partir aux pauvres pendant qu'ils doivent payer des services privés cher.

- Le ciblage peut être efficace si les pauvres représentent un petit pourcentage de la population; quand la pauvreté est répandue, le coût administrative, et les problèmes associés à l'identification, surveillance, et la distribution des programmes ont tendance à être plus important que les bénéfices.

Il y a de fortes raisons pour l'adoption des politiques universelles dans des pays en développement, particulièrement si un grand nombre de pauvres et de groupes d'exclus existent. Un certain nombre d'organisations de développement, y inclus UN DESA, PNUD, OIT, la OMS, UNRISD, FNUAP, UNESCO, et la Banque Mondiale dans des cas sélectionnés, recommandent actuellement l'approvisionnement public universel.

Néanmoins, le ciblage peut être utile pour compléter les politiques universelles:

- Pour s'assurer d'une expansion de couverture rapide (par exemple établir des bénéficiaires cibles non contributives ou des services pour les pauvres et les groupes exclus, filière rapide de couverture universelle)
- Pour aborder les besoins spéciaux des minorités et des groupes de populations spécifiques (par exemple les malvoyants).

V. LA VITESSE IMPORTE: POLITIQUES A LONG TERME ET LES INITIATIVES A FORT IMPACT A COURT TERME

Quand un gouvernement a l'intention de développer des politiques sociales équitables, il se peut qu'il veuille considérer deux différentes séries:

- ***Les politiques à moyen et long terme*** comprennent les initiatives les plus importantes telles qu'augmenter la couverture des services de l'éducation, la santé et sécurité sociale, les niveaux de travail améliorés, salaire adéquat et politiques d'emploi, programmes multiculturels pour accroître la cohésion sociale, ou d'autres politiques équitables telles que les générations à revenu rural, la réforme agraire, entre autres.
- ***Les initiatives à court terme et à fort impact:*** Pendant que les efforts des gouvernements doivent se concentrer sur la construction de politiques structurelles à long terme, celles la prennent du temps à se développer. Souvent les gouvernements avec un engagement pour l'équité ont besoin de résultats plus rapides, pour répondre aux besoins sociaux urgents et satisfaire les attentes des personnes qui les ont élus. Une série d'initiatives rapides à fort impact peut aider les gouvernements à répondre aux besoins basiques parmi les segments de la population les plus nécessiteux. Ces programmes peuvent contenir des composantes telles que:
 - les timbres de nourriture, des programmes de repas d'écoles gratuits, des suppléments de nutrition pour les mères et les enfants,

- les programmes d'emploi d'urgence
- améliorer les programmes pour logement médiocre (eau, assainissement, efficacité de l'énergie, réparations de ménages),
- l'accès gratuit à la santé basique et les médicaments essentiels
- les campagnes d'alphabétisation, l'éducation basique gratuite pour tous
- les transferts monétaires conditionnels pour s'assurer de la rétention des élèves dans les écoles et la vaccination des enfants,
- transferts monétaires non conditionnels tels que les pensions pour les pauvres les plus âgées ou les personnes handicapées.

Les programmes comme *Fome Zero* (Famine Zéro) au Brésil ont été essentiels pour la réduction rapide de la pauvreté et pour assurer du soutien pour le gouvernement du Président Lula da Silva, lui permettant d'établir des politiques structurelles à plus long terme. Si elles sont bien conçues, ces programmes à fort impact ont un coût très bas (*Fome Zero* coûte seulement 0.2 pour cent du PIB). Ceci a été associé à d'autres transferts sociaux à fort impact et bon marché, comme le programme de la pension non contributive (qui coûte 1 pour cent du PIB), présenté à la catégorie 14.

Ces programmes impliquent des interventions multisectorielles, et peut être utilisé de plus comme un instrument pour commencer à intégrer l'équité à travers les secteurs. Si une Commission inter-ministérielle est formée, dirigée par une haute autorité d'un pays comme le Président, ce signe d'engagement politique peut persuader les ministères à modifier les approches traditionnelles et démontrer leur responsabilité à servir les besoins des pauvres et des groupes exclus.

Catégorie 14 <i>Le Brésil et l'Argentine: Initiatives à fort impact à court terme</i>		
	Le Brésil: Famine Zéro (2003) et programmes associés	L'Argentine: Famine urgente (2003) et programmes associés
Population prioritaire/ Critère ciblant générique	Ménages dans des zones pauvres avec: <ul style="list-style-type: none"> • des enfants à moins de 5 ans d'âge • Personnes handicapées • Mal nourri • Femmes enceintes • Personnes âgées 	Ménages au dessous du seuil de pauvreté avec: <ul style="list-style-type: none"> • Chef de ménage au chômage • Au moins 1 enfant/jeune personne au dessous de 18 ans • Membre de famille malade et handicapé • Mère enceinte • Adultes plus âgés que 60 ne recevant pas une pension
Formulation	ONG <i>Instituto Ciudadanía</i>	ONG <i>Poder Ciudadano y Red Solidaria</i> , autre
Coordination	Présidence	<i>Conseil National pour la Coordination des Politiques Sociales</i> (avec les ministères de: Développement Social, Santé, Education, Science et Economie Technologique et Production, emploi de la main d'oeuvre et Sécurité Sociale, planification Fédérale et Investissement Public)
Exécution	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère de la Sécurité Alimentaire • Autres ministères de ligne • Secteur privé et ONG 	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau National: Ministères de Développement Social et Santé • Gouvernements Régionaux et Municipaux

Catégorie 14 Le Brésil et l'Argentine: Initiatives a fort impact a court terme		
	Le Brésil: Famine Zéro (2003) et programmes associés	L'Argentine: Famine urgente (2003) et programmes associés
Financement	<ul style="list-style-type: none"> • Public • Prive (les compagnies "adoptent" des villes qui les financent), donations 	<ul style="list-style-type: none"> • ONG • Public • Accepter des donations privées
Composante de d'Alimentation et de la Nutrition	<ul style="list-style-type: none"> • Carte alimentaire (US\$17 par mois par ménage) transfert conditionnel • Avantages pour l'agriculture de famille • Timbres alimentaires • Création d'une banque alimentaire avec des produits de supermarché/distributeur s • Distribution de paniers alimentaires dans des zones urbaines pauvres (pas les zones rurales) • Cantines de soupe populaire subventionnées 	<ul style="list-style-type: none"> • Carte de ménage permettant le retrait de US\$50 des caissiers bancaires • Avantages a la production et distribution alimentaires (crémeries bon marche, centres communautaires, maternelles, écoles et autres) • Avantages pour l'agriculture de famille
Composante de l'Education	<ul style="list-style-type: none"> • Bolsa Familia: Programme de transfert (US\$6-\$19 par mois) conditionnel pour enfants présent a 85% des classes, immunisation, visites maternelle et infantile des cliniques • Programmes d'alphabétisation • Programmes de déjeuners d'écoles 	<ul style="list-style-type: none"> • Repas aux écoles
Composante de l'Eau/Logement	<ul style="list-style-type: none"> • Programme Cisternas: subventions pour l'eau et l'assainissement 	<ul style="list-style-type: none"> • Aide pour le logement
Composante de l'Emploi	<ul style="list-style-type: none"> • Premier Programme d'Emploi pour les jeunes • Soutient à l'agriculture de famille dans les zones rurales – assistance technique, crédit etc. 	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion des micros entreprises • Coopératives • Renforcement des capacités • Promotion des associations pour le développement local et les Leaders du Changement Social • Projets spéciaux pour les personnes handicapées
Composante de la Santé	<ul style="list-style-type: none"> • Bolsa Familia: Programme de transfert (US\$6-\$19 par mois) conditionnel aux enfants présent a 85% des classes, immunisation, visites maternelle et infantile des cliniques 	<ul style="list-style-type: none"> • Train de Santé et Social – programme cible aux zones pauvres, accès gratuit a la santé primaire • Aide pour médicaments et pharmaceutiques • Centres Communautaires (intégrant la santé et le développement social au niveau local)
Pensions Sociales non contributives	<ul style="list-style-type: none"> • Pensions rurales • Pensions urbaines pour la vieillesse au dessous du salaire minimum • Pensions d'handicap 	<ul style="list-style-type: none"> • Pensions pour adultes au dessus de 70 ans • Pensions d'handicap • Pensions pour des mères avec plus de 7 enfants
Webpage	http://www.fomezero.gov.br/	http://www.desarrollosocial.gov.ar/

VI. SELECTED INSTRUMENTS TO PROMOTE INCLUSIVE SOCIETIES

Cette section présente des instruments sélectionnés et des options de politiques accélérer le développement social équitable et inclusive dans les domaines de l'emploi, l'éducation, la santé, la protection sociale, la culture et la prévention des conflits.

La sélection des instruments inclusifs est basée sur:

- Générer de l'emploi décent comme première priorité pour réduire la pauvreté et rehausser les niveaux de vie;
- Répondre aux besoins sociaux urgents à travers la protection sociale adéquate et les programmes multisectoriels.
- Pour les *services sociaux*, il est généralement suggéré:
 - Du côté de **l'approvisionnement**:
 - ✓ Pour augmenter les subventions budgétaires pour les programmes sociaux pour étendre la couverture, visant la provision universelle.
 - ✓ Pour éliminer les barrières à l'accès pour les pauvres et les groupes exclus tels que:
 - Les frais pour services et frais cachés tels que les uniformes d'écoles, activités périscolaires, paiements sous la table, etc.
 - Les procédures administratives compliquées et restrictives.
 - Les services fournis dans des langues non parlées par la population.
 - ✓ Répondre aux différents besoins des femmes et hommes, par exemple répondre au fardeau du double travail des femmes et s'assurer l'accès à infrastructure adéquate en eau, assainissement, transport, et soins d'enfants.
 - ✓ Cibler les coins perdus inaccessibles.
 - ✓ Inclure les minorités et les groupes spéciaux de la population, conception des programmes cibles si nécessaire.
 - ✓ Améliorer la qualité des services d'un point de vue de l'utilisateur.
 - Du côté de la **demande**:
 - ✓ Rehausser la conscience et promouvoir le changement du comportement.
 - ✓ Soutenir la demande des services (par exemple s'assurer que les gens ont connaissance d'eux, utilisant les transferts monétaires conditionnels si nécessaire).

Emploi et travail

Générer de l'emploi décent doit être un objectif de développement primordial. Il est estimé que 430 millions d'emplois sont nécessaires pour fournir de l'emploi dans la prochaine décennie, mais le schéma de la création de l'emploi pendant les années récentes a été le contraire: l'insécurité de travail augmentée, "croissance sans emploi", et les marchés de travail segmentés avec des grands différentiels de salaires.

Les politiques du marché de travail ont été largement utilisées après la Seconde Guerre mondiale jusqu'au milieu des années 70, coïncidant avec les salaires réels importants et la croissance de l'emploi. Historiquement, les pays avec des expériences de développement réussies ont intervenus dans leurs marchés de travail; les

gouvernements ont progressivement formalisés la main-d'œuvre comme un moyen pour augmenter la base d'imposition, construire les systèmes de protection sociale, rehausser les niveaux sociaux et développer leurs marchés intérieurs. Toutefois, pendant les années 80 et 90, "les Etats-Unis ont déréglementés le marché de travail et l'Etat providence résiduaire est devenu largement reconnu comme le modèle pour la bonne performance de l'emploi... salaires plus bas, moins de sécurité d'emploi, et soutien de revenu réduit" (Howell, 2005:2). L'inégalité des salaires et des revenus ont augmentés dans la plupart des pays y inclus les Etats-Unis, promu par les réformes du marché du travail. En 1965, les PDG étaient payés 51 fois autant qu'un salaire minimum aux Etats Unis; en 2005, ceci a augmenté à environ 821 fois; dans la plupart des pays en développement, particulièrement en Afrique, le nombre des "travailleurs pauvres" a augmenté. Les réformes de la flexibilisation du travail n'ont pas conduit à une augmentation du travail; selon l'OIT, les moyennes mondiales montrent que tous les deux les taux de chômage et la proportion emploi population sont restés constants entre 1995 et 2005. Les réformes de travail ont plutôt conduit à une augmentation de l'informalisation de la main-d'œuvre, essentiellement en Amérique Latine, L'Europe de l'Est et l'ex-Union Soviétique. Cette augmentation de la précarité du travail a non seulement eu un impact négatif sur les gens qui vendent leur travail, elle a aussi réduite la base d'imposition nationale, a limitée le financement pour les politiques sociales, a rétracté les marchés intérieurs, et a causé la migration².

Les Stratégies de Développement National devraient promouvoir des schémas de développement absorbant du travail. Ceci exige une action coordonnée de tous les ministères liés au développement et une appréciation des interconnexions entre les politiques économiques et sociales. Les différentes politiques et les différents schémas de croissance sectoriels affectent la réduction de la pauvreté; la réduction de la pauvreté est plus forte quand la croissance est à forte intensité de travail. Pendant les années 80 les politiques économiques ont été détachées des objectifs sociaux tels que générer de l'emploi et protéger les revenus des gens. Les politiques économiques étaient abandonnées avec mise au point étroite concernant contenir l'inflation, les déficits budgétaires, libéraliser les marchés et commerce produit/facteur, et étaient une raison majeure pour laquelle l'inégalité a augmenté mondialement. Finalement, l'emploi complet a lieu seulement si la croissance économique d'un pays et les activités absorbent du travail. Pour ceci, les gouvernements ont besoin des politiques macroéconomiques sensibles à l'emploi, comme présente dans d'autres Notes d'Orientation de l'UN DESA. En opposition à la sagesse conventionnelle dans la théorie macroéconomique, les effets de la politique monétaire et fiscale sur la demande totale sont importants pour l'emploi.

La génération de l'emploi est une condition nécessaire mais non suffisante pour la réduction de la pauvreté; de nombreuses personnes dans les pays en développement travaillent de longues heures pour une rémunération insuffisante, sous de mauvaises conditions de travail et ne sont pas capables de sortir leurs ménages de la pauvreté. C'est pourquoi l'OIT a introduit le "programme pour un travail décent" en 1999. Il implique (i) revenu juste, (ii) niveaux au lieu de travail, (iii) protection sociale pour

² Economic Policy Institute (2006): *L'état du travail en Amérique* ILR Press, Cornell University; OIT (2006): *Le Rapport de l'Emploi Global (tendance bref)*, Genève: Organisation International du Travail.

tous, (iv) développement des compétences pour une productivité accrue, et (v) dialogue social

Catégorie 15
Comment Générer de l'Emploi Décent

Les emplois décents sont un résultat de politiques macroéconomiques et de travail adéquates :

- (i) politiques macroéconomiques et sectorielles sensibles à l'emploi:
 - Politiques monétaires et fiscales qui promeuvent la totalité de la demande; une politique monétaire renforcée concentrée pour contenir l'inflation ne génère pas de des emplois.
 - Une politique de taux de change adéquat combiné à la politique de technologie pour inciter la croissance de la productivité; ouverture du commerce graduel et consécutif pour le soutenir.
- (ii) Les politiques sociales: L'emploi décent n'est pas seulement au sujet de la génération d'emplois, la plupart des personnes pauvres travaillent de longues heures mais ils ne peuvent pas sortir leurs familles de la pauvreté; il est également au sujet des salaires adéquats et conditions adéquates.
 - Pactes/Dialogue sociaux
 - Politiques du marché de travail actif et passif, y compris les niveaux de travail et revenus justes

Les politiques et programmes du marché du travail sont importantes pour réduire la pauvreté, faciliter le développement du capital humain, et lutter contre la discrimination, améliorer les conditions de travail, allouer des ressources humaines à leurs utilisations les plus productives, et encouragée la croissance et la développement. Les programmes et politiques suivants peuvent être considérés:

Programmes du marché du travail actif

- Génération de l'emploi direct (promouvoir des petites et moyennes entreprises, coopératives, subventions de salaires, travaux publics, schéma d'emplois garanti).
- Bourse du Travail ou services d'emploi (courtage du travail, offices d'orientation)
- Programmes de développement des compétences (formation et perfectionnement du travail pour accroître l'employabilité et la productivité).
- Programmes spéciaux pour les jeunes et les personnes handicapées.

Politiques du marché du travail passif

- Assurance de chômage.
- Politiques de soutien de revenu.

- Niveaux de réglementation du travail tels que les politiques de salaires adéquates (salaires minimum, indexation de salaires, salaire égal pour travail de valeur égale), provisions de sécurité d'emploi (recrutement/renvoi d'employés), conditions de travail (age minimum, heures de travail maximum et heures supplémentaires, provisions de congés, santé et sécurité occupationnelles), relations industrielles, protection spéciale pour les mères, et provisions d'antidiscrimination pour protéger les femmes et les minorités.

Les questions d'administration du travail sont très importantes, particulièrement la capacité des Ministères du Travail pour examiner les conditions de travail pour s'assurer de l'application et de la réglementation.

- Un département de travail a besoin d'avoir du personnel suffisant au niveau national et local.
- Il y a deux types d'inspections: (i) contrat de routine et établir des rapport de masse salariale des firmes et (ii) inspections sur place.
- Mécanismes de règlement des différends ont besoin d'exister: Commissions de contrôle, Cours du Travail. Ceux la doivent inclure les processus de s plaintes et d'appels pour les employeurs ainsi que les employés.

Questions de politiques cruciales:

(1) Commencer le programme de travail: Les pactes sociaux pour les politiques de la génération de l'emploi

Les Stratégies de Développement National sont les meilleures pour articuler les politiques du marché de travail avec des synergies [positives entre les développements économique et social. Les Stratégies de Développement National, a travers leurs pactes sociaux, conviennent bien pour arriver a des solutions optimales dans les politiques macroéconomiques, le besoin pour la productivité, la sécurité de l'emploi et des revenus et le soutien pour les entreprises générant de l'emploi. Le niveau de protection, les bénéfices et la flexibilité varieront d'un pays a l'autre; la clef est l'identification d'un équilibre pour s'assurer d'une activité économique durable et des résultats sociaux positifs, la ou les employeurs peuvent gagner sur les gains de la productivité et les travailleurs de la sécurité de l'emploi et des revenus.

La coordination adéquate des politiques économiques et sociales est cruciale pour la réussite. Le dialogue social sur les questions du travail et la compétitivité ne sont pas suffisants; les politiques macroéconomiques fermes, restrictives pour l'emploi, hautement compressionnaire ont des effets défavorables sur l'emploi. Le besoin d'être cohérent entre les politiques du travail et la compétitivité, et les politiques monétaires et fiscales. Les histoires récentes de réussite incluent le Danemark, l'Irlande, les Pays-Bas et la Suède; ces pays tiennent en équilibre les politiques macroéconomiques, la protection sociale et les normes du travail pour les travailleurs, et les politiques compétitives pour les employeurs. Certains de ces pays ont surpassé l'expérience des Etats Unis en matière de la génération de l'emploi, sans embarquer sur les programmes de flexibilisation du travail.

Catégorie 16

l'Espagne: Les Pactes Sociaux de Moncloa

En 1975, l'Espagne est entrée dans une transition à la démocratie après des décades de régime autoritaire. Les agitations du travail se sont développées avec la détérioration de l'économie, pas de plans de négociation collectifs en place et instabilité politique. En octobre 1977, le gouvernement récemment élu a fait appel à un accord politique national pour réussir la transition. Les partis politiques majeurs, les groupes économiques et du travail ont mis de côté leurs différences. En se réunissant au palais du gouvernement de Moncloa, ils se sont mis d'accord sur un nouveau consensus de développement pour le pays. Ceci a inclus une recommandation d'une augmentation de salaire de 20%, une réduction de contrôles et de restrictions des entreprises, des réformes fiscales, une meilleure gouvernance et une redéfinition du rôle de l'état, l'armée et la police, aussi bien que la liberté d'expression et d'association. Les Pactes de Moncloa sont considérés comme un des Pactes sociaux les plus réussis des temps récents.

Voir: Maravall (1986): Le changement politique en Espagne et les perspectives pour la démocratie, dans O'Donnell, Schmitter et Whitehead (eds): *Les transitions du gouvernement autoritaire*.

La transparence et l'information et le dialogue social sont les meilleurs instruments pour promouvoir un consensus parmi toutes les parties impliquées et pour atteindre des solutions optimales. Pour ceci, certaines conditions sont nécessaires :

- Une bonne compréhension des liens entre les politiques économiques et sociales
- Une négociation collective réussie a tendance à avoir lieu quand les négociations sont centralisées (pas au niveau de l'usine), quand les syndicaux ont de grands nombres de membres et sont bien coordonnés.
- Promouvoir la liberté d'association pourrait avoir besoin de travailleurs avec de la protection et la sécurité, puisque les violations de leurs droits de s'associer persistent dans des formes différentes, y inclus le meurtre, la violence, et le refus de permettre aux organisations le droit légal d'exister et de fonctionner.
- Les syndicaux peuvent être une force positive pour le développement, mais s'ils sont trop confrontationnels, peuvent endommager le développement. Idéalement, les syndicaux, les compagnies et les gouvernements travaillent ensemble pour chronométrer adéquatement les politiques macroéconomiques

général de l'emploi, réussir l'augmentation de la productivité pour accroître la compétitivité des entreprises, et maintenir la sécurité du travail et la protection sociale. De plus, les syndicats peuvent travailler ensemble avec les gouvernements pour améliorer le gouvernement d'entreprise, donnant un coup de main pour éliminer les fautes professionnelles et les abus parmi les entrepreneurs.

- Les coûts de ne pas s'engager dans le dialogue social incluent les pertes de productivité à cause des disputes du travail, les conflits, et l'effondrement potentiel des pactes sociaux nécessaires pour le développement national.

(2) Normes du Travail et Revenues Justes

Les pays doivent viser à un réseau législatif approprié qui parvienne à un équilibre entre l'efficacité économique et la protection du travail, y compris les provisions sur les questions telles que l'âge minimum, la santé et sécurité occupationnelles, un salaire minimum, heures maximum et heures supplémentaires, bénéfices des emplois, ou provisions d'antidiscrimination pour protéger les femmes, les personnes handicapées, les minorités.

- La plupart des pays ont ratifié les conventions internationales sur la question, et ont des provisions légales nationales.
- *Les normes centrales du travail*: Une ratification explicite pour eux n'est pas nécessaire pour faire partie du réseau législatif d'un pays; en vertu de leur qualité de membre de l'OIT, tous les pays sont tenus de promouvoir les normes de travail central fondamental qui consistent en: (i) liberté d'association et la reconnaissance efficace du droit à la négociation collective, (ii) l'abolition de toutes les formes du travail forcé ou obligatoire, (iii) l'élimination de la discrimination pour ce qui est de l'emploi et le métier, et (iv) l'élimination du travail des enfants.
- Normalement, les normes du travail sont mises en œuvre progressivement, à commencer par les aspects clés ou secteurs, par exemple, limite dans le temps pour lutter contre le travail des enfants qui commence, dans une première étape, en évitant le travail des enfants dans des activités dangereuses (la prostitution, les mines, les explosifs, etc.)

Catégorie 17
Arguments pour le Programme de Travail Décent

Pendant les années 80 et 90, l'argument du marché conventionnel était qu'un marché de travail flexible avec un règlement limite était meilleur pour le développement puisqu'il réduisait les coûts et rendait les firmes plus compétitives, augmentait les activités de gestion d'entreprise et par conséquent permettait de créer plus d'emploi. Toutefois, l'évidence récente montre que :

- *Emploi*: La flexibilité du travail n'a pas été accompagnée par une augmentation d'emploi dans des économies où la demande de travail est basse, une situation fréquente pour la plupart des pays. Elle conduit plutôt à une informalisation et la précarité du travail. De nombreux pays européens (par exemple le Danemark, l'Irlande, les Pays-Bas, l'Espagne, la Suède) ont substantiellement réduit le chômage sans réformes du marché du travail et en maintenant des programmes de chômage généreux (Howell, 2005). L'emploi n'est pas lié à la flexibilité du marché du travail, mais aux politiques macroéconomiques qui sont efficacement coordonnées avec des politiques sociales. Les États-providence de l'Europe du Nord (Danemark, Pays-Bas, Norvège et Suède), avec des taux d'emploi aussi élevés que les États-Unis et le Royaume-Uni, démontrent que l'emploi est complètement compatible avec les marchés du travail "rigides", protection sociale forte et négociation collective.
- *Productivité*: Il est pleinement démontré que le travail décent augmente la productivité; il améliore la santé, les compétences et la motivation des travailleurs, réduisant les rotations de travail inutile.
- *Les coûts du travail*: Il y a plus de polémique concernant ses effets sur les coûts du travail. Rehausser les niveaux corrèle avec les coûts de travail croissants; mais, il y a aussi une évidence que:
 - Des normes de travail supérieures, à moins d'être très élevées, ne réduisent pas l'investissement direct à l'étranger FDI (OCDE, 2000); dans des pays en développement, l'FDI présente plus de soucis pour les questions de non-travail tels qu'accéder aux marchés intérieurs, la corruption ou la qualité de l'infrastructure.
 - Les normes de travail plus élevées ont un impact sur les firmes locales à forte intensité de travail utilisant des travailleurs non compétents à des salaires très bas sans protection; toutefois, la compétitivité d'un pays peut avoir en exploitant la main-d'œuvre bon marché est de courte durée, pousse un pays à une "course vers le bas", et ne contribue pas au développement du marché intérieur.
 - L'activisme des investisseurs ainsi que des consommateurs dans les pays en développement demandent des niveaux plus élevés et les firmes locales d'exportations peuvent le mettre à profit (DFID, 2004).
- *Réduction de la pauvreté*: Les impacts sur la réduction de la pauvreté sont importants. Les blessures liées au travail peuvent plonger les familles dans la pauvreté, évitables avec la santé et la sécurité occupationnelles adéquates et la protection sociale. Des meilleures recettes réduisent la pauvreté, et ont un impact positif sur la réduction du travail des enfants, et augmentent les chances qu'un enfant sera instruit.
- *La demande intérieure*: En augmentant les revenus, le programme du travail décent contribue à la hausse de la demande intérieure et à développer les marchés nationaux.
- *Egalité*: Les normes de travail luttent contre la discrimination dans l'emploi et sont des clés pour le soutien des politiques inclusives des femmes, ou des groupes ethniques ou minoritaires. La liberté d'association peut permettre même des travailleurs informels de négocier des meilleurs prix pour leur travail.
- *La stabilité politique*: Le dialogue social peut former des alliances nationales pour le développement; les citoyens vivant avec plus de dignité et des revenus ont tendance à soutenir leurs gouvernements.

Tous les gouvernements s'engagent à soutenir "le plein emploi et le travail décent pour tous ... comme un objectif central de nos ... stratégies de développement national" au Sommet mondial 2005. Le programme de travail décent est officiellement appuyé par les agences de l'ONU et par des financiers importants comme l'UE.

Sources: DFID (2004): *Les normes du travail et la réduction de la pauvreté* Commission de l'UE (2006): *Promouvoir le Travail Décent pour tous : La contribution de l'UE à la mise en œuvre du programme du travail décent dans le monde*, Howell (2005): *Lutter contre le chômage. Pourquoi les réformes du marché du travail ne sont pas la réponse*, OCDE (2000): *Commerce international et normes centrales du travail*. Assemblée générale de l'ONU (2005): *Résultats du Sommet mondial*. Nations Unies

La législation concernant le recrutement inclut une action affirmative pour promouvoir certains groupes (par exemple les femmes, les personnes d'une basse classe sociale ou d'un groupe ethnique exclu, les personnes handicapées; voir catégorie 18); une variété de pays a développée des politiques d'action affirmatives pour autonomiser les groupes sociaux exclus; la politique est opposée par ceux qui soutiennent la méritocratie et par les arguments des groupes s'emparant des bénéficiaires.

Législation concernant la résiliation: Normalement, les employeurs demandent de donner une période légale de préavis avant de renvoyer des employés, satisfaire des conditions minimum de licenciement, négocier des réductions des dépenses de grande envergure avec les syndicaux, aider les travailleurs déplacés pour récupérer des droits légaux impayés tels que des arriérés des salaires.

- *Questions:* Une législation minimale ou aucune sur la résiliation donne aux firmes tous les pouvoirs, particulièrement quand elle leur permet de renvoyer des employés sans préavis ou compensation, et a des impacts négatifs sur la productivité, puisque l'insécurité de l'emploi décourage les travailleurs d'améliorer leur performance pour la compagnie. Un préavis de résiliation en avance, une compensation juste et des politiques de redéploiement sont nécessaires d'un point de vue du développement social. D'un autre côté, des règlements/rigidité de travail excessifs sont des découragements pour les activités d'entreprise; en particulier, des pratiques comme la sécurité d'occupation à vie sont fortement découragées. La solution optimale est de nouveau quelque part entre les deux, tenant en équilibre la sécurité d'emploi et le soutien pour les entreprises générant de l'emploi.
- *Mise en oeuvre:* Droit de travail adéquat sur le recrutement pour emploi et

Catégorie 18

L'Action Affirmative de la Malaisie

Introduite en 1970, la Nouvelle Politique Economique de la Malaisie de 1970 a mis en vigueur les politiques pro-Bumiputra en réponse aux émeutes raciales de 1969. Visant "la restructuration de la société" pour réduire les disparités interethniques, elle a utilisé des quotas (admission aux universités et aux collèges, bourses d'études publiques, positions au gouvernement et propriété d'entreprise) comme une stratégie pour fournir des opportunités à la population ethnique Malais, au moment où, un groupe économiquement et socialement exclu principalement de pauvres agriculteurs, pendant que le secteur des affaires locales était dirigé par les Chinois ethniques. Après plus de 30 ans d'action affirmative pour la majorité malais, le système n'est plus justifié et est progressivement abandonné et remplacé par un système plus méritocratique. Toutefois, une fois introduits, de tels programmes sont difficiles à supprimer progressivement.

Voir: Jomo KS (2004): *La Nouvelle Politique Economique et les Relations Interethniques en Malaisie*.

renvois. Le mécanisme de règlement des différends a besoin d'être en place.

Les politiques de salaire sont importantes du point de vue des droits de l'homme. Pendant la récession, la crise ou dans des conditions de grand excès d'offre de main d'œuvre comme dans la plupart des pays en développement, les employeurs se trouvent en forte position de négociation. Les employeurs peuvent obtenir la main d'œuvre à des salaires aussi bas que la valeur d'un repas journalier, même si les critères de productivité permettent des salaires plus élevés, par ce que la seule alternative pour les travailleurs peut être la famine. La législation de salaire minimum correctement appliquée peut et doit empêcher de tels abus.

Pendant les années 80 et 90, les politiques des salaires ont été découragées dans les pays en développement comme inefficaces étant donné le grand nombre de personnes dans le secteur informel, les difficultés de mise en application et les recherches des compagnies de main d'œuvre bon marché. Toutefois, une recherche concrète récente

montre une relation positive entre le salaire minimum et la réduction de la pauvreté (Lustig et McLeod, 1997). La relation est constatée à travers des différentes mesures de pauvreté (les taux de comptage de personnes pour les seuils de pauvreté extrêmes et modérés, vide de pauvreté, consommation de calorie) et des groupes de population (ruraux et urbains). De plus, il y a une forte évidence que les salaires augmentés conduisent aux gains de productivité et haussent la demande intérieure; ceci a conduit des compagnies importantes à payer des travailleurs parfois au dessus des niveaux nationaux, par exemple les fabricants d'automobiles tels que Ford (Etats Unis) et Fiat (Italie).

- *Identifier une augmentation de salaire minimum adéquate:*
 - Le salaire minimum varie d'un pays à l'autre, et même de région en région. En principe, ils devraient permettre pour une famille moyenne de satisfaire son minimum basique, non seulement la nourriture, les besoins.
 - Les salaires minimum peuvent être un bon moyen pour réduire la pauvreté, mais ils ne doivent pas être augmentés non critiquement. Les coûts aux secteurs public et privé (et leurs liens aux pensions et d'autres bénéfiques qui ont tendance d'être indexés aux salaires minimum) devraient être évalués prudemment pour s'assurer que la politique est abordable et qu'il y a un équilibre optimal qui contribue à la réduction du développement ainsi qu'à la réduction de la pauvreté. Le niveau des salaires adéquats devrait être déterminé à travers l'équilibrage des contributions/bénéfices sociaux, les impôts, et la part du profit de l'employeur.
- *Mise en oeuvre de salaire minimum:*
 - Par ordonnance ou loi, idéalement universelle, applicable à n'importe quel travailleur dans le pays;
 - La mise en vigueur des lois ne garantit pas mise en application; ceci normalement dépend des inspecteurs du travail et des syndicaux qui tiennent les compagnies responsables et exécutant. Les mécanismes de règlement des différends ont besoin d'être en place.

D'autres mécanismes de détermination de salaires sont *une indexation des salaires à l'inflation*. Un souci plus grand des travailleurs est de maintenir la valeur réelle des salaires. Les employeurs (concernés par les coûts travail), et les gouvernements (par l'inflation), se trouvent souvent partageant la même position quand il s'agit d'augmentation de salaires dans des négociations tripartites, et l'indexation a tendance à être plus basse que l'inflation.

- *Identifier une augmentation de salaire adéquate:* Quelques pays européens et asiatiques ont établi des Conseils de Salaires Nationaux pour des négociations tripartites pour s'assurer des solutions optimales et maintenir de bons niveaux de productivité et de compétitivité internationale. A Singapour, le supplémentaire aux augmentations des salaires à travers le Conseil des Salaires Nationaux, la participation aux bénéfiques en forme de bonus a été encouragée comme un avantage de productivité et un moyen de partager l'intérêt dans le développement de l'entreprise par les syndicaux; en 2006, dans le cadre de l'*Ensemble du Progrès*, un programme pour augmenter la redistribution des profits de la croissance parmi les Singapouriens, le *Plan du Tarif Subventionné* a été introduit par le gouvernement pour soutenir les travailleurs à salaires bas (allant de US\$75

a 375 mensuellement, a être paye 90 pour cent comme un transfert monétaire et 10 pour cent comme une contribution au plan médical *Medisafe*).

- *Mise en oeuvre*: Par ordonnance/loi, ou comme une recommandation du gouvernement.

(3) Développement des compétences pour une productivité accrue

Le développement des compétences inclue une variété de programmes de formation avant l'emploi pour les jeunes, et reformation et augmenter les compétences pour les travailleurs. La formation peut inclure des travailleurs, des opérateurs compétents (chauffeurs, mécanographes) aux techniciens et para professionnels (électronique, paramédical, infirmières, etc.). Les programmes de développement des compétences sont fournis par des agences publiques (Ministères du Travail et de l'Education) aussi bien que des compagnies privées. Ce qui est essentiel est un lien adéquat avec la demande du marché du travail et les requêtes des employeurs; ceci peut être accompli le mieux quand il est combine a des stages dans des compagnies.

Souvent, les formations a court terme pour augmenter les compétences sont assures aux *échanges de travail ou services d'emploi*. Ceux la sont des courtages d'emplois et des offices de conseils. L'objectif principal est de lier l'offre de la main d'œuvre a la demande, assortir les personnes cherchant de l'emploi aux vacances d'emploi, aider les chercheurs d'emploi a améliorer leurs CV ou données biographiques, faire les premiers entretiens, et aider les travailleurs a améliorer la productivité et trouver des meilleurs emplois (par exemple dactylographie, compétences de téléphone, etc.). Les échanges du travail ou services d'emploi sont relativement économiques et devraient être promus puisqu'ils sont des éléments importants pour faciliter le marche du travail dynamique; toutefois, il est important de reconnaître leurs limites dans les pays ou la demande de main d'œuvre est basse.

(4) L'emploi productif et librement choisi

Les interventions de génération d'emploi directes pour promouvoir les travaux publics, le travail indépendant, les programmes d'emploi des jeunes, les plans d'emploi garantis, les subventions des salaires aux compagnies, soutien aux coopératives ou aux petites ou moyennes entreprises. Ils sont les programmes d'emploi les plus grandement finances dans les pays de l'OCDE. Ces interventions peuvent positivement créer de l'emploi et soutenir les travailleurs désavantagés ou exposés, mais la substitution, poids mort, et les effets de déplacement peuvent gaspiller leurs bénéfices potentiels. La bonne conception de programme, la mise en oeuvre et plus particulièrement la surveillance prudente sont essentielles, exigeant que les compagnies avantagées divulguent de l'information d'une façon transparente.

- *Salaires et subventions d'emploi*: Souvent, les compagnies reçoivent une pause d'impôts, des subventions, des contrats de gouvernements assurés, des crédits subventionnés et d'autres avantages financiers; la logique de cette stratégie publique est d'attirer des investissements. La génération d'emploi peut être ajoutée comme un critère pour recevoir un soutien public. Les coopératives, les petites et moyennes entreprises et les grandes entreprises peuvent être subventionnées selon le nombre d'emplois elles créent. En soutenant les compagnies, les gouvernements peuvent encourager la création d'emploi à long terme et le développement économique. *La détermination de la durée et le degré*

des subsides de salaire varient d'un pays à l'autre; sous le Crédit d'impôts d'emploi des Etats-Unis, les compagnies sont payes 50 pour cent de subventions de salaire jusqu'à deux ans. Des bénéfices spéciaux aux compagnies peuvent être ajoutés si les firmes emploient des personnes avec moins d'opportunités tels que les jeunes gens ou les personnes handicapées; par exemple le programme "Jobstart" pour les jeunes en Australie et le Royaume Uni.

- *Les Programmes de travaux publics* sont largement utilisés comme des mesures d'emploi à court terme. Les travaux publics ne réduisent pas le chômage à long terme; les objectifs sont: (i) fournir des emplois d'urgence (par exemple une mesure anti-pauvreté, pendant une crise économique) et (ici) gardant les travailleurs en contact avec le marché du travail, réduisant les chances de devenir stigmatisés en étant au chômage pour trop longtemps. Normalement la méthode de ciblage est l'auto-sélection (Catégorie 19)

(5) Protection Sociale pour tous

Ceci fait parti du programme du travail décent mais dans cette Note concernant la Politique mais elle est abordée dans la section sur les Politiques de Protection Sociales.

Liens:

- OIT *Webpage du Travail Décent* <http://www.ilo.org/public/english/decent.htm>
- Banque Mondiale: Marchés du Travail
<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALPROTECTION/EXTLM/0,,menuPK:390621~pagePK:149018~piPK:149093~theSitePK:390615,00.html>

Catégorie 19

L'Acte de Garantie d'Emploi Rural Indien

Inspire par l'Acte de Garantie de l'Emploi d'Etat de Maharashtra en 1976, un programme national était décrété en septembre 2005. Le programme est une stratégie majeure pour lutter contre la pauvreté en Inde rurale, promettant un emploi salarial au moins 100 jours à chaque ménage rural dans lequel les membres adultes sont bénévoles pour faire du travail manuel incompétent. N'importe quel adulte qui demande du travail sous l'Acte a droit d'être employé dans les travaux publics dans 15 jours ? par conséquent, L'Acte de Garantie d'Emploi donne un droit légal universel et applicable à l'emploi basique. Le programme commence dans 200 districts, pour être élargi à tous les 600 districts de l'Inde en cinq ans. Les gouvernements d'état, les institutions Panchayat Raj aussi bien que les ONG sont impliquées dans la mise en oeuvre. Il est attendu que le programme coûtera 2% du PIB et aura un impact positif important protégeant les ménages ruraux de la pauvreté et de la famine, réduisant la migration ruro-urbaine, et encourageant un ordre social plus équitable dans les zones rurales.

Voir: <http://rural.nic.in/rajaswa.pdf> ; Ghosh, J. (2006): *Inde: Droit de Travailler comme Politique Sociale*.

Education

L'éducation est étroitement virtuellement liée à toutes les dimensions du développement – humain, économique, et social. Une main d'œuvre instruite et techniquement compétente est cruciale pour la croissance économique à long terme. Développer la formation des filles a un effet positif sur la fertilité, la mortalité infantile, la nutrition, les taux d'inscriptions de la prochaine génération. L'éducation est aussi un facteur clé dans l'amélioration de la gouvernance, puisque l'éducation autonomise les personnes, leur permettant de développer la pensée critique et les compétences de la vie. L'éducation comprend:

- **Le développement du jeune enfant (ECD)** pour s'assurer du développement psycho-motif équilibré de l'enfant à travers la nutrition basique, la santé préventive, et programmes éducatifs
- **Enseignement primaire**
- **Enseignement secondaire**
- **Etudes supérieures**
- **Enseignement technique et formation professionnelle (TVET)**
- **Education non formelle et programmes d'adultes**
- **Education spéciale pour des personnes avec des handicaps intellectuels ou psychosociaux.**

Questions de Politique Critiques

(1) Eliminer les frais et promouvoir l'enseignement primaire libre et universel

Réaliser les OMD s'est traduit en augmentation importante des taux d'inscriptions d'écoles pendant les années récentes. Une partie de ce progrès est le résultat de

l'élimination des frais d'écoles. Ceci inclue éliminer les frais insoupçonnés tels que les uniformes d'écoles, les activités parascolaires, paiements sous la table, etc. Les frais étaient introduits pendant les années 80 et 90 dans le cadre des mécanismes de récupération des coûts pour promouvoir l'efficacité sectorielle et faire face à des réductions de budget sévères résultant des programmes d'ajustement; ça a eu des impacts sociaux négatifs remarquables. L'Uganda était un des premiers pays à s'éloigner des frais, introduisant une politique d'enseignement primaire universel en 1996 qui est parvenu avec succès à réduire le vide dans la scolarisation pour les pauvres et plus tard le vide du genre dans les inscriptions. L'expérience dans d'autres pays (par exemple le Cameroun, le Kenya, la Malawi, la Tanzanie) soutien fortement l'argument que les frais restreindraient les inscriptions des étudiants, et il y a actuellement un accord mondial sur le besoin d'éliminer les frais pour l'enseignement primaire et l'enseignement de base.

Éliminer les frais dans les écoles n'est pas suffisant pour s'assurer des population instruits; l'instruction exige garder les enfants à l'école. L'inégalité dans la rétention et les taux d'achèvement reste élevée pour beaucoup, particulièrement les filles, étant donné les besoins impérieux des ménages pauvres (l'économie des soins du ménage qui fait sortir les filles des écoles, les coûts d'opportunité des enfants à l'école au lieu de travailler, nutrition déficiente, etc.). Les transferts monétaires conditionnels comme PROGRESA/Oportunidades au Mexique (Catégorie 20), conditionnel sur la présence à l'école, sont de bonnes pratiques pour s'assurer que les filles assistent aux classes, pour dissuader l'utilisation du travail des enfants comme une stratégie pour surmonter les risques, pour promouvoir la demande pour les services et pour donner des opportunités aux enfants dans des ménages pauvres/exclus. D'autres politiques de rétention peuvent inclure des programmes d'alimentation d'écoles, des bourses d'études, exonération des frais de scolarité, et des mesures de sécurité spéciales pour les filles (transport, latrines séparées, nombre de professeurs femmes).

Catégorie 20

Le Programme Progres/Oportunidades du Mexique

Le programme a commencé en 1997 et couvre actuellement 20% de la population du Mexique : les ménages ruraux et urbains à faible revenu. Le programme consiste de transferts monétaires conditionnels pour les mères, spécifiquement:

- L'éducation: Jusqu'à \$58 (garçons) et \$66 (filles) si les enfants assistent à 85% des classes
- La santé: Soins médicaux basiques gratuits pour tous les membres de la famille; un nombre d'examen et entraînements sur la santé et la nutrition donne accès à des transferts monétaires pour la nutrition.
- La nutrition: \$15 par famille pour une nourriture meilleure aussi bien que des vitamines/micronutriments pour les enfants et les mères enceintes/allaitantes.

Le programme a été réussi. Donner de l'argent aux ménages pauvres a réduit le nombre des personnes au dessous du seuil de pauvreté par 10% dans quelques années. En faisant de la promotion pour l'utilisation des services de l'éducation et de la santé, PROGRESA/Oportunidades a eu des impacts positifs sur la santé de la famille et la rétention des étudiants, particulièrement des filles, aussi bien que la satisfaction des personnes des services publics. Les transferts monétaires ont également eu un effet très positif dans la monétisation des zones rurales. Le programme était tellement réussi que l'Administration Fox l'a développé, ajoutant des plans d'économies pour les études des jeunes gens et d'autres composantes.

Voir: <http://www.progres.gob.mx/> et Coady et Skoufias (2000): *L'Education, la Santé et la Nutrition Programme du Mexique (PROGRESA)*.

(2) L'importance de l'éducation secondaire, VTET et l'éducation Tertiaire

La priorité donnée à la réalisation des OMD a mis beaucoup l'accent sur l'enseignement de base et souvent l'importance d'autres services d'enseignements essentiels est négligée, endommageant les efforts de développement. L'enseignement secondaire, VTET et l'enseignement tertiaire sont essentiels pour développer les compétences professionnelles et la pensée critique dans un pays. Les pays à toutes les étapes de développement ont besoin d'experts qualifiés tels que des diplômés en médecine et des enseignants, et des compétences de gestion essentielles pour une bonne administration publique et de bonnes activités économiques. Cette année pourrait paraître évidente, mais l'importance accordée à l'enseignement de base a souvent été aux dépens du coût des études supérieures, ignorant les externalités positives des universités. L'enseignement technique et professionnel est particulièrement important par ce qu'il donne aux personnes avec des compétences appropriées du marché qui améliore les perspectives de l'emploi. Ceci est particulièrement vrai quand les programmes sont correctement conçus pour répondre aux activités productives locales. Quand il est lié à des programmes de soutien de l'emploi comme "premier emploi" pour les jeunes gens, il peut avoir des impacts sociaux positifs majeurs. Une question critique est le financement. Historiquement, de nombreux pays de l'OCDE au 19ème siècle, y inclus les Etats Unis, assuraient l'enseignement secondaire et tertiaire gratuits dans le cadre de leur stratégies de développement, mais les réalités de financement de nombreux pays en développement n'ont pas rendu ceci possible. Dans la plupart des endroits, l'enseignement secondaire, VTET et l'enseignement tertiaire reçoivent un soutien public mais exigent

des frais des étudiants. La convention de l'ONU sur les droits de l'enfant soutient l'enseignement primaire gratuit et, la où c'est approprié, l'enseignement secondaire gratuit pour élargir l'accès.

(3) La qualité et la pertinence de l'Enseignement:

Les systèmes d'éducation ont besoin de s'assurer que les enfants et les jeunes gens acquièrent la pensée critique, les compétences pour la solution des problèmes et la connaissance nécessaire pour réussir dans le monde d'aujourd'hui. Réforme des programmes scolaires, y inclus les programmes scolaires améliorés qui satisfont les besoins locaux (particulièrement dans les zones rurales, enchaînement avec les activités économiques locales), formation de professeurs, accréditation d'école et niveaux d'éducation nationale renforcé sont essentiels pour que l'enseignement soit un catalyseur pour la croissance et la réduction de la pauvreté.

(4) Autres programmes pour l'enseignement pour tous

L'enseignement pour tous exige amener les bénéficiaires de l'enseignement à chaque membre de la société dans tous les pays, ayant une attention spéciale aux filles, les communautés indigènes, les enfants handicapés. S'assurer des inscriptions et de la rétention des enfants en danger, combiné à une éducation multiculturelle et spéciale, peut réparer les iniquités dans l'enseignement. La prévalence de l'analphabétisme d'adultes élevé est un signe fort d'iniquité et d'exclusion dans un pays. L'enseignement de base non formel et les programmes d'alphabétisation pour les adultes et les jeunes non scolarisés sont importants pour une égalité accrue et la productivité dans un pays. De plus, instruire les femmes à l'âge de procréation a de forts impacts positifs dans les ménages.

Liens:

- UNESCO: <http://www.unesco.org/>
- Banque Mondiale: <http://www.worldbank.org/education>
- UNICEF: http://www.unicef.org/siteguide/resources_development.html

Santé

Le progrès dans la santé et la sécurité sociale (ou protection sociale) a été beaucoup moins positif que dans l'enseignement, c'est le moins qu'on puisse dire. Selon l'OIT, seulement 20 pour cent de la population mondiale ont quelque sorte de couverture de santé et de sécurité – et en Afrique subsaharienne et l'Asie du sud, seulement 10 pour cent ont quelque forme de couverture rudimentaire. Ceci est, 80 pour cent de la population mondiale n'ont pas de couverture du tout.

La disponibilité des services des soins médicaux et l'accès à ces services sont critiques pour le bien être des individus et des communautés, et a un impact direct sur la productivité et la performance économique. De nombreuses personnes pensent à la santé comme une question de consommation personnelle, ne réalisant pas que les progrès dans la santé sont une rentabilité économique substantielle. Dans des pays à faible revenu, autant que 95 pour cent du financement privé pour la santé provient de dépenses de poches individuelles, pendant que ce chiffre est seulement 37 pour cent dans des pays à fort revenu. Les pays en développement devraient considérer des moyens d'apporter des financements publics. Les arguments pour le soutien public

des services de santé sont forts: la santé améliorée augmente la productivité du travailleur et réduit le nombre de jours de congé à cause de maladie; pour les enfants, la malnutrition réduit l'intelligence, le poids du corps, et les retours de l'investissement dans l'éducation. Les interventions de la santé publique sont vitales pour la santé d'une société dans l'ensemble, et sont les seuls moyens efficaces d'empêcher la transmission répandue des maladies transmissibles tels que la malaria, VIH/sida, tuberculose, cholera, polio.

- **Les soins de santé primaires** comprennent des niveaux essentiels de soins de santé fournis de la même manière à chacun, tels que les soins d'urgence; soins curatifs de base, y compris la chirurgie mineure et la gestion des médicaments; la santé dentaire et buccale; la santé maternelle et reproductive; et les services préventifs (la promotion de la santé, l'éducation sanitaire, la lutte contre les vecteurs, l'immunisation et les vaccinations). Puisque les soins primaires et secondaires ont les impacts les plus importants sur la santé générale d'une population, les services publics et gratuits (ou à un taux nominal) sont encouragés.
- **Les soins de santé secondaire** incluent des services médicaux ambulatoires et des soins d'hôpitaux ordinaires (les services externes et malades hospitalisés) via référence des services des soins médicaux primaires.
- **Les soins médicaux tertiaires** incluent des services médicaux spécialisés (c'est-à-dire cardiologie) et sont généralement seulement disponibles dans la capitale, au niveau national

Il y a des questions multiples concernant le financement de la santé. Généralement, trois options principales existent:

- Systèmes de santé publique complètement financés par des revenus imposables, auxquels n'importe quel citoyen a accès gratuitement à des frais nominaux; si bien gérés et financés, ceci a les meilleurs impacts sur la santé nationale.
- Systèmes de santé privée complètement financés par des individus; d'un point de vue de l'équité ceci n'est pas une option conseillée, particulièrement dans des pays en développement. Des exonérations des frais pour des groupes à faible revenu sont une option.
- Les plans d'assurance sociale par lesquels les individus partagent les risques, pour que les ménages couverts par le plan ne paient pas le coût total aux fournisseurs de services quand ils utilisent les services. Ceci est la pratique la plus courante puisqu'il y a une importante provision privée de services de santé. Les gouvernements commencent par un plan d'assurance pour les travailleurs du secteur formel, et s'étendent progressivement à d'autres groupes comme plan supplémentaire, normalement à travers le financement croisé et/ou le soutien des recettes fiscales générales. Quelques options pour l'élargissement de la couverture sont présentées en dessous. La clé est qui est couvert et qu'est ce qui est couvert; le dernier exige une analyse prudente puisque les gouvernements peuvent ne pas vouloir voir le budget de la santé épuisé par des traitements curatifs chers.

Questions de politiques critiques

(1) Etendre la couverture des soins médicaux

Afin de rehausser le statut de santé des populations, la priorité principale est d'élargir la couverture des services de santé abordables. Ceci exige un certain degré de soutien public. Historiquement, de nombreux pays ont poursuivi les soins médicaux redistributifs basés sur des objectifs universalistes, ou bien en finançant l'assurance sociale ou en fournissant des services de santé publique basés sur les impôts. Ceci était le cas dans la plupart des pays de l'OCDE (à l'exception des Etats Unis), et certains pays à faible et moyen revenu, tels que Costa Rica, Taiwan (Province de Chine) et la République de Corée. De nombreux états Africains au début de la période après l'indépendance ont fait une tentative de développer rapidement la provision publique des services de santé à leurs populations, mais l'effort était trunqué. De plus, tous les pays socialistes tels que la Chine, le Cuba, le Sri Lanka et l'ex-Union Soviétique avant les années 80 ont créé des services de santé publiques.

Pendant les années 80, la poussée pour des réformes basées sur le marché et une approche résiduaire à la politique sociale a donné lieu à une tendance à commercialiser les services de la santé dans des pays à moyen et faible revenu. Les agences de développement ont encouragé un "mélange privé public"; la libéralisation de l'approvisionnement des cliniques privées, l'assurance et les ventes pharmaceutiques; s'éloigner des systèmes basés sur les impôts pour encourager la mobilisation de ressources locales, y compris les tarifs d'utilisateurs pour les services fournis par le gouvernement, les médicaments et les ravitaillements. Ceci représente un recul de l'état de l'approvisionnement des services de santé. Les gouvernements étaient conseillés de maintenir un rôle réglementaire minimaliste, avec la responsabilité de répondre aux échecs du marché et fournir des services de santé de base pour les pauvres quand le secteur privé n'a pas réussi à faire ce qu'on attend de lui.

L'attention renouvelée pour la réduction de la pauvreté à la fin des années 90 a conduit à la remise en cause de ce modèle, puisque l'évidence s'est dégagée qu'il a augmenté les inégalités et cause une plus grande pauvreté:

- Les frais et les mécanismes de récupération des coûts sont régressifs; les personnes qui ne peuvent pas payer sont exclues, pendant que les coûts de santé catastrophiques sont une cause clé de l'appauvrissement là où les soins médicaux sont payés des poches des gens. Selon l'UNICEF et l'OMS, les frais d'utilisateurs généralement fournissent une très petite portion des budgets de la santé, rarement plus de 5 pour cent; toutefois, ils ont des impacts hautement négatifs sur les gens pauvres puisque les services de la santé peuvent ne pas être abordables pour eux.
- Etant donné les ressources publiques très limitées, les services de la santé pour les pauvres ne se sont pas élargis suffisamment quand c'était le cas, la qualité était très basse, la plupart des gens dans le monde restent donc sans accès.
- Les services de la santé favorables aux pauvres qui ont exclu ceux qui sont en meilleure posture et ceux qui sont en bonne santé n'ont pas permis le financement croisé et le groupement des risques, l'essentiel des systèmes de santé publique dans la plupart des pays développés.

- Les soins de santé privés sont chers, ont de nombreux échecs et des motivations perverses (les fournisseurs peuvent sur-traiter les patients et intensifier les coûts). Aux États-Unis, les inégalités de la santé sont importantes et le système public résiduaire pour les citoyens à faible revenu/non absorbe en fait une quantité importante des fonds publics, particulièrement pour les personnes âgées. Les systèmes publics bien gérés peuvent être économiques.
- Paradoxalement, les pays développés ont une assurance sociale progressive établie presque universellement ou des systèmes de soins de santé basés sur le gouvernement (seulement les États-Unis et Singapour ont des actions privées au-dessus de 50 pour cent), pendant que la plupart des pays en développement à faible et moyen revenu, avec le plus grand nombre de personnes pauvres qui n'ont pas les moyens de paiement pour les services et les médicaments, ont des systèmes de soins médicaux privés régressifs. Ceci inclut l'Inde et la Chine, dont les populations souffrent sévèrement de cette barrière à l'accès aux soins médicaux.
- Statistiquement, les pays avec une espérance de vie plus longue, une morbidité à moindre importance et une productivité plus importante ont des systèmes de soins médicaux re-distributifs et des dépenses de santé publique plus élevées.

Actuellement, les agences de l'ONU et les sections des banques de développement sont en train de diriger la politique de la santé sur l'élargissement de la couverture et la reconstruction de la capacité du secteur public. Lutter contre les barrières à la santé commence par investir dans les services de soins médicaux compréhensifs, avec une provision de service adéquate au niveau local, y compris l'accès aux soins obstétricaux d'urgence. Les frais pour les services de santé de base et les médicaments essentiels sont découragés (à moins d'être nominaux).

Les options principales pour élargir la couverture de santé sont:

- *Option 1- Étendre progressivement un plan d'assurance sociale existant le rendant universel par le ciblage des groupes pauvres/exclus:* A commencer par couvrir les gens dans le secteur formel et élargir vers l'inclusion indépendants. L'universalisation exige des subventions importantes pour ceux qui sont en dehors du secteur formel, dont les formes d'emplois irrégulières ne permettent pas les arrangements d'assurance standard. Un bon exemple récent est la République de Corée; remarquablement, le gouvernement a réussi à accomplir une couverture de santé complète en seulement 12 ans. Si cette option est suivie, une question critique est le timing.
- *Option 2: Introduire les bénéfices/services universels aussitôt,* financés par les revenus des impôts/état généraux. En Thaïlande, le Premier Ministre Thaksin Shinawatra a déclaré en 2001 que les soins médicaux seraient disponibles à tous les Thaïs immédiatement à travers un système de soins médicaux universel contre des frais nominaux (l'ainsi nommé *plan d'assurance de 30-baht*) équivalent à US\$0.75 de co-paiement par visite. Pour cette option, la question critique est les ressources; l'audace d'un tel engagement politique peut aider à s'assurer qu'il sont mis à disposition.
- *Option 3: Encourager les plans micro assurance contributifs pour le secteur informel* et attendre jusqu'à ce qu'ils s'élargissent, dans l'attente que finalement le vide de couverture entre les secteurs formel et informel puisse

disparaître – comme au Bangladesh et en Inde. Plusieurs questions importantes émergent avec cette option. Premièrement la durabilité de certains plans de micro assurance; pendant qu'il y a des exemples extrêmement réussis, y inclus Grameen Kalyan au Bangladesh et SEWA en Inde, une myriade d'autres plans plus petits de durabilité et l'adéquation des bénéficiaires, étant donné les contributions modestes que les pauvres peuvent se permettre; un meilleur lien aux plans de la micro finance et la réassurance doivent être encouragés. Deuxièmement, le progrès est très lent; les plans volontaires prendront probablement des décades, si jamais, pour couvrir tout le monde dans le secteur informel. Si ceci a lieu, alors une troisième question sera l'harmonisation et les plans de fusion. Les plans mutuels et d'entraides ne devraient pas être découragés, étant donné qu'ils sont en train d'aider autant que 40 millions de pauvres et de personnes exclues; toutefois, ils ne sont pas une panacée et ne devraient pas être pris pour un remplaçant du système de sécurité sociale nationale universel.

Catégorie 21

Plan de Micro assurance Sewa, Inde

L'Association des Femmes Indépendantes (SEWA) est un syndicat enregistré qui travaille principalement avec les femmes dans le secteur informel. Depuis 1972, sa lutte a été de s'assurer que le salaire minimum est obtenu, de fournir un recours légal là où c'est nécessaire, et de s'assurer de la représentation démocratique à tous les niveaux de l'organisation. Le syndicat a presque 250,000 membres. Ils sont pour la plupart racleurs et vendeurs, travailleurs à domicile, et manouvriers. Le plan couvre l'assurance de santé (y compris une petite composante de bénéficiaires de maternité), assurance vie (décès et handicap), et assurance des actifs (perte ou dommage à l'unité de logement ou équipement de travail). Les membres de SEWA peuvent choisir de devenir membres du plan d'assurance (à présent, seulement 14 pourcent de tous les membres de SEWA sont assurés). Les composantes d'actifs et de santé viennent comme lot, et l'assurance vie est une option. La commission totale est approximativement \$1.5 (Rs60) par an pour le lot d'assurance des actifs et de la santé combinés et un supplémentaire de Rs15 prévoit une assurance vie aussi. Les commissions et les bénéficiaires sont présentement en train d'être restructurés. L'adhésion et le traitement des réclamations sont fait à travers la Banque SEWA, en même temps qu'une présence considérable sur le terrain. Les services mobiles pour la collecte des commissions (normalement associés aux dépôts de la micro finance et collecte des remboursements des prêts).

Voir: <http://www.sewainurance.org/>; Ortiz, 2001: *Protection Sociale en Asie et au Pacifique*

D'une variété de points de vue, l'option 1 apparaît la plus faisable. Dans la plupart des pays en développement à faible revenu (Afrique subsaharienne, Asie du Sud), la forme prédominante des soins primaires vient de fournisseurs privés à petite échelle traitant des individus pour des frais, particulièrement dans les zones rurales. Ceci peut être complété par des services de santé publics meilleures sous un plan d'assurance sociale. Dans la plupart des pays à moyen revenu les systèmes publics et privés coexistent, et leurs services peuvent être aussi combinés sous un plan d'assurance sociale. Commencer par récupérer le secteur formel (les classes moyennes et ouvrières), l'universalisme peut être accéléré à travers des bénéficiaires cibles non contributifs pour les pauvres/les groupes exclus, finances des revenus des budgets généraux. Par exemple, fournir des ménages à faible revenu de cartes de santé permettant les personnes d'utiliser les services de la santé gratuitement pour des frais

nominaux réduit rapidement le vide entre les pauvres et les non pauvres – une politique similaire était développée en Colombie en 1993 avec des résultats très réussies: en seulement quatre ans l'accès aux services médicaux ont augmentés de 10 pour cent à 50 pour cent de la « quintile » la plus pauvre de la population.

(2) La santé maternelle et reproductive

Ces services incluent des services de santé curatifs et préventifs pour les femmes à un âge reproductif. Les défis de la santé reproductive sont grand, et les services publics gratuits sont conseillés, étant donné leur impact positif sur (i) la santé des femmes, (ii) la santé des bébés et des bambins, et (iii) le règlement de la fertilité. Approximativement, une femme meurt chaque minute de complications de la grossesse et l'enfantement; mais la santé reproductive n'est pas seulement au sujet de la mortalité/la morbidité, elle est au sujet de la reconnaissance des droits de la femme à contrôler sa fertilité et sa sexualité, et habiliter les femmes pour éviter la violence sexuelle, le viol, les mutilations génitales et crimes d'honneur, pour citer quelques uns.

(3) Lutter contre le VIH/sida et la malaria

Ceci est une priorité globale et une partie des engagements OMD. Dans des pays en développement, lutter contre la propagation du VIH/sida et la malaria exige une aide internationale importante, puisque leur espace fiscale est limité et le traitement est cher. En Tanzanie, le soutien de budget direct des donateurs est en train de soutenir 50 pour cent des dépenses pour la santé. Les fonds globaux sont aussi essentiels, par exemple la lutte contre la malaria.

(4) D'autres programmes pour promouvoir la santé pour tous

- Les programmes de nutrition sont à faible coût et ont de grands impacts sur les pauvres. Ils ont été soulignés dans plusieurs endroits dans cette Note concernant la Politique et sont une priorité très efficace à considérer pour les gouvernements.
- L'éducation de la santé est davantage très importante pour les – des questions telles que les styles de vie saines, utilisation adéquate de l'eau, la nutrition, la prévention de maladies transmissibles y compris le VIH/sida, la santé occupationnelle et la sécurité au travail, et la connaissance des problèmes de santé dans la communauté peut être enseignée et avoir des impacts majeurs sur le bien être des populations.
- Les programmes d'immunisations aussi appartiennent à cette catégorie d'interventions à faible coût et à fort impact.
- Souvent la disponibilité des services de santé n'est pas suffisante pour s'assurer de leur utilisation: la demande devrait être promue – des transferts monétaires conditionnels comme décrits pour l'Argentine, le Brésil et le Mexique à la Catégorie 14 et la Catégorie 20 sont de bons instruments pour promouvoir la demande, expliqués en détail plus tard dans cette Note concernant la Politique.
- Des communautés isolées peuvent être servies par des services mobiles, comme les *Brigades de la Santé* de Bolivie font des examens périodiques et les services d'urgence aux communautés indigènes dans les Andes.
- Les personnes handicapées ont besoin de services spéciaux qui doivent être incorporés tels que l'orthopédie, la réhabilitation.

- Éviter l'exclusion dans les communautés indigènes exige leur consentement, le personnel médical parlant les langues indigènes et intégrant les pratiques traditionnelles d'une façon complémentaire (mais jamais les remplaçant).

Liens:

- OMS: <http://www.who.int/en/>
- UNRISD:
[http://www.unrisd.org/unrisd/website/document.nsf/\(httpPublications\)/B3F2CBF4A638E53DC12570A10045C2D4?OpenDocument](http://www.unrisd.org/unrisd/website/document.nsf/(httpPublications)/B3F2CBF4A638E53DC12570A10045C2D4?OpenDocument)

Protection Sociale

La protection sociale ou la sécurité sociale fournit une série d'instruments pour couvrir le vide entre les groupes vulnérables et les non vulnérables en diminuant l'exposition des personnes à des risques et augmenter leur capacité de se protéger contre des dangers/pertes de revenus. À cause du caractère re-distributif fort de la plupart des politiques de protection sociale, elles ne sont pas favorisées par les approches conventionnelles pendant les années 80 et 90 (à l'exception des projets de réforme de pension); dans des cas extrêmes comme la Bolivie, le Ministère de la Sécurité Sociale a été ferme. Toutefois, la protection sociale est nécessaire dans n'importe quel société par ce que les bénéfices de la croissance n'atteignent pas tout le monde, et les gens n'ont pas la même capacité de surmonter les risques. Étant donné l'urgence d'éradiquer la pauvreté, la protection sociale est actuellement à l'avant du programme du développement social.

Social protection programmes include:

- **L'assurance sociale** pour alléger les risques associés au chômage, la mauvaise santé, les handicaps, les blessures au travail, et la vieillesse.
- **L'assistance sociale**, pour des groupes sans d'autres moyens de soutien adéquat, tels que :
 - Les services sociaux, institutionnalisés ou reposant sur la collectivité, aux parties vulnérables de la population, tels que les cas d'handicaps sévères, les orphelins, les enfants des rues, les femmes battues, abus des substances psycho actives, travailleurs migrants, réfugiés.
 - Les transferts monétaires ou de marchandises conditionnels ou non conditionnels.
 - Les subventions temporaires, tels que les tarifs de lignes de sauvetage d'énergie, subventions sur le logement, ou les mécanismes de soutien de prix (par exemple soutenir les prix des aliments de base en crise).
- **D'autres plans pour aider les communautés et le secteur informel** incluent l'assurance agricole, les programmes d'insécurité alimentaire, les fonds sociaux, prévention de catastrophes et gestion.

Le mélange adéquat de politiques de protection sociale variera d'un pays à l'autre, dépendamment de risques spécifiques et vulnérabilités identifiées dans le diagnostic de la Stratégie de Développement National. La variété considérable d'instruments de protection sociale ne peut pas être décrite en détail dans cette Note concernant la

Politique; pour ceci, les références sont fournies dans la bibliographie. Une discussion sur les politiques de priorité sélectionnées est présentée en dessous : les pensions et les transferts sociaux, et d'autres programmes complémentaires pour le secteur informel, les femmes et les enfants.

Questions de politique critiques

(1) Elargir la couverture de pension

Pendant les années 90 de nombreux programmes de réforme de pension étaient promu dans les pays en développement, particulièrement en Amérique Latine et en Europe de l'Est. L'idée était d'éviter une vieille crise dans laquelle les dépenses sociales inonderaient les dépenses du gouvernement, promouvoir les contributions individuelles pour faciliter la mobilité des travailleurs, éviter la mauvaise gestion du gouvernement des caisses des pensions et avoir des externalités positives pour le secteur financier puisque les économies des gens sont investies dans les marchés des capitaux.

Le modèle général utilisé pour les réformes est un système multi-piliers. Le Pilier I implique les pensions contributives et non contributives, normalement avec un bénéficiaire défini, financé à travers un système public de paiement à l'usage (PAYGO) (la génération ouvrière actuelle payant les retraites par les contributions d'impôts), le cas le plus commun mondialement. Le Pilier II consiste des contributions définies (plutôt que des bénéficiaires définies fiables) investis dans les instruments financiers normalement à travers les fonds privés d'assurance/de la pension. Le Pilier III consiste de pensions supplémentaires volontaires pour les groupes à revenu supérieur. La plupart des réformes radicales impliquaient un abandonnement complet de PAYGO (Pilier I) pour développer les systèmes de retraites complètement financés (Pilier II).

Comme présenté dès le départ, l'assurance sociale est importante par ce qu'elle permet un financement croisé équitable— par exemple l'assurance maladie, ceux qui sont en bonne santé paient pour ceux qui sont malades; dans des pensions publiquement fournies, la génération plus jeune est gardienne pour la génération plus vieille. On a mis fin à ce contrat social inter-génération équitable dans de nombreux pays quand des systèmes financés d'une façon privée étaient introduits; toutefois, le besoin critique de réduire la pauvreté et réaliser les OMD a conduit de nombreuses personnes à remettre en cause cette approche dans des pays en développement. Les arguments sont:

- Les réformes n'ont eu aucun impact sur l'amélioration de la couverture étant donné que les pauvres n'ont aucune capacité de contribuer à des systèmes d'assurance privés chers, ni les compagnies de caisses de pensions privées ont un intérêt pour servir les pauvres.
- La transition d'un système public à un système privé financé est coûteuse, difficile de se payer pour la plupart des pays, puisque la génération actuelle doit payer pour les retraites sous l'ancien système (à travers les impôts) et payer leurs propres cotisations privées. De nombreux pays en développement, affamés de ressources pour des investissements sociaux de base, ont réformé leurs systèmes de pension et sont actuellement en train de payer les coûts fiscaux élevés de la transition.

- Les coûts administratifs des compagnies d'assurance/caisse de pension ont tendance à être très élevés, rendant les retours plus bas.
- Le risque des fluctuations du marché financier est laissé aux retraites, qui risquent de perdre toutes leurs économies de la vie si les marchés financiers s'effondrent. Dans de nombreux cas, l'état (le contribuable) agit comme un garant de dernier recours, ayant à sortir d'affaire des compagnies privées et fournir des filets de sécurité pour des citoyens en cas de baisse financière.
- L'effet positif des systèmes privés finances sur les marchés des capitaux se sont généralement produit, les rendant plus liquide et mur; toutefois, l'objectif d'un système de pension n'est pas de développer des marchés de capitaux, mais de fournir un soutien efficace aux revenus de la vieillesse.
- De plus, investir les économies dans des instruments financiers autres que des émissions nationales voudrait dire une perte de ressources pour les gouvernements, puisque les économies de la pension ont été cruciales dans le financement des investissements publics dans de nombreux 'industrialisants récents' (par exemple l'électrification en Finlande, le logement à Singapour, etc.).

Il y a une variété d'options quand on réforme un système de pension, et elles doivent être prudemment évaluées, évitant les pressions des compagnies d'assurances et d'autres droits acquis. L'expérience récente montre que les systèmes des pensions publics (PAYGO/Pilier I) sous bonne gouvernance restent les meilleurs d'un point de vue d'équité dans les pays en développement; ceux là peuvent être accompagnés par des caisses de pensions privées pour les groupes à revenus supérieures.

Des pays comme l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, la Namibie ou l'Afrique du Sud, ont introduit des caisses de pension non contributives universelles comme un instrument pour lutter contre la pauvreté (Catégorie 22). Ceci a pris une variété de formes, de l'universel Bono Solidario (BONOSOL) en Bolivie (US\$225 par an à n'importe quelle vieille personne au dessus de 65 ans) aux pensions du Brésil pour la population rurale à ou au dessus de 60 (hommes) et 55 (femmes) avec un bénéfice mensuel équivalent au salaire minimum national (approximativement US\$87 par mois). Pendant que les bénéfices fournis sont modestes, les impacts sur la réduction de la pauvreté ont été importants. L'OIT indique que les pensions sociales et les transferts ont réduits le vide de pauvreté en Afrique du Sud par 47 pour cent. Dans des pays comme le Sénégal et la Tanzanie, l'OIT estime que la pauvreté pourrait être réduite par 35 à 40 pour cent. Pour des ménages pauvres ruraux, ayant une personne âgée est devenu un avantage, une source de revenu pour sustenter les besoins de base de toute la famille. De plus, les transferts servent comme injections de liquide aux économies rurales, ayant un impact positif sur le développement local. Comme mentionne dans le départ, ces pensions de base non contributives peuvent être abordables pour la plupart des pays, estimées à environ 1 à 2 pour cent du PIB en moyenne, au moins beaucoup plus abordable que les caisses contributives privées financées. Au Brésil, les pensions contributives coûtent 7.3 pour cent du PIB, pendant que le programme de pension rurale non contributif de la réduction de la pauvreté est estimé de coûter seulement 1 pour cent du PIB.

Catégorie 22
Les pensions sociales de la Namibie

Après l'indépendance du gouvernement colonial en 1990, le gouvernement Namibien a dû s'occuper de grandes disparités sociales et des groupes de la population extrêmement vulnérables à cause des impacts du VIH/sida et les effets exclusionnaires de l'apartheid – La Namibie a l'une des disparités de revenu les plus élevées dans le monde. Le gouvernement a réformé le système de sécurité sociale hérité, élargissant la couverture à travers des pensions sociales non contributives pour s'occuper de ces vulnérabilités. Il fait un transfert monétaire non conditionnel à un taux uniforme de test des moyennes à (i) tous les Namubiens au-dessus de 60 ans (US\$30 par mois, en 2001 la couverture avait atteint 92% de la population ciblée), (ii) les personnes handicapées (US\$25 par mois), (iii) les bénéficiaires de soutien des enfants (approximativement US\$15 par enfant/mois), et (iv) les subventions supplémentaires pour encourager les parents (US\$15 par enfant/mois, pour encourager l'adoption des orphelins du VIH/sida. Les coûts totaux sont de 2.6% du PIB, actuellement le gouvernement Namibien étudie de quelle façon cibler plus profondément les programmes et apporter des bénéfices plus importants aux pauvres, excluant les non pauvres.

Voir: Schlegelger (2002): *La caisse de Pension Universelle de la Namibie*, OIT.

Dans des pays à faible revenu, les transferts, si conditionnel ou non, sont des mécanismes re-distributifs rapides qui sont de plus en plus utilisés pour (i) réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans les ménages à faible revenu, (ii) élargir la couverture des pensions dans des pays où la sécurité sociale n'est pas bien développée, (iii) promouvoir l'utilisation/la demande pour des services sociaux, et (iv) monétiser les économies rurales. Catégorie 23 décrit les mécanismes.

(2) Répondre aux besoins communautaires urgents

D'autres instruments de protection sociale pour le secteur informel incluent:

- Les programmes à court terme à fort impact multisectoriels, décrits dans le rapport.

Les programmes de sécurité alimentaires devraient être une priorité gouvernementale top, et devraient commencer par des systèmes d'alerte rapide cartographiant les ménages vivant dans l'insécurité alimentaire (par degré de consommation alimentaire et dénutrition), et lutter contre les causes de la vulnérabilité alimentaire avec des options de politique à moyen terme tels que les transferts agricoles et monétaires petite échelle.

Catégorie 23
Transferts sociaux – Comment ils fonctionnent

Types de transferts sociaux: Il y a deux types :

- (a) *Les pensions sociales ou les transferts monétaires non conditionnels* (par exemple l'handicap, les pensions des de la vieillesse, bénéfiques des enfants, donnés à n'importe quelle personne handicapée, en vieillesse, les enfants) (voir les exemples Catégorie 22 et 14),
- (b) *Transferts monétaires conditionnels* (libération à l'accomplissement des conditionnalités préétablies, par exemple, présence de l'enfant à 85% des classes d'école et recevoir des vaccins d'immunisation) (Catégories 20 et 14). Il est important de comprendre que les transferts conditionnels ne peuvent être développés que là où les services de l'éducation/la santé existent et là où le gouvernement a une capacité administrative importante. Les transferts monétaires non conditionnels sont beaucoup plus faciles à mettre en œuvre et plus efficaces pour réduire la pauvreté rapidement.

Cadre: Les transferts conditionnels normalement commencent dans des zones sélectionnées, et s'étendent progressivement dépendamment des résultats; les pensions sociales ont tendance d'avoir une couverture au niveau national

Bénéfices ciblés ou universels? Les transferts conditionnels ont tendance d'être ciblés (par exemple PROGRESA/Oportunidades et Bolsa Familia dans les catégories 13 et 14 sont ciblées pour les ménages au dessous du seuil de pauvreté); les transferts inconditionnels peuvent être universels, offerts à l'entière population d'un pays (par exemple les bénéfiques des enfants universels), ou cibles pour des groupes (par exemple n'importe quel personne handicapée, est chroniquement malade ou d'âge avancé).

Financement: Public, normalement à bon marché. Les pensions de base ont tendance de coûter entre 1% et 2% du PIB; les transferts conditionnels coûtent de 0.1% à 0.7% du PIB dépendamment du cadre.

Les arrangements de mise en œuvre typiques:

- *Dépenses* – Pour être efficace, les transferts sociaux doivent être réguliers et prévisibles. Deux aspects principaux sont important: la périodicité des déboursements et la méthode. Là où les systèmes financiers développés existent, les bénéficiaires devraient recevoir des transferts sur base mensuelle, puisque ceci est le meilleur pour s'assurer de revenus stables pour les besoins de base. Là où les systèmes sont moins développés, ou les coûts administratifs plus grands, les gouvernements peuvent choisir un paiement annuel (par exemple le BONOSOL de la Bolivie) et semi annuel (par exemple les pensions en Inde). En ce qui concerne les méthodes de déboursements, des différentes alternatives existent:
 - Le système bancaire: au Brésil et en Argentine, les bénéficiaires utilisent des cartes électroniques comme des externalités positives, les cartes servent comme des instruments de crédit dans des magasins locaux. Si un système bancaire électronique n'existe pas, les banques rurales ou les institutions de micro finance peuvent être utilisées; ça peut être une façon de développer les services bancaires aux communautés.
 - Les services postaux, comme dans le cas des pensions en Inde.
 - Les écoles ou les centres de santé pour des coins isolés (les professeurs ou les infirmières encaissent des fonds d'une banque de district et distribuent à des familles; ce système a été réussi à Kalomo, en Zambie).
 - Les ONG peuvent aussi livrer des transferts, comme en Mozambique.
 - Les convois armés – là où l'insécurité est forte, par exemple en Namibie, des véhicules armés ont été utilisés.
- *Surveillance des observations* (pour des transferts conditionnels): Fait pas du personnel professionnel/technique; dans le cas de la présence des enfants aux classes, les professeurs remplissent un formulaire; dans le cas de la présence des mères et des enfants à ux cliniques médicales, recevoir des vaccinations, etc., les infirmières remplissent des formulaires spécifiques. Il est important de remarquer que ces procédures administratives sont complexes et ralentissent donc le développement des transferts de liquide conditionnels; ces programmes conditionnels ont tendance à avoir des taux de sous couverture élevés.

Source: DFID (2005): *Transferts sociaux et Pauvreté Chronique*; Help Age, IDS, Save the Children (2005) Faire que le liquide compte; Cichon et al (2006) *Changer le Paradigme dans la Sécurité Sociale: D'un Fardeau Fiscal à Investir dans les gens*, OIT.

A l'exception de circonstances d'extrême urgence et exceptionnelles, la distribution de nourriture est déconseillée, puisqu'elle entrave les efforts de développement; en particulier, distribuer de la nourriture entrés de l'extérieur a un impact négatif sur les agriculteurs locaux, qui peuvent être alors incapables de vendre leur produits, causant plus de pauvreté. Il est préférable de surveiller l'insécurité alimentaire avec un système d'alerte rapide, et fournir des timbres alimentaires pour les ménages pauvres, des transferts monétaires, et des apports agricoles, stimulant des activités économiques locales.

- *Les fonds sociaux bases sur la communauté* sont typiquement gérés au niveau local, autonomisant les communautés, les ONG, et les gouvernements locaux. Ils fournissent du financement pour les projets à petite échelle, tels que les programmes de gagne-pain et d'infrastructure, utilisant la main d'œuvre locale, encourageant les compétences de développement et contribuant au capital social d'une communauté.
- *La préparation aux catastrophes et la gestion* sont essentiels pour aider les communautés en danger pour faire face aux impacts et a les mitiger. Les pays en développement sont la ou la plupart des gens sont tues, blesse, affectes, et laisses sans abri a la suite de catastrophes, a cause de niveaux de construction bas, et la vulnérabilité des gens. Il y a eu une tendance récente à une augmentation des programmes d'assistance en cas de catastrophe. Toutefois, la perte économique et humaine énorme causé par des catastrophes indiquent le besoin critique d'investir dans la préparation aux catastrophes. Les efforts pour l'aide sont célèbres pour leur mauvaise gouvernance; la Banque Mondiale estime qu'autant que 50 pour cent des fonds/marchandises ont disparus dans la corruption dans certains cas. En tous cas, l'aide ne réduit pas la vulnérabilité. Investir dans des niveaux de construction meilleures et des programmes de logement, centres de gestion de catastrophe pour l'évaluation des dangers, la réduction des dangers et les programmes de surveillance, réponse d'urgence et systèmes d'assistance, et renforcer la préparation base sur la communauté sont de meilleurs mécanismes pour réduire la perte de la vie humaine et l'échelle des dommages.

(3) Soutenir les femmes et l'économie des soins non payes

- Dans les pays en développement aussi bien que dans les pays développés, les fondements de la protection sociale sont les soins de famille non payes pour les femmes. Les sociétés ne survivraient pas si les femmes (et les filles) n'ont pas accompli de nombreuses taches, y compris le ménage, faire la cuisine, la garde d'enfants, soins des membres de la famille les personnes plus âgées et les malades, et généralement tenant le tissu social ensemble. Ce travail non paye couvre les manques a gagner dans la protection sociale formelle, mais porte des coûts important portes par les femmes (et les filles), résultant dans leur tendance de prendre du retard aux hommes dans l'enseignement et l'accomplissement économique rémunérateur. Pire, ce travail non rémunéré en général n'est même pas socialement dignifiant. Il résulte souvent dans l'humiliation, la restriction de liberté, même l'esclavage. Le développement des femmes exige une protection sociale accrue. Dans les pays en développement, les primes a la naissance, les congés de maternités prolonges, les maternelles, les soins à domicile, et les services médicaux gratuits ou a

faible coût, étaient fondamentaux pour l'émancipation de la femme, l'intégration dans la main d'œuvre rémunérée, et l'externalité positive de la réglementation positive de la population.

(4) La protection de l'enfance

- Les enfants et les jeunes constituent environ la moitié de la population mondiale. Par conséquent, investir en eux est critique pour rehausser la productivité de la main-d'œuvre et les avantages compétitifs internationaux d'un pays. Le manque de protection adéquate et la sous-alimentation résultent en hypotrophie nutritionnelle, la mauvaise santé, et une capacité intellectuelle basse qui ont des coûts élevés pour les sociétés. De plus, comme convenu dans la Convention relative aux droits de l'enfant de l'ONU, les enfants doivent être protégés des toutes formes d'abus et d'exploitation, tels que le travail des enfants, la prostitution d'enfants, ou les adversités auxquelles les filles doivent faire face. Le développement du jeune enfant (ECD), les programmes d'alimentation à l'école et de nutrition, les indemnités pour enfants à charge, les initiatives pour aider les enfants des rues, les programmes d'autorisation des jeunes pour éviter la marginalisation, la criminalité, les maladies sexuellement transmissibles, les débuts des grossesses, et la toxicomanie, sont quelques-uns des instruments de protection sociale importants.

Liens:

- OIT: <http://www.ilo.org/public/english/protection/index.htm>
- Banque Mondiale: <http://www.worldbank.org/sp>
- BDA: <http://www.adb.org/SocialProtection/default.asp>
- DFID: <http://www.dfid.gov.uk/news/files/social-transfers.asp>

Au-delà de la politique sociale traditionnelle : confronter les préjugés, changer le comportement, construire la confiance sociale et la cohésion

Le Sommet Social de Copenhague de 1995, tenu après les massacres génocidaires en Yougoslavie et au Rwanda, a mis l'accent sur le besoin de disséminer les valeurs de la tolérance, la paix, la démocratie et l'intégration sociale.

Ceci évoque la formation de la valeur. La transmission de la valeur est particulièrement intense pendant l'enfance, puisque les enfants intériorisent les attitudes, les règlements et les attentes des parents et des professeurs. Mais les valeurs sont re-développées de façon permanente et continuent à changer pendant l'enfance à travers les groupes de pairs, les médias, les arts, la culture, la religion, les expériences et la pensée personnelle. Pendant que la transmission des valeurs (entre et parmi les générations) génère une certaine continuité et cohésion, le contenu de la valeur importe formidablement. Les orientations des valeurs qui promeuvent la tolérance, la non-violence, la diversité et la solidarité, construisent des sociétés beaucoup plus cohésives. Les scientifiques sociaux ont développés depuis longtemps des théories sur l'importance des normes, les croyances et les valeurs comme un renforcement pour la société, et encore le sujet reste largement plus loin de l'écran du radar de la

communauté de développement, probablement à cause de son intangibilité; les agences d'aide se sont concentrés sur les investissements du noyau dur comme l'infrastructure et sont rarement entrés dans de tels sujets.

Les valeurs peuvent être construites et promues. La tolérance, le respect de la diversité, la non-violence, la solidarité, la confiance dans la société, la contribution à la communauté, sont des croyances et des comportements qui peuvent être enseignés. Les changements d'attitude et de comportement sont aussi essentiels pour transformer des stéréotypes et des relations qui établissent une discrimination contre la femme et empêchent la femme d'apprécier une égalité substantive. Ceci exige que les architectes de programmes:

- Comprendre les valeurs culturelles existantes.
- Avoir des objectifs clairs sur les valeurs qui devraient être changées pour le progrès social
- Acquérir du soutien des structures locales y compris des leaders religieux; une technique est de présenter une évidence scientifique solide des bénéfices d'autres pays, mettant de côté les émotions et les jugements de valeurs.
- Soutenir les alliés et les "conducteurs de changements"; encourager les groupes au niveau local et les organisations au dialogue.
- Concevoir des programmes adéquats. Les options suivantes peuvent être considérées:
 - *Le programme d'études:* L'enseignement multiculturel est le meilleur pour s'assurer de l'équité et du respect pour les diversités culturelles dans des pays où plus d'une langue/groupe ethnique existent, donnant aux étudiants l'opportunité de comprendre et respecter les autres cultures, plutôt que d'imposer une langue dominante et exclure une culture. Ça rend les enfants respectueux et curieux au sujet d'autres cultures internationales.
 - *Les programmes des médias:* Les médias peuvent jouer un rôle essentiel dans le changement des attitudes et s'attaquer à la discrimination et l'exclusion. Les journalistes sont des clés pour informer et équiper le public pour comprendre et participer aux débats de développement. Les approches alternatives incluent mélanger les divertissements avec les approches éducationnelles sur les questions de développement; la BBC, l'UNESCO, le PNUD, et d'autres agences et ONG ont une bonne expérience pratique dans la promotion des valeurs et le changement de comportement à travers des divertissements pour des audiences de masses bien documentées – radio éducationnelle et programmes de télévision comme les feuilletons (Catégorie 24).

Catégorie 24

"un pays nouveau, une vie nouvelle" de l'Afghanistan – Transmettre des valeurs a travers les medias

En 1994 durant le régime des Talibans, le service mondial, le service Pashto de la BBC pour l'Afghanistan, a lancé un feuilleton éducationnel a la radio, "un pays nouveau, une vie nouvelle", conçu par le personnel de la BBC et les agences donatrices pour satisfaire les besoins éducationnels des réfugiés aussi bien que ceux qui sont en Afghanistan. La ligne de l'histoire a présenté les vies de villageois fictifs en Afghanistan et a passé des messages sociaux importantes lies à la réintégration des rapatriés de guerre, les femmes, la conscience des mines, la santé, l'hygiène et l'assainissement, la tolérance et la résolution des conflits. Les feuilletons restent hautement appréciés jusqu'aujourd'hui, puisque de nombreux Afghans se sont identifiés avec les caractères.

Voir: UNESCO <http://www.unescobkk.org/index.php?id=1647>

- *L'enseignement public et les campagnes d'information* ont été utilisés depuis longtemps pour des objets de sensibilisation et éducatifs. Ils utilisent des techniques de commercialisation pour des messages a contenu vif, clair, bien ciblés (par exemple des annonces de la télévision et la radio). Des campagnes éducatives ont été très réussies dans la promotion des styles de vies saines, de l'anti-discrimination et d'autres questions. Elles peuvent être utilisées pour informer les gens sur leurs droits, s'occuper de toutes formes de discrimination, stigmatisation ou non conformités aux normes du travail.
- *Investir dans la culture*: Eduquer les gens dans leur patrimoine et le patrimoine d'autres cultures promeut la compréhension, la tolérance et le respect de la diversité – si la création des penchants et le mythe sont évités. Investir dans le patrimoine tangible et non tangible aussi a des externalités positives pour le tourisme. Le patrimoine doit être accompagné par des activités culturelles soutenant: (i) les arts, promouvant la créativité de nouveaux artistes pour garder la culture vivante, et (ii) les événements collectifs populaires que tout le monde peut apprécier, tels que les activités/les fêtes de la rue, dans un esprit de loisir, d'amusement, et "rencontres interculturelles" informelles, une façon importante pour promouvoir la cohésion sociale.
- *Soutenir les conducteurs de changement*: Les leaders des communautés et les leaders nationaux qui promeuvent des arguments équitables et des alternatives inclusives sont des alliés naturels pour le changement progressif des valeurs.
- *L'autonomisation des gens et la promotion des associations*: Les personnes exclues ont tendance a interioriser l'infériorité réprimer leur parole. Le manque de parole et l'incapacité de dialoguer créent des dangers sociaux, puisqu'il peut conduire à la violence. Quand les gens associent et partagent leurs problèmes, le résultat est souvent de l'encouragement accru, la capacité d'auto mobilisation, la capacité d'organiser, de créer des changements positifs pour eux-mêmes et leurs communautés. Les associations aident les communautés a défendre leurs intérêts, et peuvent être liées a la micro finance, aux coopératives et a d'autres programmes de développement. Puisque les associations du peuple se mettent debout parfois contre des groupes de pressions, il est nécessaire de les protéger de l'extorsion et de l'intimidation.

- *Responsabiliser les gouvernements*: La méfiance et l'apathie sont le résultat de l'isolement et la dissociation des gens des décisions qui ont des impacts sur leurs vies, et peuvent conduire à l'aliénation, la marginalisation et la violence. En fin de compte, les citoyens font confiance aux gouvernements qui répondent à leurs problèmes et leurs attentes, qui sont fiables, qui évitent les grandes inégalités, qui travaillent vers la construction de sociétés stables qui rendent service aux gens et qui font la justice sociale. Maintenir le contrat social entre le gouvernement et les citoyens est essentiel pour promouvoir la confiance sociale.

Prévention des conflits

La prévention des conflits a attiré de façon significative plus d'attention que la cohésion/intégration sociale, malgré que les deux sont intrinsèquement liées. Selon un document récent de la Banque Mondiale, les caractéristiques clés d'une société résiliente aux conflits violents incluent :

- Les institutions politiques et sociales qui sont largement inclusives, équitables, et responsable.
- La diversité économique, sociale, et ethnique plutôt que la polarisation et la dominance.
- La croissance et le développement qui apportent des bénéfices équitables à travers la société.
- La culture de dialogue plutôt que la violence.

Toutefois, en pratique, la prévention des conflits reste une question spécialisée, traitée par des spécialistes de prévention des conflits. La plupart des stratégies nationales et sectorielles, faites par des économistes et des spécialistes de secteurs aveugle aux questions de conflits, sont conçues ignorant les frictions internes et les sources de tension puisqu'elles sont perçues comme "politiques", au-delà donc du domaine de développement. Finalement la contestation sociale a souvent forme les pays et conduit la reforme sociale dans l'histoire; si ignorée ou re-rimée, elle peut conduire à des violences plus profondes. Il est essentiel que les stratégies de développement nationales reconnaissent les sources des conflits et les résoudre, avant que les tensions n'escaladent.

- *Alerte rapide*: Les sources des conflits variant d'un pays à l'autre mais impliquent généralement des doléances sévères à cause des inégalités verticales (par exemple les conflits et luttes des classes) ou les inégalités horizontales (par exemple les différences parmi les groupes ethniques et religieux). Les indicateurs d'identification de danger incluent: (i) histoire des conflits précédents, (ii) haute prévalence de pauvreté et d'inégalité, (iii) instabilité politique et des gouvernements non réactifs, (iv) déni de droits politiques et civils, (v) militarisation, (vi) la prolifération des armes légères, (vii) la domination ethnique, (viii) les conflits dans des états voisins, (ix) le chômage élevé de jeunes hommes, et (x) la culture de la violence, faire des mythes, les perceptions publiques.
- *Attaquer les causes potentielles des conflits*: Les stratégies de développement national sont le cadre parfait pour établir des priorités pour les interventions pour attaquer les sources internes des tensions identifiées, avant que les

conflits ne prennent des formes violentes, par exemple les réformes ciblées à l'équité et les programmes de l'emploi des jeunes. Ceci inclue des processus de soutiens participatifs là où les gens peuvent exprimer leurs plaintes, et les institutions pour le règlement des différends.

Catégorie 25

Le Burundi: Stratégies pour la prévention des conflits

Depuis l'indépendance en 1962, le Burundi a eu des massacres génocides récurrents (1965-69, 1972, 1988, 1991, 1993) avec un bilan de morts approximatif de 350,000 et 1.3 million de réfugiés et des personnes déplacées (IDPs). Le risque que la violence ethnique entre les Hutu et Tutsi reprenne est haut. Après une période d'aide limitée des donateurs "sans faire du tort", en 2004 le Secrétariat Permanent pour les réformes économiques et sociales du Burundi et les donateurs engagés dans une analyse de prévention de conflit pour attaquer les causes structurelles des conflits, pour s'assurer que l'aide au développement contribuerait efficacement à empêcher une récurrence de la violence. On a trouvé que le moyen principal du conflit était l'iniquité dans un contexte d'extrême pauvreté; pour s'occuper des disparités, les programmes pour soutenir l'emploi, la distribution de terrains, le développement rural, la protection sociale et le développement humain étaient identifiés pour les groupes exclus. On a aussi trouvé que les conflits sont essentiellement conduits par l'élite et manipulés; les projets des médias et les campagnes de l'information publique étaient proposées donc pour promouvoir la cohésion sociale et mettre fin à une culture de fabrication de mythes et de préjugés. L'analyse a aussi montré que les conflits étaient causés par une culture d'impunité envers la violence dans le contexte de la militarisation et la prolifération des armes légères; pour s'occuper de ceci, les mesures suivantes étaient identifiées: le soutien aux systèmes judiciaires et de sécurité nationaux, les processus de vérité et de réconciliation, et les programmes de démobilisation et de réintégration.

Source: Brachet et Wolpe (2005): *Aide au développement sensible aux conflits – Le cas du Burundi*. La Banque Mondiale.

Au-delà de développer des valeurs équitables et tolérantes et empêcher les conflits, la cohésion sociale est aussi à propos des autres aspects palpables du bien-être des citoyens, leur droit de vivre en dignité, d'utiliser librement leur langue maternelle, d'apprécier le temps avec leur communauté, de rire, de s'amuser, d'être créatif, tous les aspects essentiels de l'humanité et les signes des sociétés saines. Ceci n'est pas seulement un résultat de bien-être matériel, mais de vivre dans les sociétés sans peur, sans exclusion.

Liens:

- FNUAP: <http://www.unfpa.org/culture/>
- UNESCO: <http://portal.unesco.org/culture>
- Banque Mondiale: *Prévention des conflits et reconstruction*

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALDEVELOPMENT/EXTCPR/0,,menuPK:407746~pagePK:149018~piPK:149093~theSitePK:407740,00.html>

VII. REDISTRIBUTION INTERNATIONALE ET JUSTICE SOCIALE

Le système global qui a émergé à la fin du 20^{ème} siècle a généré beaucoup de résistance. L'inégalité s'est accrue entre et à l'intérieur des pays. Les 10 pour cent les plus riches de la population adulte du monde reçoivent 85 pour cent de la richesse totale mondiale; les 90 pour cent les plus pauvres en reçoivent seulement 15 pour cent. Si le pouvoir est la capacité des groupes de protéger et faire avancer leurs intérêts, 90 pour cent de la population mondiale est déshabillée. Les règles mondiales reflètent le pouvoir mondial, les intérêts de l'élite mondiale du top 10 pour cent qui ont presque tous les revenus générés par le genre humain. L'immense vide entre les riches et les pauvres est devenu plus préoccupant depuis que le monde est exposé à la menace du terrorisme organisé de groupes basés dans certains des pays les plus pauvres du monde.

Pendant que les bénéfices économiques de la globalisation vont à quelques pays, les compagnies et les individus, les politiques sociales et leurs coûts doivent être réglés aux niveaux nationaux et locaux, avec moins de ressources, dans un espace d'une politique décroissante.

La justification pour la redistribution internationale, à travers l'aide au développement amélioré et accru, ne peut pas être plus forte. Pour que la globalisation soit acceptée, elle doit être une globalisation qui bénéficie la majorité, une globalisation pour tous, plutôt que pour quelques uns.

Accepter la responsabilité mondiale pour le développement social peut être réalisée en:

- Ayant une responsabilité pour les OMD et promouvoir les normes internationales pour arrêter le " nivellement par le bas ".
- Construire les politiques sociales mondiales et régionales.
- Soutenir les gouvernements engagés dans les pays en développement avec des stratégies de développement national équitables avec une aide accrue, alignée et harmonisée, particulièrement avec un soutien budgétaire.

Les politiques sociales mondiales et régionales

Les problèmes de transfrontières tels que les pandémies de santé ou la migration illégale ont souligné le besoin de gérer les biens publics mondiaux. De nombreuses questions sociales sont au-delà des frontières nationales et les gouvernements peuvent vouloir considérer coordonner les politiques sociales mondiales et régionales tels que:

- La santé (par exemple les maladies transmissibles telles que SRAS ou la grippe aviaire).
- Les mécanismes de la redistribution sociale comme les fonds sociaux mondiaux/régionaux pour cibler les régions déprimées ou pour réparer les inégalités.
- Les économies d'échelle dans l'investissement social, par exemple, tous les pays ne peuvent pas développer mettre au point des universités/centres de

recherches ou des industries pharmaceutiques pour produire des médicaments génériques moins cher, mais ceux la peuvent être mis au point régionalement.

- Les règlements du travail (par exemple les accords sur la migration, les normes du travail) pour lutter contre le “nivellement vers le bas”.
- La coopération sur le règlement des services sociaux publics et privés (eau, électricité); les compositions régionales sont en principe en position plus forte que les gouvernements isolés pour négocier avec des fournisseurs privés pour s’assurer de l’accès, l’abordabilité et les normes de qualité dans les services commerciaux et les utilités positives.
- Les tableaux sociaux, les Conseils des droits de l’homme; la Cour de Justice européenne de l’Union européenne ou la Cour des droits de l’homme du Conseil de l’Europe peuvent servir comme des modèles utiles de mécanismes par lesquels les citoyens peuvent être habilités à défier les échecs perçus des gouvernements nationaux pour atteindre leurs droits.
- La coopération pour promouvoir les investissements locaux générant de l’emploi et permettant des systèmes fiscaux plus progressifs (par exemple à travers des mesures coordonnées pour contrôler la fuite des capitaux, les oasis fiscales et la concurrence fiscale).
- Les mécanismes de mise en commun dangereux tels que les assurances agricoles internationales contre les dangers de la récolte ou de l’élevage; la plupart des expériences des assurances agricoles ont échouées à travers le monde à cause de petite taille, s’écroulant quand une grande catastrophe a eu lieu, toutefois, par la mise en commun des dangers internationalement, et par les réassurances adéquates, les plans peuvent fonctionner.
- Au-delà des sujets spécifiques, il y a un besoin urgent pour un cadre de gouvernance mondiale pour construire un monde plus en sécurité et plus juste, un consensus international pour faire que la globalisation fonctionne pour tous ? un contrat social mondial.

Nouveaux instruments pour l’aide au développement

Les instruments pour l’aide évoluent progressive ment de projets aux transferts de pays en développements aux pays développés, ou bien en forme de SBG (*Soutien budgétaire général* à un gouvernement) ou SWAps (*Approches Sectorielles*, soutien budgétaire à un secteur spécifique comme la Santé), soutenir les gouvernements avec une bonne gouvernance, des budgets multi annuels/CDMT (*Cadre de Dépenses à Moyen Terme*) et des dangers fiduciaires minimisés.

Comment peuvent les gouvernements s’assurer que les nouveaux instruments pour l’aide fonctionnent pour soutenir le développement social et, en fin de compte, les gens? Comment peuvent les CDMT et les SWAps être utilisées le mieux pour soutenir les stratégies de développement national équitables?

- Il est essentiel que les SWAps et le CDMT soient utilisés comme instruments de redistribution et de justice sociale, ceci est, qu’ils atteignent les gens, et ne soient pas utilisés pour alimenter les institutions (par exemple un Ministère) ou des processus de développement (par exemple l’achèvement du CDMT),

ou soient simplement utilisés comme des mécanismes de déboursement rapides de l'aide des donateurs.

- Certains donateurs CDMT comme l'Union européenne croient à lier les déboursements aux résultats – ceci peut inclure les accomplissements pour ce qui est d'impacts efficaces sur les groupes exclus.
- Les transferts sociaux deviennent particulièrement attirants d'un point de vue d'impacts directs et rapides sur les ménages à faible revenu; les gouvernements peuvent financer des transferts sociaux à travers le CDMT aussi bien que les SWAps.
- Le CDMT a permis les citoyens à contribuer aux débats de politique et de distribution sur le budget. Dans certains pays, le CDMT a soutenu des processus budgétaires participatifs et des budgets réactifs au genre; les gouvernements peuvent aussi promouvoir d'autres budgets thématiques (par exemple montrant les impacts de la distribution sur d'autres groupes exclus).
- En termes pratiques, ceci veut dire éloigner l'aide des projets de donateurs et des petites activités fondamentales pour soutenir le changement structurel et la construction des gouvernements de systèmes sociaux équitables. En fin de compte, le CDMT soutient les gouvernements puisque les institutions légitimes avec un contrat social pour superviser le développement économique et social d'un pays pour bénéficier ses citoyens.
- Les activités de la société civile aux niveaux national et local doivent être développées, financées à travers des fonds spéciaux.

L'aide accrue peut soutenir les stratégies de développement national équitables dans lesquelles les politiques sociales vont de pair avec le développement économique sous une bonne gouvernance. Comme ceci, les pays en développement et les pays développés ont un intérêt à partager la responsabilité d'atteindre la prospérité mondiale et les objectifs du Millénaire pour le développement.

VIII. CONCLUSION

Les politiques efficaces pour compenser la pauvreté, l'inégalité et le manque d'opportunité sont un impératif urgent. La politique sociale, comme partie intégrante des politiques publiques, fournit une série d'instruments pour réglementer et compléter les institutions du marché et les structures sociales, s'assurant de la redistribution, la protection, la cohésion et la justice sociale. Les politiques sociales complètent et renforcent le développement économique par l'accroissement du capital humain et l'emploi reproductif.

Les gouvernements lancent les stratégies de développement national pour construire des pays qui sont socialement inclusifs, générant de l'emploi, économiquement fort et politiquement stable. Les stratégies de développement national ne sont pas seulement un exercice technocratique; ils sont une opportunité pour repenser le contrat social d'un pays. Ceci exige la création d'alliances politiques de soutien, pendant que résistant la capture de la politique par l'élite ou les droits acquis.

Cette Note concernant la Politique présente les étapes nécessaires dans la rédaction des stratégies de développement national inclusives: le diagnostic des priorités

sociales, la sélection des options de politique, le financement, la mise en oeuvre, la surveillance, la participation et la viabilité politique.

Une série de questions critiques sont débattues: le besoin d'intégrer l'équité à travers les secteurs, de l'énergie au transport; le besoin de politiques universelles, avec une attention aux pauvres et les groupes exclus; et le besoin d'initiatives à court terme complétant des politiques à long terme, pour s'assurer que les questions sociales urgentes sont abordées rapidement, et que le soutien politique pour les gouvernements reste stable.

Les instruments de politique sociale sélectionnés pour accélérer le développement social inclusive sont présentés dans les secteurs de l'emploi, l'enseignement, la santé, la protection sociale, la culture, et la prévention des conflits. Ces options de politique sélectionnées sont accompagnées par des questions de mise en oeuvre. Il n'y a pas de meilleures solutions ou des formules "solution toute faite". Chaque pays a des besoins sociaux différents, des objectifs de développement et une capacité fiscale pour les atteindre, et choisira une série différente de politiques.

Finalement, cette Note concernant la Politique se termine avec quelques remarques sur le besoin d'une meilleure gouvernance mondiale pour réduire la pauvreté mondiale et les iniquités sociales. Le défi de notre génération est de remodeler la globalisation, pour la gérer équitablement et d'une façon viable. Ceci peut être fait par moyen de politiques sociales internationales et régionales, accompagnées par une aide au développement accrue, alignée et harmonisée, soutenant des stratégies de développement national équitables. La responsabilité de construire un meilleur 21^{ème} siècle pour tous est actuellement dans nos mains.

IX. SOURCES

- Birdsall, Nancy (2005). Pourquoi l'inégalité importe à l'heure de la mondialisation. Institut Mondial pour la Recherche sur l'Economie de Développement Conférence annuelle, Helsinki.
- Booth, David, et Zaza Curran (2005). Instruments et exclusion de l'aide. Rapport pour le Département de Développement International pour le Royaume Uni. Londres: Overseas Development Institute.
- Bourguignon, François (2004). Le Triangle pauvreté-croissance-inegalité. Washington DC.: Banque Mondiale.
- Cichon, Michael, Krzysztof Hagemejer et John Woodall (2006). Changer le paradigme dans la sécurité sociale: De fardeau fiscal à investir dans les gens. Genève: Bureau international du Travail.
- Conceição, Pedro, Pedro Ferreira et J.K. Galbraith (1999). L'inégalité et le chômage en Europe: Le remède Américain. UTIP Dossiers de travail 11. Austin: University of Texas.
- Cornia, Giovanni, Richard Jolly et Frances Stewart (eds) (1987). *Ajustement à visage humain: Protéger les vulnérables et promouvoir la croissance*. Oxford: Clarendon Press.
- Deacon, Bob (2007). *La politique sociale mondiale et la gouvernance*. Londres: Sage.
- Deacon, Bob, Isabel Ortiz et Sergei Zelenev (2007). Politique sociale régionale. UN DESA Dossiers de travail No. 38. New York: Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies.

- De Haan, Arjan (2006). *Politique sociale: Globalisation, exclusion sociale et stratégies nouvelles de réduction de la pauvreté*. Préparée. Ontario: University of Guelph.
- Devereux, Stephen et Rachel Sabates-Wheeler (2004). *Protection sociale transformative*. IDS Dossier de travail No. 232. Sussex: Institut d'études de développement.
- DFID (2004). *Normes du travail et réduction de la pauvreté*. Londres: Département pour le développement international.
- DFID (2005). *Réduire la pauvreté en s'attaquant à l'exclusion sociale: Un document concernant la politique DFID*. Londres: Département pour le développement international.
- DFID (2005). *Transferts sociaux et pauvreté chronique: Evidence émergente et le défi à venir*. Londres: Département pour le développement international.
- Esping-Andersen, G. østa (1990). *Les trois mondes du capitalisme du bien être*. Londres: Blackwell.
- Helpage (2004). *Age et sécurité: Comment les pensions sociales peuvent donner de l'aide efficace aux pauvres personnes âgées et leurs familles*. Londres: Helpage.
- Holzmann, Robert et Steen Jorgensen (1999). *Protection sociale comme gestion de danger social* Washington, D.C.: La Banque Mondiale
- Howell, David (2005). *Lutter contre le chômage: Pourquoi les réformes du marché du travail ne sont pas la réponse* CEPA Dossiers de travail. New York: Schwartz Centre pour l'analyse de politique économique.
- OIT (1999). *Travail décent. Rapport du Secrétaire général 87^e Conférence du travail international*. Genève: Bureau international du Travail.
- OIT (2004). *Une Globalisation juste: Créer des opportunités pour tous*. Rapport de la Commission mondiale sur les conséquences sociales de la globalisation. Genève: Bureau international du travail
- OIT (2005). *Travail décent et stratégies de réduction de la pauvreté*. Genève: Bureau international du travail.
- Jomo K.S. et Ben Fine (eds) (2005). *La nouvelle économie du développement*. Londres: Zed Books.
- Jomo K.S. et Jacques Baudot (eds) (2007). *Monde plat, Grands vides: Libéralisation économique, Globalisation et inégalité*. Londres: Zed Books.
- Kanbur, Ravi, et Nora Lustig (1999). *Pourquoi l'inégalité est de retour sur l'ordre du jour*. Dossier présenté à la Conférence annuelle sur le développement économique. Washington D.C.: La Banque Mondiale.
- Lustig, Nora et Darryl McLeod (1997). *Salaires minimum et pauvreté dans les pays en développement: Une certaine évidence concrète, dans Marchés du travail en Amérique Latine*, Sebastian Edwards et Nora Lustig eds. Washington D.C.: Brookings Institute.
- Mackintosh, Mary, et Meri Koivusalo (eds) (2005). *Commercialisation des soins médicaux: Dynamiques mondiales et locales et réponses aux politiques*. Basingstoke: Palgrave.
- Mesa-Lago, Carmelo (2002). *Re-examen de la réforme de la pension au Chili et d'autres pays en Amérique Latine*. Dossier présenté à la conférence de la protection sociale des pauvres. Manila: Banque asiatique de développement.

- Mkandawire, Thandika (2005). Le ciblage et l'universalisme dans la réduction de la pauvreté. La politique sociale et le programme de développement dossier No. 23. Genève: Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social.
- Mkandawire, Thandika (ed.) (2006). *Politique sociale dans un contexte de développement*. Basingtoke: Palgrave Macmillan.
- Norton, Andy et Diane Elson (2002). Qu'y a t il derrière le budget? La politique, les droits et la responsabilité dans le processus budgétaire. Londres: Overseas Development Institute.
- Ocampo, J.A. (2006). Le marché, la cohésion sociale, et la démocratie. Dossiers de travail de DESA No. 9. New York: Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies.
- Ocampo, J.A., K.S. Jomo et Sarbuland Khan (eds) (2006). *La politique importe: Les politiques économiques et sociales pour faire durer le développement équitable*. Londres: Zed Books.
- Ortiz, Isabel (ed.) (2001). *La protection sociale en Asie et au Pacifique*. Manila: Banque asiatique de développement.
- Ortiz, Isabel et al. (2001). *Manuel pour la pauvreté et l'analyse sociale*. Manila: Banque asiatique de développement.
- Pal, Karuna et al. (2005). Est-ce que les pays à faible revenu peuvent se permettre une protection sociale? Premiers résultats d'un exercice de modélisme. Questions dans le de débat de la protection sociale Dossier No. 13. Genève: Bureau international du travail.
- Ranis, Gustav, et Frances Stewart (2005). Liens dynamiques entre l'économie et le développement humain. Document de travail de UN DESA no. 8. New York: Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies.
- Ravallion, Martin (1998). Les lignes de la pauvreté en théorie et en pratique. Etude de la mesure des niveaux de vie Document de travail 133. Washington DC: Banque Mondiale.
- Reddy, Sanjay, et Thomas Pogge (2005). Comment ne pas compter les pauvres. New York: Columbia University.
- Sachs, Jeffrey (2005). *Investir dans le développement: Un plan pratique pour réaliser les OMD*. Projet Objectifs du Millénaire de l'ONU. New York: Nations Unies.
- Stiglitz, Joseph (2000). *L'économie du secteur public (Troisième édition)*. New York: W.W. Norton.
- Nations Unies (1995). *Rapport du Sommet mondial pour le développement social. Copenhague, 6-12 mars 1995*. A/CONF/166/9
- Nations Unies (2005). *Conclusions du Sommet Mondial. New York, 14-16 septembre 2005*. A/RES/60/1
- Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies (2005). *Préparer les stratégies de développement national pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement: Un Manuel*. New York: Nations Unies.
- UNDESA (2005). *La situation délicate de l'inégalité: Rapport sur la situation sociale mondiale 2005*. New York: Nations Unies.
- PNUD (2005). *Droits de l'homme: Une note de pratique*. New York: Programme des Nations Unies pour le Développement.

- FNUAP (2004). *Conseils pour une programmation culturelle sensible*. New York: Fonds des Nations Unies pour la population.
- FNUAP (2005). *Additionner: Les bénéfices d'investir dans les soins médicaux sexuels et reproductifs*. New York: Fonds des Nations Unies pour la population.
- UNIFEM (2006). *Prévisions budgétaires pour les droits de la femme: Surveillance des budgets des gouvernements pour l'application des dispositions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)*. New York: Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
- UNRISD (2001). *Mains Visibles: Prendre la responsabilité pour le développement social*. Genève: Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social.
- UNRISD (2005). *L'égalité des sexes: Faire tout son possible pour la justice dans un monde inégal*. Genève: Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social
- UNU WIDER (2006). *La distribution mondiale des richesses des ménages*. Université des Nations Unies- Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement, Helsinki
- Van der Hoeven, Rolph, Hulya Dagdeviren et John Weeks (2001). *La redistribution importe: La croissance pour la réduction de la pauvreté*. Genève: Bureau international du travail.
- Van Ginneken, Wouter (2003). *Etendre la sécurité sociale – Politiques pour des pays en développement. Extension de la sécurité sociale Document No. 13*. Genève: Bureau international du travail.
- OMS (2004). *Atteindre la couverture mondiale via l'assurance de la santé sociale*. Genève: Organisation Mondiale de la Santé.
- Wiman, Ron, Timo Voipio et Matti Ylonen (2007). *Politiques sociales globales pour le développement à l'heure de la mondialisation*. Helsinki: STAKES.
- Woodward, David, et Andrew Simms (2006). *La croissance oublie les pauvres. La distribution déséquilibrée des bénéfices et coûts de la croissance économique mondiale*. DESA Document de travail No. 20. New York: Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies.
- Banque Mondiale (2002). *Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) livre source*. Washington, D.C.: La Banque Mondiale.
- Banque Mondiale (2003). *Le guide de l'utilisateur pour la pauvreté et l'analyse de l'impact social*. Washington, D.C.: La Banque Mondiale.
- Banque Mondiale (2003). *Préparer les examens des dépenses publiques pour le développement humain*. Washington, D.C.: La Banque Mondiale.
- Banque Mondiale (2005a). *Cadre de l'analyse des conflits*. Préparé. Washington, D.C.: La Banque Mondiale.
- Banque Mondiale (2005b). *Rapport sur le développement dans le monde 2006: L'équité et le développement*. Washington, D.C.: La Banque Mondiale.